PARTI SOCIALISTE SFIO
Conférence nationale d'information du 8 juin 1969
Suresnes
(Deuxième partie)

Sommaire

Le président (Christian Pineau) 1
Delmas 1
Parent 3
Echassous 6
Le Blet (Finistère) 7
Carbuccia (Alpes-Maritimes) 10
Pierre Giraud (Paris) 14
Guy Mollet 17
Besson 25
Charles Lamarque-Cando 28
Max Lejeune 30
Gaston Defferre 35
Baraton (Charente-Maritime) 39
Pelvy (Tarn) 41
Alain Savary 43
André Chandernagor 47
Vauchères (Haute-Garonne) 49
Lussot (Indre-et-Loire) 50
Fleury (Seine-Saint-Denis) 52
Thierry Pfister 56
Parrat (Haute-Marne) 57
Maillard (Maine-et-Loire) 58
Pierre Mauroy 60

Séance du dimanche 8 juin 1969 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Christian Pineau, assisté de Le Blet, Finistère, Caltice, Ain, Geneze, Basses Pyrénées, Dormont, Doubs.

Le président (Christian Pineau)

La séance est reprise. Premier orateur inscrit, Delmas. Il y a 25 orateurs inscrits, il faut commencer.

Delmas

Camarades, je vais essayer d'exprimer en quelques mots le point de vue de nombreux militantes parmi les 1 300 adhérents de la fédération de la Dordogne, en ce qui concerne les problèmes posés par la création du nouveau Parti Socialiste et les résultats du premier tour des élections présidentielles.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Nous avons été amenés à constater que tout d'abord l'élection présidentielle au suffrage universel, même hors d'un contexte post-référendaire, conduit et conduira qu'on le veuille ou non, vers une bipolarisation de l'électorat, du fait surtout de l'alliance de fait des gaullistes et des Communistes qui font tout pour faire échouer une tentative centriste.
Deuxièmement, la division de la Gauche non Communiste de la Gauche tout court enlève toute crédibilité à l'alternative démocrate et Socialiste.
Troisièmement, l'électorat centriste ayant à choisir entre un candidat conservateur et un candidat marxiste, se prononce dans sa majorité pour le candidat de droite, c'était déjà vrai avec de Gaulle, à notre avis ce sera beaucoup plus net avec Pompidou qui a déjà obtenu un ralliement de certains leaders du centre, phénomène qui ira probablement en s'accentuant dans le cas d'un net succès du candidat gaulliste.
Quatrièmement, la tactique adoptée pour le premier tour des élections présidentielles, si elle paraissait bonne a priori, s'est révélée mauvaise dans les faits, puisque Alain Poher n'a pas pu mordre sur l'électorat gaulliste et que notre candidat n'a pas pu recueillir le tiers de nos voix habituelles.
Voyons quelles ont été les conséquences de cette situation : pour l'opinion publique et pour de nombreux militants, les débats de St-Gratien et d'Alfortville comme les résultats du premier tour, font apparaître le renforcement de l'influence du Parti Communiste, ainsi que la confirmation de la puissance et de la cohésion du mouvement gaulliste, l'affaiblissement apparent de la Gauche non Communiste et plus particulièrement du nouveau Parti Socialiste.
La démonstration publique de graves difficultés internes et, à tort ou à raison, de luttes de tendances ou de personnes, exploitées par la télévision, la radio et une certaine presse, nous discrédite aux yeux de l'électorat.
La déception et le scepticisme chez de nombreux jeunes Socialistes, et principalement chez les nouveaux adhérents qui souhaitent que tout soit mis en œuvre pour obtenir dans un premier temps le retour rapide des Conventionnels et des membres de l'UGCS au sain du nouveau Parti Socialiste, et dans un second temps la mise en place de structures permanentes de dialogue avec le PSU et les organisations syndicales, le refus absolu chez de nombreux militants d'admettre toute polémique qui ne ferait qu'aggraver la situation présente et rendrait impossible une solution d'apaisement et d'union souhaitée par tous.
Enfin, il a été prouvé que la brillante campagne des candidats Socialistes n'a pas trouvé un écho favorable dans l'opinion et l'orthodoxie de Rocard n'a pas fait progresser le PSU.
Quels sont les enseignements et les décisions que nous devons prendre ?
A notre avis, il semble qu'il n'y a aucun avenir et aucune place en France pour plusieurs formations de la Gauche non Communiste, d'où :
1°) nécessité absolue de ne rien faire pour compromettre le regroupement des Socialistes,
2°) reprise immédiate du dialogue avec la CIR et l'UGCS,
3°) pour ce faire, il est indispensable d'annuler le prochain Congrès d'Alfortville, car le choix d'Alfortville constituerait à notre avis une véritable

provocation pour nos camarades Conventionnels et membres de l'UGCS ; ce Congrès pourrait être reporté à une date ultérieure, assez proche toutefois, et dans un autre lieu,

4°) définition indispensable d'un Socialisme original, répondant au degré d'évolution économique de la France et à l'état d'esprit des Français, et, dans le même temps, abandon de toute idée d'alliance centriste.

De grâce, camarades, cessons une fois pour toutes ce jeu dangereux consistant à nous accuser mutuellement de truquages, de combines et de mauvaise foi. Prenons acte du désir profond d'unité qui s'exprime dans nos sections et dans nos fédérations. Cessons de parler du passé pour penser à l'avenir.

Nous nous sommes épuisés en palabres inutiles pendant onze ans d'opposition et le 1er juin dernier, une fois encore, nous n'étions pas prêts pour aborder l'échéance des présidentielles.

Faisons en sorte que le mouvement Socialiste offre bientôt un nouveau visage au pays et qu'il se présente dans l'union et la détermination aux prochaines élections législatives.

Soyons sérieux et réalistes, là réside notre seule chance de succès. Ou nous ferons rapidement la démonstration de notre capacité à régler nos propres problèmes, et nous pourrons prétendre avec quelques chances de succès aux responsabilités du pouvoir, ou nous continuerons à nous livrer à de vaines discussions qui ne passionnent que nous et nous glisserons insensiblement sur la pente du déclin et de l'impuissance.

Voilà, camarades, les quelques évidences que nous voulions livrer à vos réflexions.

(Applaudissements)

Le président – La parole est à Parent, de l'Essonne, après lui Echassous, de la Drôme.

Parent

Camarades, je me bornerai à apporter ici trois éléments d'information : d'abord, à faire, face à cette réunion, le compte rendu de la campagne électorale dans mon département, à dire, en deuxième lieu quel est l'état d'esprit et quelle est la situation présente dans notre fédération, et, en dernier lieu, quelles sont les perspectives à court terme.

En ce qui concerne la campagne électorale, notre fédération et nos sections ont loyalement joué le jeu ; un comité de soutien s'est constitué dès le début de la campagne, des adjoints, des maires, des conseillers municipaux y ont participé. Un appel a été publié dans la presse locale et nous avons fait, également dans cette presse locale, un certain nombre d'articles.

Les camarades des sections ont activement participé au collage d'affiches, ce qui leur a d'ailleurs valu un certain nombre d'accrochages avec les militants du Parti Communiste, qui, trois jours avant la fin de la campagne, ont systématiquement recouvert ou déchiré nos affiches, ce qui ne crée pas pour l'avenir un climat de coopération comme celui qu'on est en droit d'attendre quand on se réclame de

l'unité de la Gauche.
Enfin, les résultats ont laissé nos camarades amers et désorientés. Ils estiment, en particulier, que la campagne nationale n'a pas été menée dans de bonnes conditions, et ils n'hésitent pas à mettre en accusation ce qui dans bon nombre d'esprits constitue une espèce de nébuleuse qu'ils appellent la Cité Malesherbes !
Ils s'étonnent enfin et ils condamnent, quoi qu'il m'en coûte de le dire, certains illustres silences sur lesquels on a d'ailleurs parlé ce matin et qui j'espère seront rompus pour nous apporter quelques explications.
Pour ce qui concerne le deuxième tour, les réactions de nos camarades sont contradictoires. Il y a, en fait, toute la flamme. Si certains, et ce sont les plus nombreux, pensent qu'il faut voter et faire voter Poher, et vont même jusqu'à envisager une action discrète au côté des militants pohéristes pour distribuer les tracts et coller les affiches éventuellement – il faut dire que les militants pohéristes dans l'Essonne ne sont pas légion et comme nous ne sommes pas nous mêmes très puissants, on peut concevoir que dans certains cas on puisse se prêter mutuellement main forte sans que cela implique des orientations politiques d'avenir – d'autres camarades, par contre, pensent qu'il faut se contenter de voter contre Pompidou et, enfin, une troisième catégorie serait tentée, mais c'est une minorité qui serait par l'abstention.
Je dois dire que ces clivages ne se déterminent pas en fonction des appartenances aux anciennes familles, et c'est là qu'il me faut donner quelques précisions en ce qui concerne nos rapports avec la Convention des institutions républicaines.
Au cours du Congrès fédéral préparatoire au Congrès d'Alfortville, les camarades de la Convention des institutions républicaines nous avaient quittés après avoir été battus sur une motion préalable dans laquelle ils demandaient que le Congrès d'Alfortville ne soit pas reconnu comme valable. Depuis lors, un certain nombre d'entre eux ont participé à la campagne électorale en collant des affiches pour Gaston Defferre.
Je pense qu'une bonne partie des Conventionnels de l'Essonne acceptera de participer à la préparation du prochain Congrès national, en gros la moitié d'entre eux, et je pense que leur retour sera fonction des initiatives que nous pourrons prendre, étant bien entendu que lorsqu'il s'agit d'initiatives, cela ne signifie pas que nous devions renier notre attitude passée et considérer le Congrès d'Alfortville comme nul et non avenu, étant bien entendu aussi qu'il ne saurait être question d'entrer dans de sempiternelles négociations dont tout le monde est las et qui ne conduisent généralement à rien.
Ceci précisé, je tiens encore à dire deux mots pour ce qui est des perspectives à court terme.
La fédération de l'Essonne est unanime à penser que le provisoire ne peut pas durer. Le comité exécutif départemental qui regroupe l'ensemble des secrétaires de sections a d'ailleurs voté sur cette question et il estime, à l'unanimité moins deux voix contre et une abstention, que ce serait une erreur très grave de reporter le Congrès au mois d'octobre.

Nos camarades qui sont déjà fortement désorientés le seraient encore plus. Beaucoup se démobiliseraient, nous quitteraient et c'en serait fait, c'en serait vraisemblablement fini à leurs yeux du Parti Socialiste.
Il faut donc que le Congrès se tienne dans la première quinzaine de juillet, ailleurs qu'à Alfortville, bien entendu, et pour ce qui est des dates, deux semblent en effet possible, le week-end du 6 juillet ou celui du 13, l'une et l'autre présentent des avantages et des inconvénients ; si nous avons manifesté une préférence pour le week-end du 6, c'est parce que nous pensons que celui du 13, cela parait une lapalissade, est trop près du 14 et que beaucoup de camarades seront à ce moment là partis en vacances.
Toutefois, si une majorité se prononce pour le 13, nous n'y serons pas hostiles, mais nous pensons que c'est la dernière limite, en octobre il serait trop tard.
(Applaudissements)

Le président – Avant de donner la parole à l'orateur suivant, je voudrais répondre à des camarades qui me posent la question suivante : ils nous demandent de leur rappeler quel est l'objectif essentiel de cette réunion d'aujourd'hui, qui n'est ni Congrès, ni un Conseil national.
Eh bien, il porte sur l'analyse de la situation, et j'ai l'impression que les camarades de toutes les fédérations la font à leur manière, et il porte aussi, c'est peut-être le plus important, parce que le plus immédiat, sur les conditions dans lesquelles doit se tenir le Congrès ainsi que la date et le lieu.
Certaines fédérations ont été précises sur ce point, d'autres l'ont été moins. Or, il faudra qu'au lendemain de cette réunion, nous prenions des décisions formelles et j'insiste beaucoup pour que les fédérations nous donnent des réponses à ces questions.
D'autre part, un certain nombre de fédérations, ainsi que cela avait été demandé ce matin, nous ont envoyé des textes qui remplaceront l'intervention de leur délégué. Je vais en lire un certain nombre.
La Mayenne : Depuis trois ans le Parti Socialiste est pratiquement créé en Mayenne ; je puis vous assurer aujourd'hui que les relations entre les différentes familles au sein de la fédération ont toujours été excellentes et que si les discussions ont souvent été apaea, elles ont toujours gardé un caractère courtois et constructif.
Les résultats aux dernières élections législatives ont été appréciables ; alors que, d'une manière générale, les candidats FGDS voyaient le nombre de leurs voix s'amenuiser, nous obtenions dans nos trois circonscriptions un nombre de voix supérieur à celui obtenu lors des élections législatives précédentes.
Ce travail de trois années n'aura servi à rien. En quelques jours, tous les espoirs que nous avions mis dans la création d'un grand et nouveau Parti Socialiste ont été anéantis.
En conséquence, la commission exécutive départementale se refuse à reconnaitre le nouveau Parti Socialiste constitué au Congrès d'Alfortville.
Elle demande que tout soit mis en œuvre pour que le nouveau Parti Socialiste soit constitué au cours d'un prochain Congrès organisé par des représentants de

l'ensemble des familles constituantes et pour que cessent toutes nos querelles intestines qui ne feraient qu'accentuer les divergences actuelles. Signé : Poirier.
En Haute-Vienne, cassure entre la SFIO et les Conventionnels depuis Alfortville. Pas d'autres clubs à tendance Socialiste. La fédération Socialiste de la Haute-Vienne SFIO continue seule à maintenir la présence Socialiste dans le département. Nette progression depuis deux ans du nombre d'adhérents, de 1 300 à 1 830.
Campagne électorale : constitution d'un comité de soutien Gaston Defferre, application, au premier tour, des instructions du Parti, en ce qui concerne la candidature Gaston Defferre, lequel a effectué une réunion à Limoges.
Résultats : 7,70% – au dessus de la moyenne nationale – Le corps électoral s'est partagé entre Alain Poher et Duclos pour des raisons connues et déjà exposées, cela malgré 2 députés Socialistes et deux sénateurs.
En ce qui concerne la date du Congrès national, la Haute-Vienne demande à ce qu'il se tienne dans le courant de juillet prochain.
J'ai d'autres motions, je les lirai tout à l'heure, je donne maintenant la parole à Echassous, de la Drôme.

Echassous

Camarades, par ma voix, la Commission exécutive du nouveau Parti Socialiste de la Drôme tient à préciser quelques points importants de notre position :
1°) par une motion en date du 14 mai 1969, émanant de la Commission exécutive de la Drôme et votée à l'unanimité nous prenions position sur les options et directives suivantes :
-La Commission exécutive considère que le nouveau Parti Socialiste n'a pas été constitué sur le plan national,
-affirme sa volonté d'en poursuivre la réalisation dans la Drôme,
-regrette que, contrairement aux vœux exprimés au Congrès départemental l'accord n'ait pu se faire sur une candidature unique de la Gauche,
-considère qu'aucun des candidats ne peut se réclamer du nouveau Parti Socialiste,
-appelle les électeurs à se prononcer au premier tour pour le candidat de la Gauche qui leur semble le mieux représenter l'idéal Socialiste,
2°) qu'en date du 6 juin 1969, la Commission exécutive de la Drôme a décidé d'envoyer à Paris à la réunion d'aujourd'hui deux observateurs qui auront comme devoir de ne voter aucune décision, de ne prendre aucune position politique qui engagerait directement ou indirectement, d'une manière ou d'une autre, l'unité de la Drôme.
3°) considérant que le pourcentage de nouveaux adhérents de la Drôme par rapport à ceux du plan national est assez élevé, nous demandons instamment, sans que cela soit considéré comme une position, qu'avant qu'une date soit arrêtée pour une deuxième réunion, que tout processus de réunion du Congrès soit pleinement démocratique, c'est-à-dire que la base soit consultée, car, en effet, les militants ne comprendraient pas que nous engagions leur vote à n'importe quelle condition.

Contribution Jean-Jaurès

Au cas où la décision serait prise de convoquer une réunion pour le début de juillet par la seule Commission des résolutions, ce serait décider la rupture au sommet et nécessairement ensuite à la base.
4°) c'est dans cet esprit que nous lançons un appel à toutes les formations politiques de Gauche pour qu'enfin loin des idées de personnes, chaque militant puisse se reconnaitre dans un Socialisme jeune, moderne et dynamique.
Enfin, avant de conclure, je voudrais insister, au nom de nos militants et vous faire connaître leur point de vue.
En effet, ils considèrent que la réussite ne peut être obtenue que par la mise en place de nouvelles structures adaptées à la multiplicité des préoccupations, des centres d'intérêts, conséquences des nouvelles conditions de vie. Ces structures doivent être diversifiées, c'est-à-dire multipliées au niveau de l'économie, de la technique, des sciences, de la psychologie.
Cette réussite est également conditionnée par la rapidité d'exécution à tons les échelons, ce qui nécessite une coordination d'action sans centralisation excessive. Il convient, d'autre part, d'insister sur la formation des militants, avec tous les moyens modernes d'expression. Plus que jamais, l'épanouissement de la personnalité humaine est conditionné par l'abolition du régime capitaliste, qu'il ne suffit pas d'améliorer. Il faut substituer à ce régime une société de progrès, c'est-à-dire l'égalité des chances pour tous.
L'idéologie présentée par la déclaration de principe doit être le ciment du nouveau Parti. Nous sommes pour une transformation des mouvements précédents. Aucune autre attitude ne serait compatible avec le monde moderne, pour assurer les chances du Socialisme.
Trop de fermeté doctrinale ne doit pas nous interdire le dialogue, avec l'extérieur. Nous ne devons pas être une formation riche en principes, pauvre en adhérents, parce que sans influence. L'ouverture désirée ne doit pas nous amener à une formation inorganisée, dont le seul souci serait des objectifs électoraux. Il faut agir avec sagesse mais avec suffisamment de dynamisme pour : rester des Socialistes et former des militants, attirer des jeunes et tous ceux qui hésitent encore à s'engager, tout en se reconnaissant dans le Socialisme.
C'est dans cet esprit qu'il convient de créer le nouveau Parti.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Le Blet, du Finistère, puis à Carbuccia des Alpes-Maritimes.

Le Blet (Finistère)

Pour répondre aux questions de l'ordre du jour, à savoir ce que pensent les départements de la situation et de l'avenir de notre organisation, je précise ce qu'est la position du Finistère.
Dans le Finistère, le nouveau Parti Socialiste s'est officiellement constitué, le 4 mai dernier, dans le cadre des orientations qui avait été proposé par le collectif national d'organisation.
Une assemblée départementale de militants Socialistes a préalablement désigné

Cercle Fondation Jean Jaurès

un collectif de 15 membres, chargé de préparer ce Congrès constitutif.
Ce Congrès constitutif a également désigné un comité fédéral, composé de 23 membres, qui s'est déjà réuni deux fois. Se retrouvent dans ce comité des représentants de toutes les familles d'origine, et également des adhérents qui n'avaient appartenu à aucune de ces familles.
Au cours de sa dernière réunion, le comité fédéral, le 4 juin, m'a mandaté pour faire connaître et confirmer, au cours de cette conférence, que le départ pris à Alfortville ne peut être satisfaisant. Notre comité fédéral est bien d'accord pour un nouveau Parti Socialiste, mais à la condition que tous les efforts soient faits pour que tous ceux qui le préparaient ensemble, se retrouvent dans le comité national d'organisation, pour organiser un nouveau Congrès constitutif.
Dans cet esprit, notre comité départemental demande et fait connaître à toutes les instances et à toutes les réunions possibles, que toutes les tentatives possibles soient multipliées, afin que le collectif national d'organisation soit à nouveau réuni, pour préparer le véritable nouveau Parti Socialiste, qui n'a pas été constitué à Alfortfville.
Les bases sur lesquelles ce nouveau Parti peut se créer ou doit se créer, peuvent se trouver dans la déclaration de principe sur laquelle les familles, à l'origine, avaient donné leur accord.
Mais l'histoire toute récente vient de prouver que cette déclaration de principe n'est pas suffisante, pour assurer la cohésion de l'unité et le dynamisme du Parti. Il faut donc rechercher autre chose.
Sur ce sujet, notre comité départemental ayant eu connaissance des propositions de Poprem, faites à Pierre Mauroy, les a étudiées. Nous estimons – c'est la position unanime de notre comité fédéral – que ces propositions doivent être prises en considération, pour rechercher une base d'accord portant sur la stratégie Socialiste.
Au cas contraire, ce nouveau Parti Socialiste n'aurait pas grand avenir, mais malgré tout, nous espérons, et c'est ce qui justifie notre insistance pour que tous les efforts soient faits, pour que le comité national d'organisation se remette au travail, et que les propositions qui ont été faites par une des familles de ce comité provisoire soient prises en considération, pour la recherche d'un accord, entre tous les militants.
(Applaudissements)

Le président – Camarades,
J'interromps à nouveau le débat pour vous lire quelques textes de fédérations.
Vienne.
Papier remis par Duvignac, de la section de Poitiers.
Etat du Parti.
Les réunions constitutives des sections ont eu lieu amenant de nouveaux adhérents que nous n'attendions plus.
Le Congrès constitutif départemental n'a pas eu lieu.
Après Alfortville, trois groupes se sont constitués :
1°) les anciens de la SFIO, très divisés,

Coll. Fondation Jean Jaurès

2°) la CIR, et les nouveaux adhérents,
3°) ceux qui "laissent tomber".
Les relations avec la CIR sont distendues. L'ancien collectif subsiste comme organe de liaison.
La fédération ex-SFIO n'a plus de secrétaire fédéral et il n'a pas été pourvu à son remplacement. La pyramide des âges à la forme curieuse d'un parapluie, ce qui fait que, dans quelques années, il na restera que le manche, si le nouveau Parti ne se constitue effectivement.
Campagne électorale.
Premier tour.
La fédération ex-SFIO a été traumatisée par la valse-hésitation d'Alfortville. L'activité électorale a été réduite et toute de principe pour Defferre.
La CIR est restée sur la touche.
Deuxième tour.
Les avis sont partagés. Voter contre Pompidou, ou voter blanc.
Création du nouveau Parti Socialiste.
Nous devons avoir le courage de reprendre immédiatement le contact avec les autres organisations.
Les conditions sont mauvaises ; il faut compenser ce handicap par la volonté d'aboutir.
L'intérêt du Parti, et surtout son avenir, passent avant l'intérêt électoral de certains élus, restés aux conceptions d'avant 1958.
Le Parti doit rester Socialiste, lutter pour faire le Socialisme, et ne pas se transformer en nouveau Parti Radical, revu et corrigé à la sauce Poher et même Duhamel.
Texte remis par la Nièvre.
Le nouveau Parti s'est constitué, dès le début de février, avec SFIO, CIR, non-engagés.
Après plusieurs réunions d'information, après les assemblées de circonscription, s'est constitué le Parti Socialiste.
A noter que, dans l'élection des membres du Bureau, la CIR a lancé une exclusive contre certains militants du Parti Socialiste.
Effectifs annoncés : 400 SFIO environ, 300 non-engagés, 600 CIR.
Le prix de la carte, sauf pour la SFIO, était de 5F. Il semble difficile de tenir compte des chiffres annoncés par les deux autres formations.
Action du Parti Socialiste.
Meeting public très suivi, avec la participation de Mitterrand, Benoist, Lhospied.
Succès très important du "non" dans notre département, 61%.
Après l'annonce de la candidature Defferre, les responsables ex-SFIO du nouveau Parti, conduits par Pesson, Premont et Potel, ont assisté à un tribunal, ayant comme accusateur M. Mitterrand, dont il serait indécent de rapporter les propos, à l'encontre du camarade Guy Mollet et des responsables provisoires du Parti.
M. Mitterrand annonça la rupture entre lui-même et notre Parti.
Depuis, aucun progrès n'a été réalisé en vue de l'unité, si ce n'est quelques

Fondation Jean-Jaurès

tentatives de la part des non-engagés, nous demandant de renier le Congrès d'Alfortville, comme base de reprise des conversations.
Une certaine tentative de débauchage de nos militants est en train de se produire, en ce qui concerne la journée du 22 juin.
Les Socialistes, fidèles au Congrès d'Alfortville, et à ses décisions, ainsi que quelques militants non-engagés, souhaitent tout éclaircissement, sur la situation actuelle, et demandent au Comité directeur d'être informés de toutes décisions.
Suit la liste des responsables départementaux provisoires. Il y a un certain nombre de camarades. Ce n'est pas la peine que je vous la lise. Plus les deux parlementaires : Benoist, député, et Lhospied, sénateur.
A ce point du débat, camarades, je voudrais faire une très brève intervention, non pas comme président de séance, mais comme président de fait de cet organisme un peu hybride, qui avait été constitué au Congrès d'Alfortville et que l'on appelait la Commission des résolutions.
Certains camarades ont fait des reproches parfaitement contradictoires à cet organisme. Les uns lui ont reproché d'être une nébuleuse, de n'être pas représentatif, ce qui est parfaitement exact.
Toutefois, je dois dire que le Congrès avait été formellement consulté, et que le Congrès avait donné mandat à cette Commission des résolutions de gérer le Parti, sans prendre outre mesure d'initiatives, pour la période séparant les deux Congrès.
Elle s'est crue mandatée pour cela, et pour cela seulement.
Et pourtant, elle a pris une initiative ; c'est, je crois, la seule initiative fondamentale qu'elle ait prise sans vous consulter ; c'est de demander aux autres organisations qui n'avaient pas assisté au Congrès d'Alfortville de se rencontrer avec nous. Je pense que nous répondions ainsi à un certain nombre des vœux qui ont été exprimés ce matin. Ce n'est vraiment pas notre faute s'il n'a pas été répondu à une demande de cette nature.
Je tenais à donner cette précision.
Quant à ce qui concerne les autres problèmes, et les problèmes d'organisation du Congrès, c'est précisément parce que nous ne nous sentions pas suffisamment représentatifs du Parti, parce que nous considérions que cette Commission était un peu une Commission de hasard, qui avait été désignée comme on désigne toujours les Commissions des résolutions, sans un dosage extrêmement exact des personnes, que nous vous avons consultés aujourd'hui. La réunion d'aujourd'hui a précisément pour but de donner acte à ce comité exécutif provisoire d'une sorte de mandat qu'il estimait ne pas avoir jusqu'à présent. Si nous vous consultons, c'est précisément parce que nous ne nous sentons pas assez représentatifs pour prendre des décisions tous seuls. Alors, je vous en prie, ne nous faites pas des reproches contradictoires !
Je donne maintenant la parole à Carbuccia.

Carbuccia (Alpes-Maritimes)

Camarades,
Laissez-moi tout d'abord préciser que, sur le plan statutaire, la fédération des

Alpes-Maritimes du Parti Socialiste s'est légalement constituée, dans le cadre des instructions nationales que nous avions reçues. Les Congrès départementaux ont eu lieu normalement. Les sections sont en place. Tout ceci, pour affirmer que nous ne voyons aucune raison de remettre en cause la création du nouveau Parti, tel qu'il a été défini à Alfortville.

Cela dit, je dois me souvenir, et je dois vous rappeler que notre fédération fut, il y a quelques années, une puissante fédération, avec des élus et avec des municipalités. Puis, au fil des ans, elle s'est disloquée peu à peu et elle a fondu, comme neige au soleil.

Querelle de doctrine, divergence politique, demanderez-vous ? Non. Tout simplement querelle de personnes.

C'est vous dire si, forts de notre expérience locale, nous redoutons de voir le Parti tout entier suivre pour les mêmes motifs la même pente que notre fédération.

En effet, nous avons parfois le sentiment, et au point où nous en sommes, je pense que la franchise est de rigueur, nous avons quelquefois le sentiment que les discussions politiques qui animent le Congrès ne sont que des prétextes permettant l'affrontement des personnes.

C'est ce que m'ont chargé de vous dire les secrétaires de sections consultés vendredi soir.

L'unanimité s'est faite pour déplorer les conditions dans lesquelles la campagne électorale s'est déroulée. En effet, malgré nos vicissitudes locales, il est resté un certain nombre de militants dans les Alpes-Maritimes comme ailleurs, pour croire encore au Parti et à ce que disent et font les responsables.

Aussi, cette fois encore, nous avons fait ce que nous avons pu : affichage, permanence, comités de soutien, réunions. Nous avons donné tout ce qu'il était en notre pouvoir de faire.

Puis, nous avons eu le sentiment que Defferre était tout seul. Etait-ce voulu, ou non ? par les uns ou par les autres ? Cela faisait-il partie d'une stratégie qui nous dépassait ? Toujours est-il que nous eussions aimé voir nos responsables multiplier les déclarations, sillonner les provinces ; cela nous eut réconfortés. Mais les militants ont eu le sentiment de ne pas être dans le coup, que quelque chose leur échappait ; nous avons d'ailleurs exprimé cette impression, en adressant un télégramme au comité exécutif.

Fausse impression, peut-être ; appréciation erronée, c'est possible. Mais j'aimerais bien avoir quelques assurances à ce propos, car si cet esprit continue à s'amplifier dons les fédérations, nous sommes bien prêts de connaître de grandes difficultés.

De toute façon, ne cherchons plus les causes, mais attardons-nous quelques instants sur les effets.

Le Parti est blessé, humilié, les militants déroutés et il est de notre intention de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que prennent fin, une fois pour toutes, ces querelles dissolvantes, et qui nous ridiculisent.

Pour en terminer avec les élections présidentielles, je dois souligner que les Alpes-Maritimes enregistrent un pourcentage de 3% en faveur de Gaston

Collection Jean Jaurès

Defferre, mais toujours dans le domaine du relatif, 3,4% chez nous, représentent un succès par rapport aux résultats enregistrés dans les puissantes fédérations… (murmures)... et c'est vrai pour toute campagne électorale.
Quant à la poursuite des pourparlers avec la CIR, nous n'en voulons plus. Bien que n'ayant pas pris de décision statutaire à ce propos, il est évident que nous refuserons tout nouveau dialogue avec des gens-là qui nous ont abreuvés de propos haineux durant la campagne électorale et qui portent en partie la responsabilité de notre échec.
En effet, les difficultés soulevées par la Convention, lors des négociations, nous ont amenés à repousser à plusieurs reprises la date du Congrès constitutif, si bien que nous avons dû aborder deux compétitions électorales en nous appuyant sur le nouveau Parti en cours de constitution, ce qui était proprement insensé.
Au Congrès de février, j'avais émis le sentiment que nous prenions tranquillement notre temps, pour construire le nouveau Parti, alors que personne ne pouvait dire ce que serait la situation politique, dans les semaines à venir. Cette impression est toujours valable. C'est pourquoi nous insistons pour que la deuxième et dernière session de notre Congrès se tienne, comme prévu, début juillet, à Alfortville.
Nos difficultés avec la Convention ne sont pas d'ordre politique, mais se situent aussi au niveau des hommes. Cette formation n'a pas d'autre objectif que les ambitions politiques de François Mitterrand. Un point, c'est tout. Tout le reste est littérature.
Ses effectifs sont inexistants. Sa tactique est celle des impuissants. Ne pouvant être ni grands, ni forts, ils tentent d'abaisser et d'affaiblir les autres. Ils ont réussi, en ce qui nous concerne, et c'est bien là le drame.
Ils ont écrit, à propos de la candidature de Gaston Defferre, que c'était là une candidature tortueuse et malhonnête, ce à quoi nous nous sommes trouvés dans l'obligation de répondre, par écrit, que ce n'était pas le PC. qui oserait présenter un candidat ayant un dossier non clos chez un juge d'instruction parisien.
Nous avons éliminé, pour défaut de paiement, tous les Conventionnels fantômes qui avaient adhéré au nouveau Parti et, malgré cela, nous accusons une augmentation de 80 nouveaux adhérents, ce qui est, en vérité, un succès, dans les circonstances actuelles.
Quant aux options politiques, un courant se dessine pour dire qu'il faut choisir, une fois pour toutes nos alliés. Si nous décidons une stratégie unitaire de la Gauche, il faut s'allier avec le PC et ne plus y revenir. Car l'intérêt de l'union, c'est bien d'amener le PC dans notre orbite. Ce n'est pas de rallier quelques 1 000 ou 2 000 conventionnels. Ce serait perdre notre temps… (murmures)... Il faut donc être ou l'allié ou l'ennemi du PC, si nous voulons être enfin pris au sérieux.
Je comprends les arguments de ceux qui ne veulent pas s'engager à nos côtés, tant que, sur le plan des orientations, nous n'aurons pas tranché dans la clarté.
Nous n'allons pas pouvoir, aujourd'hui, discuter de ces orientations, mais à titre indicatif, je vous signale que les Alpes-Maritimes ont tendance à estimer que le résultat obtenu aux élections par le PC, que le retour de l'URSS à un néo-

stalinisme qui influencera certainement le Parti Communiste, doivent nous amener à prendre quelque distance vis-à-vis du PCF.
Nous estimons, après un constat de faillite si flagrant, qu'un effort de réflexion s'impose, nous devons nous situer clairement sur la doctrine et sur la tactique. Un journaliste a dit qu'au Parti Socialiste la doctrine était une homélie du dimanche, et que dès la messe terminée on n'en parlait plus. Il y a quelque chose de vrai dans cette réflexion, en ce sens que la doctrine, à l'heure actuelle, est impuissante à elle seule à faire vibrer les foules. Je ne dis pas qu'il faille la reléguer aux oubliettes, je dis qu'il faut tenir compte de ce fait : les hommes ne croient qu'aux problèmes qu'ils sentent et peuvent appréhender dans le court terme.
C'est pourquoi, et ce sera ma conclusion, la fédération des Alpes-Maritimes estime qu'il serait opportun de se diriger vers la création d'une formation susceptible d'être majoritaire dans le pays, en ralliant, non pas autour d'une doctrine, mais autour d'un programme à vocation Socialiste, qui prendrait en considération la société industrielle moderne, et non pas celle de 900, tous ceux qui en accepteraient les options. En quoi nous retenions l'analyse et les conclusions du camarade Hindermann.
Voici, succinctement, ce que pense notre fédération, et nous présenterons au prochain Congrès un développement plus élaboré de cette position.

Le président – Avant de donner la parole à Giraud (Paris), je lis le texte de la fédération de la Meuse :
"Les camarades de la Meuse et les membres du collectif paritaire départemental provisoire ont ressenti durement l'échec subi le 1er juin 1969, échec prévisible en raison des nombreuses erreurs commises dès le lendemain du référendum et au cours du Congrès d'Alfortville.
1°) A Alfortville : la désignation prématurée et discutable de Gaston Defferre, candidature qui ne pouvait faire – il s'en faut – l'unanimité de l'électorat Socialiste.
2°) sur l'analyse politique : on a abordé les élections sans avoir réalisé, au moins, l'unité de la Gauche non Communiste, c'est-à-dire en dehors de l'unité indispensable du Socialisme, ce qui est aberrant.
L'électorat Socialiste a condamné sans appel cette tentative. Il faut en tirer la leçon et construire l'avenir.
Repartir à zéro et faire dans la clarté le nouveau Parti Socialiste, éviter les polémiques inutiles et néfastes (ce livre blanc, par exemple). Toutes les familles ont des torts et doivent maintenant faire l'effort de bonne volonté nécessaire et s'unir.
Les contacts entre toutes les familles doivent être repris pour l'organisation du prochain Congrès, organisation confiée au collectif national provisoire et non à la Commission exécutive provisoire.
Nous souhaitons que le Congrès définisse une politique authentiquement de gauche (respect de la déclaration de principes et du Manifeste).
C'est pour le nouveau Parti Socialiste une question de vie ou de mort.

En ce qui concerne la date du Congrès constitutif national, il est nécessaire de le faire au plus tôt (début juillet) si les 4 familles sont d'accord.
Pour terminer, la fédération de la Meuse souhaite entendre le camarade Guy Mollet, qui, s'il ne veut pas s'exprimer en tant que responsable, devrait donner son opinion personnelle".
Voici maintenant le texte de la Saône-et-Loire :
"Le Congrès constitutif du nouveau Parti a eu lieu avant le Congrès d'Alfortville, en Saône-et-Loire.
CIR et SFIO, seules familles présentes dans notre département, ont participé à la création du Parti Socialiste.
A cette heure, le nouveau Parti compte essentiellement les anciens camarades de la SFIO et quelques adhérents nouveaux non engagés précédemment.
Les Conventionnels sont maintenant sur la réserve. Pour la majorité des militants, Alfortville a bien marqué la naissance du nouveau Parti, et la fédération de Saône-et-Loire est favorable aux dates choisies par le comité exécutif provisoire pour le prochain Congrès.
Pour ce qui est des élections présidentielles, en Saône-et-Loire, les camarades n'ont pas compris pourquoi notre camarade Gaston Defferre, désigné comme le candidat du Parti par le Congrès d'Alfortville, ne parait pas avoir connu le soutien actif de tous les membres du Comité directeur qui, si je ne m'abuse, avait présenté sa candidature à l'unanimité. La position des camarades élus qui ont fait campagne au 1er tour pour Poher n'a pas été acceptée, et la question est posée de savoir si les élus peuvent se permettre d'échapper à la discipline du Parti.
Enfin, le silence de notre camarade Guy Mollet, depuis le Congrès d'Alfortville, n'a pas manqué de jeter le trouble dans les esprits de nos camarades. Il serait très souhaitable qu'aujourd'hui Guy Mollet puisse nous donner des précisions pour nous permettre de répondre à nos camarades.

Guy Mollet – Je m'inscris sur la liste.

Le président – Je peux te donner la parole tout de suite si tu veux, tout le monde le comprendra fort bien. La parole est à Giraud, de Paris.

Guy Mollet – Je parlerai après Giraud.

Pierre Giraud (Paris)

Camarades,
Je voudrais dire d'abord que ceux d'entre nous qui semblent étonnés du résultat obtenu par notre ami Gaston Defferre aux élections présidentielles ferment volontairement les yeux. Car, quand un Parti connait la désunion au point où il la connait, et au moment de cette campagne, lorsque des élus se permettent de faire campagne simplement pour quelqu'un qui n'est pas désigné par le Parti, et lorsque symétriquement d'autres camarades font campagne pour d'autres candidats, il faudrait vraiment être fou pour continuer à faire confiance au

candidat désigné par un Parti et "soutenu" – entre guillemets – dans de pareilles conditions.
Quant à la fédération de Paris, ayant pris très clairement position sur la candidature du camarade Defferre, elle a fait ce qu'elle a pu pour être correcte et pour mener dans des conditions difficiles la campagne la moins mauvaise possible.
Mais ceci pose à mon avis un problème tout à fait fondamental. Est-ce qu'il y a encore place en France pour un parti authentiquement Socialiste (c'est sur ce problème que nous devons nous compter, et tous les regrets que nous pouvons avoir pour le passé ne feront rien) entre des camarades qui pensent, et ils ont peut-être raison, que notre avenir est dans la constitution d'un parti élargi vers le centre, et ceux qui pensent au contraire qu'il n'y a pas de salut sans un accord profond avec le Parti Communiste, l'année même où se passent les événements de Prague. Par conséquent, c'est à nous de savoir ce que nous voulons, car vraiment si nous devons continuer à être partagés entre les gens qui louchent d'un côté et ceux qui regardent de l'autre, je ne vois pas pourquoi nous passons nos nuits et nos dimanches à nous réunir.
Et je voudrais dire en terminant sur cet aspect de la question, que si le nouveau Parti doit seulement consister à dire qu'une majorité a dit blanc et qu'une minorité a dit noir, je dis qu'il ne s'agit pas d'un Parti, il s'agira d'un club, et pour ce genre de système je ne suis pas preneur.
(Applaudissements)
Ceci dit, voyons maintenant pour l'avenir, et d'abord, le problème du second tour ?
Je suis très étonné, appartenant encore à un parti qui se dit démocrate Socialiste, qu'il y ait la moindre hésitation entre nous sur la nécessité de soutenir la candidature d'Alain Poher. Non pas parce qu'Alain Poher est centriste ou n'est pas centriste, mais parce que justement jusqu'à présent, dans les partis de démocrates-Socialistes, on n'a pas joué la politique du pire, et on a considéré qu'entre quelqu'un qui était partisan du pouvoir personnel et quelqu'un qui était républicain, il n'y avait pas une seconde d'hésitation. C'est pourquoi je souhaiterais que le Parti dise carrément et publique, non pas qu'il est pour Poher parce que Poher est ce qu'il est, mais qu'il est pour Poher parce que Poher, dans les circonstances actuelles, est le candidat des républicains contre les gens qui sont du pouvoir personnel. Même le "Canard Enchaîné", et surtout le "Canard Enchaîné", nous a donné là-dessus …(applaudissements)… des critiques extrêmement sérieuses.
Donc, je demande, si c'est encore temps, que les camarades disent carrément ce qu'ils pensent. Je suis sénateur, je n'ai pratiquement jamais parlé à Alain Poher, et ne croyez pas du tout que je dise cela par solidarité professionnelle, c'aurait été n'importe qui, dans les mêmes conditions, car je suis tout de même aussi professeur d'histoire, et je n'ai pas oublié qu'un certain moment le Parti Communiste allemand n'a pas voulu choisir entre Hindenbourg et Marx, ce qui finalement a amené Hitler au pouvoir. C'est la réalité politique constante, et je voudrais qu'on en tienne compte de temps en temps.

(Applaudissements)
Ceci dit, quelle est la situation pour le Parti ? Je ne vous ferai pas un tableau idyllique, et vous en seriez étonnés, de la situation à l'intérieur de la fédération de Paris. Ce que je puis vous dire simplement c'est que la fédération de Paris continue avec ceux qui veulent continuer avec elle, et qu'elle a, sur les problèmes de l'avenir du Parti, une position parfaitement claire :
1°) les organismes provisoires actuels ne peuvent pas durer longtemps. Une Commission des résolutions transformée en comité exécutif ou Comité directeur n'est pas représentative, il faut donc en finir.
2°) Mais, il y a une autre raison : si vous attendez le mois d'octobre ou novembre pour faire un Congrès constitutif, vous ne le constituerez plus avec les anciens camarades de la SFIO parce qu'ils en ont par dessus la tête.
(Applaudissements)
Cela fait des années qu'on les amuse avec des pondérations, des comités provisoires, des comités exécutifs qui n'ont le droit de faire que ceci ou pas le droit de faire le reste, nous voulons un comité qui soit responsable, élu démocratiquement, et prenant ses responsabilités pour une période d'une durée prévisible. Par conséquent nous sommes pour le Congrès au mois de juillet. Est-ce le 3 ou le 11 ? C'est un problème d'opportunité ? Est-ce que c'est à Alfortville ou ailleurs ? Il me semble personnellement qu'Alfortville a mauvaise réputation et que tout ce que nous ferons pour ne pas y revenir sera bon, mais, vraiment, on ne va pas se batailler pour un problème géographique de cet ordre. Donc, un Congrès au mois de juillet, le 3 si c'est une concession permettant d'avoir l'accord de certains camarades. Perdre ou gagner 8 jours, la fédération de Paris n'y voit aucun inconvénient, pendant cependant qu'après le 15 juillet aucun Congrès sérieux ne peut être tenu.
Enfin, comment préparer ce Congrès ? Eh bien, à notre avis, c'est très simple. Il ne s'agit même pas de savoir si les camarades reconnaissent ou non Alfortville 1ère session, il s'agit de savoir s'ils sont décidés à travailler avec nous en vue d'un Alfortville ou d'un Paris ou de n'importe quoi 2ème session.
Les sections sont organisées sur le plan local. La fédération existe sur le plan départemental. C'est donc dans le cadre de ces sections, où tout le monde est encore, et de cette fédération, où tous les gens sont encore, même s'ils ne sont pas forcément représentés dans les organismes de direction, que doit être préparé le Congrès.
S'il est nécessaire de faire de nouveaux pas en direction de nos amis de l'UFCS ou de la CIR, nous sommes d'accord pour que les camarades qui ont la responsabilité du secrétariat provisoire le fassent. Mais nous savons qu'ils l'ont déjà fait. Et lorsque nos amis de l'UGCS nous disent : "Nous voulons bien venir avec vous, à condition que vous nous garantissiez par avance quel sera le résultat du Congrès", eh bien, cela, c'est quelque chose que nous ne pouvons pas leur accorder, parce que nous ne savons pas ce que décidera le Congrès. Tout ce que nous pouvons leur dire, c'est ce que nous pensons de l'orientation d'un Parti, et souhaiter qu'ils soient d'accord avec nous sur cette orientation.
Quant à nos amis de la CIR, je dois dire qu'à Paris, comme dans beaucoup

d'autres départements, ils sont profondément divisés. S'il est indiscutable qu'il y a un très grand nombre d'entre eux, comme d'ailleurs des nouveaux adhérents, qui sont entrés dans le nouveau Parti pour y rester, qui travaillent avec nous et qui resteront avec nous, je dis, en pesant mes mots, qu'il y a à l'heure actuelle, à Paris, un certain nombre de Conventionnels qui n'ont jamais eu l'intention d'entrer dans le nouveau Parti et qui feront tout ce qu'ils pourront pour le saboter.
(Applaudissements)
Par conséquent, nous demandons que nous fassions le maximum d'efforts pour réunir à nous, pour travailler avec tous ceux qui accepteront que la prochaine session du Congrès que nous organiserons au mois de juillet soit le Congrès de l'orientation du Socialisme en France. Tous ceux qui voudraient nous renvoyer à plus tard, tous ceux qui voudraient perpétuer cette solution d'éternelles négociations, à mon avis ne veulent pas réellement du nouveau Parti. Nous avons encore entre nos mains un grand nombre de camarades de l'ancienne SFIO, à qui se sont joints nos amis de l'UCRG qui ont toujours, à Paris, travaillé avec nous d'une façon parfaitement correcte. Nous avons un grand nombre de Conventionnels, nous avons des nouveaux adhérents qui nous font confiance, nous n'avons pas le droit, en retardant encore de plusieurs mois la constitution du nouveau Parti, de gaspiller ce qui reste encore entre nos mains.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Mes chers camarades,
Je m'étais promis de rester silencieux, au moins jusqu'au 16 juin, et je continuerai à l'être en public. Ce n'est pas facile. Ceux qui me connaissent doivent même savoir que c'est assez douloureux, non pas tellement à cause du besoin de parler, mais à cause de la caricature qui a été présentée des positions que j'ai prises dans le Parti, au cours des événements récents.
Des journalistes – qui ne le font pas sans savoir ce qu'ils font – m'ont présenté comme étant celui qui s'est opposé à la candidature unique de la Gauche, comme étant le manœuvrier malin qui travaillait pour Poher. Je n'ai jamais nié à des journalistes le droit d'être engagés, j'estime même qu'un journaliste politique devrait être engagé. Mais j'ai du mépris pour ceux qui n'annoncent pas la couleur, mais j'ai du mépris pour les gens qui, dans "Le Monde" ou ailleurs, ont interprété, en connaissant mon idée, en la sachant, en étant en tous cas à même de la connaître, car j'en ai connus, quand il y avait des bottes à cirer, qui étaient vraiment venus fréquemment me demander ce que je pensais de l'événement, et s'ils ne l'avaient pas fait auprès de moi ils pouvaient le faire auprès d'autres Ces journalistes ont fait ce métier, j'ai encaissé. Cela s'est répandu dans toute la presse internationale. J'ai encaissé.
J'ai encaissé, parce qu'au premier tour, si j'avais du parler – alors que je ne suis plus admis à le faire, je ne suis plus un porte-parole de la SFIO – c'est

volontairement, si j'avais du parler, j'ai crains que ce que j'avais à dire ne soit interprété encore, utilisé encore, et considéré comme portant atteinte aux chances de notre candidat, de celui que le Parti avait accepté de présenter. Si je devais parler maintenant, à l'occasion du second tour, et dire, parce que je le pense, qu'il faut éviter la politique du pire, qu'il n'est pas vrai que Poher ce soit la même chose que Pompidou, quant à l'interprétation des institutions, au mois, si je devais parler maintenant, on y verrait la démonstration de la manœuvre de premier tour et de l'adresse du citoyen machiavélique qui a mené tout cela.
J'ai le sentiment, d'après les coups de téléphone, les lettres, les engueulades, que les camarades eux-mêmes ont subi l'intoxication, que la presse bourgeoise est devenue la pâture intellectuelle de pas mal des nôtres, et que c'est en fonction de ce qu'ils disent qu'ils forment leur propre jugement.
Alors, je vais rompre un peu ce silence... oh !... peu, d'ailleurs ! Seulement, sur le passé récent, et pas sur le Congrès, pas sur demain, en espérant que – sans illusion – pour l'instant ceci reste encore entre nous. Mais je dis "sans illusion", car je suis certain que demain des indiscrétions soigneusement organisées vers la presse trahiront encore ce que je vais vous dire aujourd'hui... mais vous êtes, au moins ceux qui sont là, vous serez au moins demain des témoins.
Il est normal, mes camarades, en tous cas il est humain que le lendemain d'un échec soient recherchés les responsables, et de préférence même les boucs émissaires.
Je ne conteste jamais les responsabilités des hommes, les responsabilités, nous en avons tous, mais ce que je crois plus important que les responsabilités humaines, ce sont les responsabilités politiques. C'est de cela, et de cela seulement, que je veux vous parler. Et vous parler surtout des responsabilités politiques que j'ai assumées dans les dernières semaines, c'est-à-dire juste avant le départ du Secrétariat général de la SFIO.
J'ai entendu Antonin (Savoie), exiger que je m'explique, Parent l'a fait, d'autres l'ont fait, des motions qu'on vient de lire viennent de le reprendre, j'ai entendu Formi, de Belfort – assez curieusement d'ailleurs, car les conclusions politiques auxquelles il a abouti rejoignent exactement les miennes – mais j'ai entendu dénoncer successivement mes hésitations, mes prises de position, préalables au Congrès, puis mes silences.
Heureusement que j'ai gardé quelque sens de l'humour ; si je comprends bien, quand je parle j'ai tort, quand je me tais j'ai encore plus tort.
Il faudra quand même savoir ce qu'il faut faire. Quand je parlais – c'était avant le référendum, et ce sont les propos sur lesquels certains ont établi le schéma qui crée la nouvelle casserole que je traînerais (cela en fera une de plus, soyez tranquilles, si c'était nécessaire à la satisfaction et au calme intellectuel de quelques-uns d'entre vous ce ne serait pas grave, il y en a déjà quelques-unes, mais je n'aime pas les évoquer) –, c'était à Europe 1, en réponse aux questions des auditeurs, et plusieurs questions ont été posées. Je vais évoquer les plus importantes, et pas les autres, bien sûr.
La première : "Mais oui, mais si vous gagnez "… car j'étais de ceux (il n'y en avait pas tellement dans le Parti à l'époque) qui disaient que nous aurions la

majorité sur le "non", et qui se battaient pour ça… "Mais, si vous gagnez et qu'il y a un "non", il y aura alors des élections, des élections présidentielles. Et si au second tour il ne reste plus en présence que Potier et Pompidou, qu'est-ce que vous faites ?". J'ai répondu – avec toute la discrétion possible, et j'ai gardé des souvenirs, vous savez, depuis l'histoire privée, je sais ce que vous me faites dire –, j'ai répondu, plus exactement : "Je ne serai plus le responsable du Parti, mais dans la mesure où j'aurai quelque autorité morale sur mes amis, j'essaierai de les convaincre que dans un cas comme cela il faut mettre un terme au gaullisme, il faut battre Pompidou, je demanderai qu'on vote Poher".
Cela m'a été reproché. Mais c'est pourtant de là que date le moment où j'ai joué Poher.
Il y a une deuxième question qui vient aussi vite, et c'est normal, les gens qui posent des questions ne sont pas forcément des sots : "Oui, mais s'il ne reste plus en présence que Pompidou et un Communiste" – le nom de Duclos n'était pas encore avancé – ; là, je réponds aussi sec : "Je demanderai à mes amis de fournir la même réponse". Ah ! Celle-là, elle a été contesté par un certain nombre ; dans tous les sens je me suis fait engueuler, aussi bien par ceux qui estimaient que j'avais servi les Communistes que par ceux qui estimaient que j'avais servi Poher.
Mais la question plus désagréable vient, qui est celle-ci : mais vous savez bien que les Communistes, à l'occasion d'une élection présidentielle, ont déjà dit, et c'était vrai : il n'y a pas de chance d'aboutir à une candidature commune s'il n'y a pas de programme commun de gouvernement.
C'est de là que vient la réponse qui nous collera aux fesses à l'avenir, comme une nouvelle tunique de Nessus, c'est que je dis : mais voyons, aux élections législatives de 1967, puis de 1968, les Communistes et nous, nous avons mis au point un document commun, qui, à mes yeux, est et reste un des documents les plus honnêtes que la Gauche ait jamais mis sur pied, dans lequel on explique le total de nos convergences et le total de nos divergences.
Cela a été mal compris parfois, et les Communistes ont triché en essayant de présenter cela comme un embryon de programme commun, mais j'en appelle à vos mémoires, en tout cas à celles de ceux qui étaient présents le jour où, rue de Lille, à la fin de cette réunion, Mitterrand, qui était alors le président de la FGDS, et Waldeck-Rochet, Secrétaire général du Parti Communiste, ont l'un et l'autre expliqué à la presse réunie qu'il ne s'agissait pas d'un programme de gouvernement.
Et je précise alors à mon interlocuteur : demain moins qu'hier, cela ne sera çà, un programme de gouvernement, et j'ajoute : ce ne sont certainement pas les prises de position du Parti Communiste sur les événements de Prague qui facilitent la chose.
C'est là, paraît-il, que j'ai rompu l'unité de la Gauche.
Mes camarades, il faut bien s'en rendre compte : l'homme qui est pour l'unité le reste, mais l'unité suppose le respect des données fondamentales de la démocratie Socialiste, parmi lesquelles il y a d'abord la liberté.
Je sais que le lendemain – je vais essayer de ne pas personnaliser – quelqu'un

qui se veut de Gauche aussi a dit : c'est un alibi que l'utilisation du drame de Prague. Il y a même eu une explication qui m'est apparue, à moi, étonnante, à savoir que Prague n'était pas possible en France, parce que nous sommes en France, et que les troupes américaines ne le permettraient pas ! Cela me paraît une explication curieuse du fait d'un homme de gauche ! Au fond, on est sous le parapluie américain en ce qui concerne la marche à la révolution et la marche au Socialisme !

C'est là que cela a commencé. Après cela, je n'ai pas parlé en public, mais j'ai parlé dans les instances du Parti.

J'ai parlé au Comité directeur d'abord, lorsque fut posée la question des candidatures. Les camarades du Comité directeur savent comment j'ai procédé. J'étais encore – je l'étais jusqu'au soir de ce jour-là – Secrétaire général de la SFIO, un mardi soir, mon dernier mardi de Secrétaire général.

J'ai fait un exposé de la manière – j'ai généralement procédé comme cela, j'ai toujours essayé d'être régulier – dont je voyais le problème des présidentielles. J'ai dit : il y a trois possibilités.

Il y en a une qui n'est pas restée longtemps en chantier, mais je vais l'évoquer quand même, pour essayer de répéter ce que j'ai dit.

La première, et je pense qu'un certain nombre de camarades la soutiendront, c'est de décider que le Parti Socialiste n'aura pas de candidat et qu'il soutiendra la candidature de Poher. J'ai ajouté que c'était une thèse défendable qui eut sa chance si le Parti Communiste n'avait pas été ce qu'il était devenu. En d'autres heures, mettre fin au gaullisme sur la candidature, non pas d'un centriste, mais de l'homme qui, à cause de la place qu'il occupe à la présidence du Sénat, s'était trouvé mêlé à la défense des institutions, c'était défendable. Le Parti Communiste, dans l'état actuel des choses, ne pouvait pas le faire, la suite l'a démontré, pour une raison simple, c'est que ces gens-là, à l'heure actuelle, au Parti Communiste, sont absolument conditionnés par la hantise qu'ils ont des gauchistes. Ce n'est pas un danger énorme sur leur gauche, mais on n'accepte pas l'hypothèse de se laisser tourner à gauche.

Alors j'ai dit, et je voudrais que tout le monde le sache, à mes camarades : cette hypothèse-là, je demande aux camarades de ne pas la retenir. Je suis de ceux qui ne souhaitent pas que nous n'ayons pas de candidat. Il nous faut un candidat, même en face de Poher. J'ai précisé que s'il était nécessaire, même en arrivant devant Poher – mais mal, devant Poher – pour assurer l'échec du gaullisme, de se retirer – j'essaye de vider mon sac et de dire les choses telles que je les ai dites, même si aujourd'hui ce n'est vraiment plus opportun – il faudrait savoir se retirer pour battre le gaullisme. Ma préoccupation essentielle était de faire disparaître ce qui restait du gaullisme, car un gaullisme qui va durer est un gaullisme dangereux.

Je suis passé à la deuxième hypothèse, les deuxième et troisième n'en faisant qu'une en fait, mais avec une variante.

J'ai dit : il faut donc un candidat de la Gauche, mais un candidat qui soit le seul candidat de la Gauche. Ce n'est pas par hasard si j'évite le mot de candidat commun ou de candidat unique. Un candidat qui soit le seul candidat de la

Gauche, ce qui suppose deux choses :
-que ce candidat soit choisi après des contacts préalables avec le Parti Communiste, je vais dire dans quelles conditions dans un instant,
-mais dans des conditions telles que, par sa personne, il soit susceptible de rallier au second tour les voix centristes capables de battre le Pompidou de service.
C'est là que vient la variante, je disais : cet homme pourrait être un homme jeune. Des noms furent avancés. J'indique que nous sommes encore au Comité directeur de la SFIO et pas encore au nouveau Parti, il ne va donc être question pour l'instant que d'hommes de la SFIO.
Le nom de Mauroy fut avancé, mais plus tard dans la discussion. Moi, je n'avais pas avancé de nom, ce que j'avais dit c'est qu'un tel camarade jeune serait possible, mais que je ne croyais pas qu'il réalise les voix du centre au second tour, qu'il fallait donc chercher dans les camarades susceptibles de le faire.
J'ai évoqué trois noms. J'en ai éliminé un d'autorité, c'était le mien, pour toutes sortes de raisons et c'est vraiment du passé.
Et puis Christian Pineau, dont j'avais donné le nom, a déclaré qu'en aucun cas il n'acceptait l'hypothèse d'une sorte de dualité de candidature.
La candidature de Gaston Defferre resta la seule, et c'est sur la candidature de Gaston Defferre que s'est engagée la discussion.
Cette discussion fit apparaître des différences, à telle enseigne qu'à un moment très précis – je demande aux camarades du Comité directeur de s'en souvenir, c'était à la fin du Comité directeur – j'ai dit qu'une candidature Gaston Defferre présentée dans les conditions où elle se présentait était la pire des erreurs que nous pouvions faire. J'ai dit que la candidature de Gaston Defferre, qui aurait cumulé le fait que Gaston – je me répète, tant pis – avait lui aussi une casserole – et j'avais évoqué les miennes, qui sont plus lourdes, j'avais employé le mot "casserole", ce n'est pas élégant, mais c'est comme cela quand je bavarde – qu'il était l'homme qui, à tort ou à raison, restait marqué par l'idée de la grande fédération – et ce ne sont pas les interventions d'Hintermann ce matin qui me feront changer d'opinion, il est bien vraiment marqué par cette idée – même si, vingt fois depuis, Gaston Defferre a dit qu'il ne croyait plus à cette idée de grande fédérations – il ballade cette légende, parce que la légende est pire que la vérité, j'en sais quelque chose ! – et le fait, à la même heure, de ne pas prendre de contacts préalables avec le Parti Communiste, nous menait aux déboires.
Cela, je l'ai dit devant le Comité directeur. Mais il n'y avait plus qu'une candidature, cette candidature fut donc unanime, et remplissant mon dernier mandat de Secrétaire général du Parti, quand j'ai parlé à la radio, le soir, et à la télévision, et qu'il m'a été demandé par la jeune femme de service si cette candidature était unanime, j'ai dit oui. Je faisais encore mon métier de Secrétaire général du Parti, je disais oui. Jusqu'à ce soir-là j'étais tenu.
Le lendemain je ne l'étais plus, et quand il me fut demandé, le lendemain, de me faire un défenseur de cette candidature, non. Non. Je ne croyais pas que l'échec serait celui qu'on a eu, je le dis franchement, ceux qui ont connu les pronostics que j'avais faits savent que j'étais resté beaucoup moins pessimiste que cela. Mais c'était vrai qu'on était obligatoirement mis dans un sifflet ! C'était vrai

qu'à partir de l'instant où il y avait un candidat centriste et puis des candidats gauchistes, nous serions écrasés, j'en étais convaincu. Je n'ai pas voulu défendre cette thèse devant l'opinion publique, je ne l'ai pas fait.
Mais je n'ai pas été silencieux non plus devant mon Congrès départemental du Pas-de-Calais, et cela a été un vrai Congrès, après vote dans les sections, et même, en ce qui concerne le choix des candidats – parce que j'avais demandé que ce soit prévu – vote dans des urnes, à bulletins secrets, en tout cas à la section d'Arras.
J'avais dit aux camarades du Pas-de-Calais : je souhaite que l'on voit les choses dans l'ordre, que l'on commence par décider si l'on doit ou non avoir des contacts avec le Parti Communiste. Vous savez, dans le Pas-de-Calais, ne croyez pas que nous soyons des monolithiques. Dans la région minière, on a gardé le souvenir des combats dramatiques entre Socialistes et Communistes, et c'est dur de faire accepter aux camarades les conceptions unitaires. Le porte-parole de la fédération du Pas-de-Calais, lors de notre dernier Congrès d'Alfortville, Joseph Noël, qui va parler tout à l'heure au nom du Pas-de-Calais – je parle à titre personnel pour l'instant – est de ceux qui seraient députés du Pas-de-Calais s'il n'avait pas appliqué la décision unitaire lors de nos derniers Congrès. Et pourtant, à l'unanimité, le Congrès du Pas-de-Calais a dit : oui, ce n'est pas possible que nous ayons autre chose qu'un candidat qui soit le seul candidat de la Gauche.
Premier vote.
Deuxième voté : dans quelles conditions de discussion avec le Parti Communiste ? Alors, là encore, unanimité sur ce point : interdiction de discuter d'un programme commun de gouvernement.
Pourquoi ? Eh bien là, il y avait, en plus des raisons fondamentales, le fait qu'il s'agissait d'une candidature à la présidence de la République, et que je regrette d'avoir vu presque tout le monde tomber dans le piège de se battre sur le terrain du gaullisme, de se battre sur le terrain où le Président de la République – et même Poher a encore tendance à le faire – devient le guide ; lui, il a refusé le mot de guide, il en a inventé un autre, plus modéré, c'est normal, mais cela veut bien dire la même chose.
Alors, nous avions donc une raison de dire aux Communistes : non, pas de discussion d'un programme de gouvernement à l'occasion des présidentielles. Et c'est d'ailleurs ce qu'un bureau unanime m'avait chargé de répondre au Parti Communiste, car vous êtes invités à relire, dans le document qui vous a été distribué, le livre blanc, la lettre que j'ai répondue au Parti Communiste, dans laquelle il est dit que c'était inopportun, à l'occasion des présidentielles, de discuter d'un programme commun de gouvernement.
Où je me tais, c'est à Alfortville et depuis. A Alfortville, pourquoi ? Eh bien, parce que, mes camarades, vous me pardonnerez, mais j'en ai assez, assez, définitivement assez de la manière dont la presse, en intoxiquant quelquefois certain nombre de nos propres amis, a présenté nos débats. J'ai encore entendu des relents de cela dans l'intervention des Alpes-Maritimes tout à l'heure : des conflits d'hommes, des combats d'hommes, qui en fait seraient la raison

profonde, les différences de doctrine ou de position n'étant que babillage. Je confonds la France avec les Alpes-Maritimes, je m'excuse auprès du camarade en question, mais il n'y a pas de conflits d'hommes, et j'en ai assez de voir présenter cela comme un conflit d'hommes ! Il n'y a pas duel entre Gaston Defferre et Guy Mollet, il n'y en a jamais eu, et il y en aura encore moins ; il n'y a pas de duel pour une raison simple, c'est qu'au moins les camarades du Comité directeur savent, eux, que depuis 1962 je leur ai dit une fois pour toutes que jamais plus on ne m'amènerait, ni à solliciter, ni à accepter quelque poste que ce soit dans l'Etat, parce que je suis de ceux qui pensent que quand les hommes ont porté des responsabilités lourdes sous la 4ème République, ils doivent savoir comprendre qu'une nouvelle génération doit prendre leur suite, que quand des hommes portent des casseroles lourdes, même s'ils ont conscience, en leur cœur, que c'est injuste, ils doivent savoir comprendre que l'intérêt du Parti est qu'ils s'effacent. Depuis 1962 je l'ai dit. Mes camarades d'alors m'ont interdit de le dire, les uns – je suis méchant, toujours – peut-être parce qu'ils y voyaient un mauvais exemple, les autres parce qu'ils avaient l'illusion que je représentais encore, sur le plan de l'Etat ou du pays, un recours, alors que moi, non, je ne serai jamais un recours, je suis un battant, un combattant, un militant, et je ne serai jamais l'homme d'un recours.

Il n'y avait donc pas duel, il n'y avait pas la chance qu'il y ait une difficulté sur ce plan. Non, Non. Ce qui nous oppose et ce qui nous différencie, c'est quelque chose de beaucoup plus grave, ce sont des problèmes de fond, et pas des problèmes d'hommes.

Problèmes de fond en quoi ? En ce que j'ai toujours estimé, même si, dans mon comportement politique, je ne l'ai pas toujours démontré, que le Parti Socialiste ne mènerait pas la France au Socialisme s'il se compromettait dans certaines alliances. Même si je ne l'ai pas toujours montré dans mon comportement, je rappelle aux anciens, et je veux que les nouveaux le sachent, que quand on a envoyé Guy Mollet à la présidence du Conseil, au Congrès du Puteaux, en janvier 1956, il y a un homme qui s'est battu contre, il s'appelle Guy Mollet ! Vous le savez, les anciens, vous l'apprendrez, les nouveaux : j'estimais que c'était une erreur pour le Parti Socialiste. Oh ! Non pas que j'aie honte de ce qu'on a fait ; je crois que l'équipe s'est bien battue, je crois qu'on a fait ce qu'il était possible de faire à l'époque, mais c'était une erreur tactique, une erreur politique, et cette erreur, on ne l'a pas faite qu'avec mon gouvernement, cette erreur on l'a tous faite collectivement, et nous sommes tous, les anciens, ensemble responsables. Tous nous avons cru que nous sauvions la République, sous la 4ème République nous avons inlassablement tenu le langage que j'ai encore entendu tenir ce matin : empêcher le pire, et en face de la coalition que de Gaulle et les Communistes organisaient pour démolir, nous avons essayé de sauver les institutions. On n'a rien sauvé du tout en fin de compte – et nous sommes tous solidaires – mais on a déconsidéré le Parti Socialiste et le Socialisme !

Alors, l'ayant fait, et y prenant ma part de responsabilité – et elle est grande ! – j'estime qu'au moins on devait tirer les leçons de cela, et j'estimais que ce que

nous faisons, c'était l'inverse de tirer la leçon, c'était courir le risque de recommencer !
Mes camarades, la position que j'ai défendue dans le Parti, que j'aurais défendue au Congrès d'Alfortville s'il avait été complet, c'est-à-dire s'il n'avait pas été dans l'obligation de ne faire que la première partie, vous la trouverez dans la motion A5, dans la motion où il était dit ce que nous pensons, ce que je pense personnellement de l'exercice du pouvoir, et de notre attitude, qui se résume en deux idées :
La première, c'est que nous devons être unitaires, c'est que nous devons demander la réouverture du dialogue, et y aller les yeux ouverts car nous n'avons rien à y perdre quand on est Socialiste, à la condition de se battre sur les positions Socialistes, à la base desquelles il y a la démocratie et la liberté !
(Applaudissements)
Oui, renouer le dialogue, cela nous allons vous le redire au prochain Congrès.
Et puis, la deuxième, c'est l'exercice du pouvoir. Eh bien, la leçon, il faut la tirer. En France, pour les Socialistes, l'alternative est simple là : ou bien cela se fera au nom, au compte, avec le soutien de toute la Gauche, y compris des Communistes, ou bien il ne faut pas y aller et se compromettre avec la classe capitaliste dirigeante, sans quoi nous en avons terminé à tout jamais avec les chances du Socialisme français !
(Applaudissements)
Je viens d'anticiper, mes camarades, et si j'ai rompu le silence c'est simplement pour que, dans nos rangs, vous disiez autour de vous, à ceux qui se sont laissé intoxiquer par les journaux, que ce n'est pas vrai, que Guy Mollet n'a pas cherché à rompre l'unité de la Gauche. Il met à l'unité de la Gauche les mêmes conditions que n'importe quel Socialiste doit y mettre, mais il les poursuit.
Quant à l'avenir du Parti, alors vous allez me permettre pour conclure, et ce sera mon dernier mot, évoquant de longues années de secrétariat, de dire : vous n'avez pas le droit d'être aussi pessimistes que cela. Ce n'est pas vrai que le Parti en est où vous dites, ce n'est pas vrai du tout ! Ce n'est pas vrai que l'électorat Socialiste soit seulement celui qui s'est compté sur Gaston Defferre, ce n'est pas vrai du tout, et vous le savez bien. Il y a d'excellents militants, toutes tendances confondues, qui ont voté, les uns parce qu'ils avaient l'impression qu'on rompait la possible union de la Gauche, Duclos ou Rocard, pourquoi pas Krivine – il y en a même eu – les autres, parce qu'ils croyaient que c'était utile pour battre Pompidou au second tour, ne croyant plus au succès de Gaston Defferre, Poher. Est-ce qu'ils ont cessé pour autant d'être des Socialistes ? Est-ce que demain vous n'allez pas les retrouver dans vos sections ? Le vrai problème, ce n'est pas de s'appesantir sur ses douleurs, c'est de tâcher de présenter, demain, une figure du Socialisme un peu plus attrayante.
(Applaudissements)

Le président – Je lis encore quelques textes… il y en a beaucoup.
L'Eure : Le Congrès départemental s'est réuni à la veille du Congrès d'Alfortville. La fédération de l'Eure a mené une active campagne pour Gaston

Fondation Jean Jaurès

Defferre : réunion dans chaque chef-lieu de canton, communiqués et articles quotidiens dans la presse régionale. Résultats au 1er juin : 7%.
A cette occasion, nous avons perdu 5 adhérents et nous en avons vu venir une vingtaine dont plusieurs PSU.
L'accord entre ex SFIO ex Conventionnels et nouveaux inscrits est total.
Nous souhaitons :
-un Congrès national le 5 juillet qui s'affirme comme la suite d'Alfortville, à cette occasion, un rajeunissement de la direction nationale sans que l'on se préoccupe des familles d'origine et des querelles des anciens états-majors SFIO, CIR, etc.
Eure et Loire : La fédération de l'Eure et Loire du Parti Socialiste, réunie le 6 juin 1969 :
-exprime le regret que toutes les fédérations n'aient pas soutenu la candidature Defferre,
-souhaite que se poursuive la constitution du nouveau Parti Socialiste même sans les Conventionnels, ces derniers ayant, dans le département, rompu tout contact depuis le Congrès d'Alfortville, malgré les invitations qui leur ont été faites d'assister aux réunions de sections et de la fédération,
-demande que le Congrès constitutif se tienne le plus rapidement possible et surtout avant les vacances, dans une localité indifférente,
-exige que tous les élus du Parti suivent strictement les décisions du Parti,
-regrette toute tentative de reconstitution de la troisième force, soit à l'occasion, soit à là suite de la campagne présidentielle pour le second tour.
Fédération des Vosges : La fédération départementale du nouveau Parti est régulièrement constituée et fonctionne normalement ; les conventionnels nous ont affirmé ne pas vouloir faire marche arrière, quoi qu'il arrive.
Le Parti a fait la campagne pour la candidature de Gaston Defferre, mais les militants s'y engagèrent sans enthousiasme.
Il faut tenir rapidement le Congrès qui devra définir les statuts, l'orientation et élire une direction.
Ce Congrès ne doit pas avoir lieu à Alfortville, mais il faut rapidement se donner l'outil qui nous a tant manqué et définir des options claires condamnant toute tendance vers un centrisme qui n'existe pas.
Reporter le Congrès en octobre prolongerait cette impression de vite qui existe et nous risquerions d'être encore pris de vitesse par des événements que nous n'aurions pu prévoir et auxquels un exécutif non élu ne pourrait faire face.
Nous continuons, je donne la parole à Besson du Nord, Ensuite ce sera le tour de Lamarque-Cando.

Besson

Camarades, deux minutes seulement, je crois que tout a été dit au sujet des élections présidentielles, je ne peux rien y ajouter.
Les résultats dans le Nord ont été ni meilleurs, ni pires qu'ailleurs, mais je dois dire que si les camarades ont été déçus, ils n'ont pas été traumatisés et même, si cela peut encourager certains, je vous dirai que j'ai constaté un phénomène assez

curieux, c'est que jamais nous n'avions reçu dans une semaine autant d'adhésion que cela a été le cas au cours de la semaine écoulée, depuis les élections de dimanche dernier.
Par conséquent, nous ne sommes pas obligés de manifester ce pessimisme que nous avons constaté auprès d'un certain nombre de délégués.
Je voudrais vous parler seulement, en quelques mots, de notre futur Congrès et là dessus je crois que Giraud tout à l'heure m'a beaucoup facilité les choses, parce que nous partageons un peu son point de vue.
On nous a parlé d'un certain nombre de difficultés qui seraient dues, parait-il, à ce que le Congrès d'Alfortville a été avancé de trois jours, mais je vous demande, camarades, si nos difficultés ne proviennent pas plutôt du fait qu'il a été reculé de trois mois.
Je vous rappelle quand même que notre Congrès de décembre, c'était le 22, je crois, avait décidé que les pourparlers avec les familles associées – devant l'échec manifeste de ceux qui s'étaient poursuivis déjà depuis très longtemps – devaient cesser et que le Congrès constitutif du nouveau Parti devait être tenu sans délai.
Pourquoi n'a t-il pas eu lieu plus tôt ?
Eh bien, parce que nous nous sommes trouvés en face de partenaires – et tout à l'heure j'écoutais le rapport de notre camarade de la Nièvre qui nous parlait de M. Mitterrand – d'états-majors qui manifestement ne voulaient pas de ce nouveau Parti, ou du moins n'en voulaient qu'à la condition d'en être pratiquement les maîtres, c'est-à-dire que leurs exigences principales ne consistaient pas tellement dans les discussions de principes ou de doctrine, mais dans les discussions de places, de postes.
Alors, camarades, je voudrais bien que ceux qui ont réussi – et c'est le cas de beaucoup de petites fédérations – à constituer, comme nous l'avaient demandé les Conventionnels, ce Parti à la base, qui ont obtenu des sections plus nombreuses, plus étoffées, disent : puisque ce Parti a été constitué à la base, faisons donc le Congrès national, c'est ce que nous demandons tous et c'est ce qu'avaient demandé les Conventionnels. Ceux qui ne voudront pas venir seront ceux qui n'ont jamais eu envie de venir dans un Parti qui doit être soumis à une discipline et qui devra l'appliquer à tout le monde, y compris à ceux qui en sont les responsables.
Alors, camarades, la fédération du Nord vous dit : nous avons des problèmes urgents –je ne les énoncerai pas tous, on en a parlé les uns et les autres – mais il y en a un qui nous préoccupe, c'est celui de l'administration du Parti par un organisme vraiment responsable et le premier problème qui se pose à nous, qu'il faut que nous réglions tout de suite, c'est celui des statuts.
Quand nous serons pourvus de statuts et d'un organisme directeur responsable, alors oui, et nous y prendrons le temps qu'il faudra, nous aurons à préciser notre stratégie et au besoin notre tactique qui est forcément circonstancielle.
Il faut à ce moment-là, il faudra que nous précisions tout cela, mais de grâce que finisse cet état d'incertitude dans lequel nous nous trouvons depuis des années ; il faut que nous ayons vraiment des camarades désignés démocratiquement, qui

Fondation Jean Jaurès

aient une pleine et entière responsabilité, et qui agissent en conséquence.
Voilà, camarades, ce que je voulais dire en quelques mots. Il faut que nous puissions travailler ; nous avons quelques fédérations qui sont en difficultés, et croyez bien que je l'ai entendu tout à l'heure avec regret, tout en comprenant leur situation, mais n'oublions pas aussi que nous avons encore un grand nombre de fédérations bien structurées où le travail se fait et où l'on constate avec regret que nous ne disposons plus sur le plan national de l'outil qui nous est indispensable.
Il ne faut pas, camarades, que pour quelques hésitations ou quelques difficultés locales, que notre Parti tout entier soit paralysé.
Je vous demande, avec la fédération du Nord, que notre Congrès ait lieu, nous l'avons prévu les 4, 5, 6, si c'est les 11, 12, 13, nous ne nous en plaindrons pas, mais au moins que ce soit avant le 14 juillet et qu'à la rentrée, nous disposions de l'outil qui nous sera indispensable pour remonter la pente, si pente il y a, et pour élever notre Parti, pour faire de lui l'outil de notre libération.
(Applaudissements)

Le président – Je continue ma lecture en signalant qu'il y a un certain nombre de camarades qui se sont fait rayer : l'Hérault, Paris, Corrèze, Maine-et-Loire, Moselle, je les en félicite.
Deux-Sèvres : Effectifs : 430 dont 290 SFIO, 10, 60 CIR, 70 nouveaux.
Les sections n'ont pas de bureau définitif ; la fédération n'a pas de structures, pas de règlement intérieur, pas de comité exécutif élu. Il existe seulement un collectif provisoire représentant toutes les familles.
Le collectif provisoire réuni le 9 mai déclare :
-ne pas reconnaitre comme valables les différentes décisions prises au Congrès d'Alfortville en ce qui concerne la création du nouveau Parti, la désignation du candidat.
La plupart des sections du département ont refusé de participer à la campagne en faveur de Gaston Defferre, manifestant ainsi leur désapprobation envers des procédés que les militants de la base condamnent et qu'ils souhaitent voir remplacer par des méthodes réellement démocratiques.
La fédération des Deux-Sèvres considère que nos représentants dans les organismes nationaux portent une lourde responsabilité dans l'échec que le Socialisme démocratique vient de subir.
La fédération souhaite qu'un vrai Congrès constitutif du nouveau Parti Socialiste se réunisse. Peu importe la date et le lieu, l'essentiel c'est que tout le monde soit présent.
Fédération des Hauts-de-Seine : Au cours de son premier Congrès constitutif, la fédération a décidé de se donner un organe administratif qui permette de conserver une présence de toutes les familles constitutives en son sein.
Les camarades de la Convention des institutions républicaines et de l'UGCS à la base participent au travail des sections et de la fédération.
En ce qui concerne l'élection présidentielle, la fédération s'étonne du fait que des fédérations aient, par leur mutisme ou explicitement fait voter Poher dès le

premier tour. Cela constitue une atteinte à l'unité sans laquelle il n'est pas de parti.
L'échec de cette candidature nécessite une clarification de nos objectifs qui passe par une mobilisation générale autour de l'outil que constitue le nouveau Parti.
Je donne la parole maintenant à Lamarque-Cando, après Max Lejeune.

Charles Lamarque-Cando

Camarades, l'exécutif provisoire de la fédération des Landes s'est réuni mercredi soir et m'a mandaté pour dire à l'exécutif provisoire national que nous étions tout à fait d'accord pour réunir cette assemblée d'information.
En effet, nous trouvons naturel que le comité exécutif provisoire national veuille être renseigné et nous aussi nous voulons l'être. Ce qui nous intéresserait serait de savoir ce que pense l'exécutif provisoire national, mais aussi ce que pensent les autres fédérations.
Cet échange de vues entre fédérations n'a pas pu se produire assez souvent et c'est regrettable ; nous souhaitons, si le Parti Socialiste nouveau se réalise, qu'il y ait plus souvent entre nous de ces explications.
Pour ma part, j'ai écouté avec beaucoup d'attention tous les camarades de toutes les fédérations, et avec plus d'attention encore ceux qui ne pensent pas comme moi, car je cherche à savoir par quel cheminement de pensée, pour quelles raisons, ils ne pensent pas comme moi, et je souhaite que dans les nouvelles structures il y ait des assemblées régionales où les fédérations d'une même région pourront se rencontrer plus souvent.
Je dois dire à nos camarades de l'exécutif provisoire que je comprends qu'ils ont dû travailler dans des conditions très difficiles, n'ayant pratiquement aucune autorité, puisque non élus, et aujourd'hui ils veulent savoir ce qui s'est passé dans les fédérations, ils veulent savoir ce que nous pensons des élections présidentielles et surtout ce que nous pensons de l'avenir. Nous comprenons ces trois préoccupations et allons y répondre.
Dans les Landes, nous avons rencontré les autres familles qui existaient, la Convention des institutions républicaines, l'UGCS, nous avons eu des contacts, et nous avons tenu un Congrès la veille du Congrès d'Alfortville qui a été exemplaire : nous nous sommes trouvés unanimes pour forger une motion concernant l'élection présidentielle, unanimes pour mener la campagne comme nous voulions là mener,
Actuellement, nous comptons 650 SFIO anciens, 50 UGCS, une vingtaine de membres de la Convention et près de 60 adhérents nouveaux.
Nous nous sommes heurtés, bien sûr, à un appétit un peu vorace de ces formations Convention, UGCS, nous avons résisté… mais l'ambiance est excellente et nous avons été d'accord mercredi soir pour estimer qu'il n'y avait pas lieu de réunir un Congrès constitutif au début de juillet.
Bien sûr, nous comprenons les raisons de ceux qui veulent réunir un Congrès très vite, mais nous, nous estimons qu'il faut y réfléchir davantage, et nous pensons qu'il n'est pas bon que ce Congrès se réunisse sous la pression des

événements actuels et des élections présidentielles, ou de ses séquelles.
Nous pensons qu'il faut se laisser se faire une certaine décantation et que ce Congrès doit se réunir dans un climat de sérénité.
Ce que je redis, et vous savez que je n'étais pas d'accord sur la création de ce nouveau Parti, c'est qu'il y avait mieux à faire ; si après le Congrès de 1963, le Parti s'était rénové, avait changé ses structures, avait ouvert ses portes, avait laissé venir à lui sans condition d'ancienneté des jeunes qui voulaient y venir, dont on avait besoin, cela aurait été préférable que de nous trouver en pleine période de mutation, alors que nous étions agressés par les événements politiques.
Alors, je dis à mon camarade Mauroy que je crains que cet accord que nous constatons dans la fédération des Landes ne puisse pas être maintenu après le Congrès constitutif, car lorsqu'il s'agira de l'orientation du Parti Socialiste nouveau, il se peut que nous ne soyons pas tous d'accord.
Alors, je dis à Mauroy que j'ai écouté avec attention, et qui nous a dit : il y a une droite et une gauche, que ce n'est pas vrai. Ce n'est pas vrai, mon cher Mauroy, il y a une droite… et il y a plusieurs gauches, qu'on le veuille on non. Il y a la Gauche Communiste, celle de Prague, totalitaire, il y a la Gauche Socialiste, il y a la Gauche libérale, les choses ne sont pas si simples que notre ami Mauroy le disait tout à l'heure, et je crains qu'à ce moment là nous ayons, les uns et les autres, des perspectives différentes.
En ce qui concerne les élections présidentielles, dans le Congrès que nous avons tenu la veille du Congrès d'Alfortville, nous avons été d'accord pour la candidature de Poher.
Pourquoi ?
C'est parce que, d'un côté, d'accord avec Guy Mollet et beaucoup d'autres, nous pensions qu'il s'agissait pour la présidence de la République d'un arbitre et non pas d'un homme de gouvernement, et, d'autre part, nous pensions que la première chose à faire était de battre Pompidou. Or, nous sommes tous d'accord aujourd'hui pour estimer que s'il y avait en en face de Pompidou seulement un candidat de la Gauche unie, Pompidou serait élu au premier tour avec 60% des voix au moins !
Nous ne sommes pas d'accord avec Mauroy quand il dit que le mécanisme électoral de l'élection à deux tours fait qu'au premier tour on choisit, au deuxième on élimine. Oui, c'est vrai, mais lorsque de Gaulle a introduit, et il savait ce qu'il faisait, dans la loi électorale pour l'élection du Président de la République, la notion selon laquelle il ne pourrait y avoir que deux candidats qui resteraient en piste au second tour, il a fait en sorte que nous sommes obligés de chercher dès le premier tour qui nous voulons avoir en face de Pompidou pour un deuxième tour.
Voilà pourquoi le mécanisme électoral a une si grande influence, et pourquoi la fédération des Landes a estimé qu'il fallait, dès le premier tour, placer au second rang Poher qui, seul, pouvait empêcher Pompidou d'être élu au premier tour.

Le président - Camarades, un peu de silence. Nous ne sommes pas dans le

métro, ni en première classe, ni en seconde ; je vous demande de vous asseoir !

Charles Lamarque-Cando - Voilà les raisons de notre attitude. Nous ne sommes pas du tout, croyez-le, déconcertés par les résultats. Ils étaient prévisibles. Dans notre département, tous, nous avons entendu dire Guy Mollet que s'il y avait des élections législatives ou au Conseil général, demain, on constaterait que le Parti Socialiste n'a pas perdu de sa crédibilité. Qu'est-ce qui s'est donc passé ? Il s'est passé que, dans le département des Landes, les 40 000 voix que le Parti Socialiste a d'habitude, sont allées pour les trois quarts à Poher, pour une partie à Defferre ou à Rocard. Si demain, il y avait des élections, je vous le dis, nous retrouverions nos suffrages. Pourquoi ? Parce qu'on nous connaît, on sait quelle est notre action, aussi bien sur le plan municipal que sur le plan du Conseil général, ou sur d'autres plans. Nous avons fait nos preuves pour que la confiance qu'on nous a faite soit maintenue. Pour l'avenir, nous sommes confiants ; nous sommes confiants, à condition que le Parti prouve sa cohésion, prouve la puissance qu'il tirait de sa marche, de sa discipline. Nous vous le disons. Si aujourd'hui, nous ne voulons ni du gaullisme, ni du Communisme, demain, nous ne voulons ni du centrisme, ni du Communisme ; nous voulons que le Parti Socialiste reste fidèle à lui-même …(applaudissements)… et nous sommes de ceux qui sont assez courageux pour nous battre sur tous les fronts, comme nous l'avons fait hier ; nous le ferons demain ; nous estimons que le temps qui passe donne raison au Socialisme. Sans doute, essuyons-nous des échecs passagers, ici ou là, mais nous sommes de ceux qui pensons, comme on l'a écrit l'autre jour, que les idéologies Communistes sont mortes, que le Parti Communiste est un échec. Dans la mesure où nous, nous saurons maintenir les valeurs du Socialisme et faire coïncider la démocratie et la liberté, nous serons vainqueurs.
(Applaudissements)

Le président – Camarades, nous avons un problème, que je vous soumets. Nous avons maintenant tellement de motions de fédérations que si je me mets à les lire toutes, nous n'en sortirons pas. Est-ce que les camarades acceptent que ces motions soient lues, et elles le seront, devant le comité exécutif, qui en tiendra compte dans la préparation du Congrès ? Nous avons encore 13 orateurs inscrits. Vous êtes d'accord ?

Dans la salle – Oui.

Le président – Merci.
Alors, je donne la parole à Max Lejeune, et ensuite à Gaston Defferre.

Max Lejeune

Camarades,
J'avoue que je n'ai pas l'optimisme de Lamarque-Cando aujourd'hui. En effet, nous sommes en pleine bataille présidentielle, et notre faiblesse, la faiblesse du

Fondation Jean Jaurès

mouvement Socialiste, éclate à l'énoncé d'ailleurs des diverses thèses qui se succèdent à la tribune.
Nous devrions être aujourd'hui en train de mener un combat, comme de tous temps nous l'avions fait, au premier tour pour l'honneur, au deuxième tour contre la réaction. Nous ne le menons pas, et nous sommes en train d'essayer de dégager sur quels concepts, et avec quelles modalités, nous pourrions, demain, rassembler les différents éléments du mouvement Socialiste.
Ne nous y trompons pas. Ce qui va se passer dimanche prochain sera déterminant pour le pays. Ce qui va se passer dimanche prochain, ce sera peut-être l'élection de M. Pompidou à la Présidence de la République, pour un septennat, et pourquoi pas pour un second.
Nous avons, au cours des dernières années, enregistré les progrès de M. Pompidou. Oh ! Certes, la première fois, à l'Assemblée Nationale, il ne tenait pas bien la tribune ; maintenant, il la tient magnifiquement et fait sa campagne électorale à l'américaine, avec des tournées, des réunions, des gens bien organisés, bien armés, avec matraques et même mitraillettes, qui sont en train de coller les affiches.
Alors, voyez-vous, cela préfigure une réaction militante, une réaction militante qui rira de nos balbutiements, dans quelques semaines, si ces balbutiements devaient se multiplier, car, par malheur, il semble bien que Poher ne va pas pouvoir rattraper le handicap qu'il a subi au premier tour.
C'est pour cela – mes jeunes camarades de la Somme ne m'en voudront pas – que je suis venu à cette assemblée en participant, et non pas en observateur, comme je suis allé également à Alfortville en participant. La politique n'est pas un jeu. La politique, c'est un combat très rude. Lorsqu'un adversaire vous a mis les épaules contre le sol, eh bien ! il vous faut du temps pour vous relever et pour reprendre vos forces.
La fédération de la Somme est entrée dans le Parti nouveau, avec enthousiasme, elle avait défendu longtemps cette thèse de l'élargissement nécessaire du Parti et du renouvellement de ses méthodes, mais à Alfortville, quand Mauroy est revenu nous dire comment les contacts pris avec les Socialistes de Saint-Gratien avaient été négatifs, et durement négatifs, je me suis cru autorisé par l'ensemble de tous ceux avec qui je me suis battu depuis plus de trente années, coude à coude, je me suis cru autorisé à devenir un participant au Congrès d'Alfortville ; je m'en expliquerai d'ailleurs devant l'assemblée des Socialistes de la Somme.
La campagne de Defferre, nous y avons participés sauf à Amiens, où il a fallu que quelques anciens camarades collent les affiches, seuls, et distribuent les tracts, tous seuls également.
Et je dois dire que je suis aujourd'hui plus que jamais déterminé, dans la semaine qui vient, à me battre également pour le républicain, contre le candidat du pouvoir personnel, mais j'avoue que je ne me fais plus tellement d'illusion, dans la mesure où nos chicanes ont désarmé les meilleurs de nos militants.
Voyez-vous, la campagne présidentielle nous a rappelés des données de base. Nous sommes des militants, donc des hommes politiques, même si certains n'ont pas porté le harnais parlementaire aussi longtemps que moi, même si

certains vont jusqu'à dire qu'ils récusent toute candidature ; nous en reparlerons, car leur devoir de militant leur confère certaines obligations, et je me suis trouvé dans la même situation, il y a 33 ans, par hasard. Eh bien ! je dois dire que je n'oublie pas le constat des élections présidentielles. Prenez toutes les élections, les unes après les autres. Il faut voir les chiffres ; ils parlent. La stabilité politique à laquelle faisait allusion Mauroy est une réalité, car voyez-vous, aux dernières élections, les élections qui donnaient le cliché le meilleur de la vie politique française, la proportionnelle en 1956, le Parti Communiste avait 5 millions et demi de voix ; nous avions, nous, Parti Socialiste SFIO 3 millions de voix ; les Communistes, avec les RGR et les Modérés associés sur des listes diverses, en avaient 2 900 000.

En 1962, nous avons eu 2 319 000 voix. Les Radicaux 700 000, et la Fédération de la Gauche, qui réunissait Socialistes et Radicaux, en 1968, a eu 3 700 000 voix c'est-à-dire que nous avons eu l'addition des voix Socialistes et radicales, et aux présidentielles, eh bien ! aux présidentielles, nous sommes tombés sur la candidature de Defferre à 1 128 000.

Nous avons donc, en fait, dans ce pays, aux alentours de 3 millions de voix, de 3 millions d'électeurs Socialistes.

Or, que révèlent les chiffres du premier tour ? 1 120 000 sur Defferre. 1 500 000 ou 1 400 000 sur Poher. 400 000 ou 500 000 sur Duclos, et en province sur Rocard, car Rocard a perdu dans la région parisienne. Cela nous rappelle notre base électorale. Notre base électorale, elle comporte plus de la moitié de nos électeurs qui sont sensibles aux appels de la discipline républicaine, dès avant le premier tour et ce, dans un sens centriste. Devant cela, eh bien ! il y a 4 500 000 voix Communistes.

Vous comprendrez que lorsque l'on veut faire maintenant le rapport des forces, on ne doit pas oublier ces chiffres qui, malgré certaines variations épisodiques, marquent une certaine constante.

On nous dit : la candidature de la Gauche était nécessaire.

La candidature de la Gauche, croyez-vous qu'elle nous aurait menés plus loin, dimanche dernier ? La candidature de la Gauche, avec Mitterrand, en 1965, après une campagne qui avait été particulièrement dynamique et particulièrement unie, nous avait donné 32,23% du corps électoral ; là, la Gauche, ou plutôt l'extrême-Gauche, la Gauche Communiste, Socialiste, le PSU, cela a donné 31,33% des voix.

Donc, la Gauche, dans ce pays, et l'Extrême-Gauche font ensemble un tiers de l'électorat, et en face, il y a les 45% du bloc uni du gaullisme, d'une réaction qui est devenue une réaction militante.

Quand je vois des camarades croire que les problèmes que nous avons seront purement et simplement, très vite, réglés par je ne sais quelle unité de la Gauche demain, asservissant d'ailleurs les Socialistes au bloc Communiste, je leur demande de faire attention. Ce n'est pas être centriste que de dire qu'à côté de l'électorat Socialiste, il y a tout de même un électorat radical de 800 000 voix, et un électorat centre démocrate de plus d'un million de voix qui, lui, est aussi un électorat républicain, attaché, comme l'a rappelé Lamarque-Cando tout à

l'heure, à la démocratie libérale, mais également et surtout à la démocratie politique.
Tout cela ne nous promet pas des lendemains faciles. C'est certain. Mais il s'agit de savoir s'il y aura demain un Parti Socialiste ayant suffisamment de dynamisme, croyant suffisamment en lui pour essayer de faire la désintoxication nécessaire, parce qu'il est trop simple de dire, comme on le dit chaque fois, que les jeunes sont attirés ipso facto par la propagande Communiste. Ce n'est pas vrai, ce n'est pas exact. On pourrait s'en tenir à différents sondages, à différentes enquêtes qui ont été faites.
La vérité, voyez-vous, c'est que la France, dans son ensemble, est devenue – de par les victoires que nous avons conquises, même sous cette troisième force que l'on veut répudier si allègrement et que l'on "anathémise" aujourd'hui, de par toutes les conquêtes sociales obtenues pour tous les travailleurs de la France – la France est devenue quand même quelque peu conservatrice ; ce n'est pas parce que c'est Jean-Jacques Servan-Schreiber – dont je n'ai pas toujours partagé les vues – qui l'écrit, que je vais contester d'emblée son analyse. Il y a des constats qu'il faut faire, des constats qui sont peut-être pénibles à faire en politique, quand on a milité longtemps, mais qu'il faut faire si l'on veut que les efforts que l'on veut entreprendre pour l'avenir ne soient pas rendus inutiles par une analyse fausse de la situation politique du pays. Electorat Socialiste à tendance modérée pour la moitié. Voilà la réalité des différents scrutins et, plus particulièrement du scrutin présidentiel.
Nécessaire de réviser la doctrine ? Non. Nécessaire de montrer sous des formes nouvelles, sous des formes adaptées de propagande, ce qu'il y a de vrai dans l'action que nous avons menée depuis toujours, sans parenthèse aucune, et que nous sommes déterminés à mener demain. Mais nécessité aussi de nous distinguer du Parti Communiste, parce que nous ne pouvons pas accepter Prague. Nous ne pouvons pas accepter Prague ; nous ne pouvons pas accepter cette expérience d'un régime Communiste avec des Communistes au pouvoir, qui ont voulu libéraliser un régime qui a été pris de force contre les démocrates Socialistes ou les démocrates libéraux de Prague, il y a maintenant vingt ans. Nous ne pouvons pas oublier cela, quand un pays se laisse aller à l'emprise politique du Communisme, il ne peut pas revenir en arrière. C'est là une constatation amère qui est à faire aujourd'hui, mais nous sommes obligés de la faire. Nous sommes obligés de l'enregistrer.
Et maintenant, pour demain, quelle attitude est-ce que je souhaite ? Je parle comme responsable de ma fédération, comme élu aussi, et j'ose le dire, comme militant qui, à chaque bataille, a livré la bataille, quelles que soient les conditions de cette bataille. Je n'accepte pas personnellement cette espèce de climat qui voudrait maintenant que, de section à section d'une même fédération, on se livre à je ne sais quel débauchage, avec la venue d'habitudes fractionnelles, d'activités fébriles qui sont le fait à l'intérieur du Parti, mais qui ne s'extériorisent pas, pour essayer de convaincre les hommes qui ne pensent pas comme nous. Il faudrait que cela ne prenne pas crédit dans le Parti de demain, parce que nous connaîtrions l'émiettement et l'impuissance totale du

PSU.
Cela ne veut pas dire que nous n'ayons pas nos tendances et je pense personnellement qu'il serait nécessaire que l'organe directeur du Parti soit désigné après chaque Congrès, suivant la proportion des tendances obtenues dans le Congrès national, tendances persistantes, tendances organiques, mais le problème qui est à l'ordre du jour divisant le Parti, que ce soit en fonction des différents courants de pensée qui sont exprimés dans le Parti, que le comité national, le comité exécutif soit désigné, de façon que la discipline puisse ensuite être observée complètement.
Maintenant, je voudrais que ce Congrès se tienne, et se tienne rapidement. Je suis dans l'état d'esprit de Mauroy, mais je dois dire que j'ai peur, car lorsque je lis, moi aussi, "Le Monde" tous les jours, et que je prends les communiqués de la Convention des institutions républicaines, les communiqués des clubs, les communiqués de toutes ces formations hétéroclites, j'y vois surtout la volonté de se différencier, de s'opposer à ce qu'a été soi-disant ce f... Congrès d'Alfortville, mais rien de véritablement positif pour l'avenir n'est proposé ; je crains que si le Congrès se tient au début de juillet, on assiste, dans une enceinte plus large, surtout si tout le monde veut bien y revenir, à des règlements de comptes qui, là, vraiment, prendront une allure personnelle ; cela serait très dommageable ; et je me demande timidement s'il ne vaudrait pas mieux essayer que les fureurs se tassent, que des contacts personnels puissent être pris, pour arriver à faire un Congrès qui soit véritablement un Congrès d'unité.
Et puis, j'ai une autre proposition à faire, et je la soumets. Je la soumets, parce que, vous savez, Alfortville, oui, ça a été un Congrès tumultueux, d'accord, et on est revenu sur un vote, oui, d'accord, mais pour les vieux militants Socialistes, ils en ont vu des Congrès tumultueux, ils en ont vu des Congrès de scission, ils ont toujours, à la veille de chaque Congrès, lu dans la presse – il n'y avait pas la radio à l'époque – que ce Congrès allait voir le glas du Socialisme, ils ont toujours entendu dire que le Congrès allait opposer tel homme à tel autre, oui. C'est parce que nous avons peut-être un tort, et je le dis très franchement, le tort d'avoir, devant nos adversaires, qui s'en réjouissent, qui s'en repaissent, qui utilisent les mots, les boutades, quelquefois l'énervement d'un délégué à la tribune en fin de Congrès, dit les choses franchement, et ce, avec tous nos adversaires, comme disait Guy Mollet, journalistes engagés, qui sont sur les travées, de chaque côté.
Pourquoi le Congrès constitutif du Parti Socialiste nouveau ne se tiendrait-il pas dans une autre salle qu'Alfortville, d'abord. Il faut chasser enfin les mauvais souvenirs par une autre appellation, c'est sûr. Mais pourquoi ne se tiendrait-il pas à huis-clos ? Pourquoi, s'il y a des reproches à faire, si Mitterrand a des reproches à faire à Guy Mollet, ne viendrait-il pas les faire à huis-clos, devant nous tous ?

Dans la salle – C'est déjà fait.

Max Lejeune – Pourquoi s'il me fait, s'il veut me faire des reproches à moi pour

ce que "Le Monde", travestissant complètement mes propos m'a fait dire à l'issu d'un groupe parlementaire Socialiste, ne vient-il pas me les faire ? Et Guy Mollet sera capable de lui répondre. Moi aussi. Nous aurons la possibilité de nous répondre d'homme à homme, en hommes politiques que nous sommes, que nous soyons élus ou militants. Et cela, ça vaudrait peut-être beaucoup mieux que de tenir des assises très largement publiques, avec toute l'utilisation perfide qui en sera faite, le soir même, sur les ondes, le lendemain dans toute la presse.
Voilà une proposition que je fais. Ce n'est pas habituel, dira-t-on. On me dira même : "Nous, démocrates Socialistes, nous avons l'habitude de discuter aux pleins feux de la rampe". Oui, d'accord, mais, excusez-moi, il ne faut pas être plus niais que les autres. Est-ce qu'ils s'expliquent, eux, en public, quand ils ont du linge plus ou moins sale à laver ? Non. Est-ce qu'ils ont eu le front d'étaler toutes leurs divisions ? Non. Ils font des assemblées préparatoires pour éviter ces confrontations publiques. J'insiste, j'insiste beaucoup sur la nécessité de tenir ce Congrès, de le tenir à huis-clos, et, croyez-moi, si on le tient à huis-clos, il y aura peut-être moins d'outrances dans les propos, car à la tribune on ne viendra pas parler pour la galerie.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Gaston Defferre.

Gaston Defferre

Camarades, j'étais venu à cette réunion avec l'intention d'écouter les camarades, et en me demandant si je devrais répondre.
Après avoir entendu un certain nombre de camarades, ce matin, qui m'ont mis en accusation, j'ai pensé que j'avais le devoir de répondre, de le faire très calmement, aussi dignement que possible, dans la situation où je me trouve, qui n'est pas une situation agréable.
J'évoquerai simplement pourquoi j'ai subi un échec électoral – ce n'est agréable, c'est une chose désagréable pour le Parti, c'est-une chose désagréable pour celui qui a été candidat –, et si je ne veux pas adopter le système facile qui consisterait à rejeter la responsabilité de cet échec sur les uns ou sur les autres, je suis tout de même obligé de faire un certain nombre de constatations.
Avant le Congrès d'Alfortville, ayant été désigné par le Comité directeur, les choses se sont passées normalement. Après le Congrès d'Alfortville – et déjà avant le Congrès d'Alfortville et pendant le Congrès d'Alfortville –, nous avons constaté qu'un certain nombre de camarades étaient partisans de ne pas présenter une candidature Socialiste, et se déclaraient ouvertement pour la candidature Poher, et c'était le cas, nous a-t-on dit, de la quasi unanimité de nos camarades sénateurs.
Que des camarades soient montés à la tribune du Congrès pour le dire, c'était leur droit le plus absolu ; puisqu'ils le pensaient, ils avaient le devoir de le dire. Mais, une fois la décision prise par le Congrès, ils n'avaient pas le droit, comme ils l'ont fait, – un certain nombre d'entre eux l'ont fait, je ne citerai pas les noms, je ne suis pas venu ici pour jouer les procureurs – un certain nombre

d'entre eux l'ont fait, ils n'avaient pas le droit de lancer des appels publics dans la presse en faveur de Poher, et ainsi de faciliter le glissement des voix Socialistes vers le candidat centriste.
(Applaudissements)
Or, cela a été fait. Et cela a été fait par plusieurs camarades. Je sais assez ce que c'est que d'être minoritaire. Je l'ai été dans le Parti, dans ma vie, beaucoup plus souvent que je n'ai été majoritaire. Et je me suis toujours incliné, je ne crois pas que l'on puisse me citer ici un seul exemple d'indiscipline de ma part, alors que depuis 15 ans les camarades qui ont suivi les Congrès savent que j'ai défendu des positions qui, le plus souvent, n'ont pas été retenues par le Parti.
Cette fois-ci, je constate qu'avant le 1er tour, un certain nombre de camarades, et même un certain nombre de fédérations, ont enfreint les règles, non seulement de la solidarité, mais de la discipline la plus élémentaire, et qu'aujourd'hui on semble trouver cela normal, on se contente de rappeler à certains camarades qu'ils doivent respecter les règles de discipline pour le second tour, on ne parle absolument pas des indisciplines qui ont été commises avant le 1er tour.
Or, si on recherche où sont passées nos voix, camarades, il est évident que quelques-unes sont parties chez Duclos mais en assez petit nombre, puisqu'en définitive le candidat du Parti Communiste n'a pas réuni sur son nom le total des voix que réunissent habituellement les candidats Communistes aux élections législatives. Le plus grand nombre est incontestablement allé chez Poher. Et il n'est pas douteux que les camarades qui l'ont fait, ou des électeurs qui ont ainsi voté l'ont fait parce qu'ils ont pensé qu'ils assuraient plus sûrement la défaite de M. Pompidou. S'ils n'y avaient pas été encouragés, s'ils n'y avaient pas été poussés par les responsables du Parti, peut-être auraient-ils agi autrement.
Et je voudrais maintenant en venir aux reproches qui me sont faits sur un plan politique plus général.
Un certain nombre de camarades qui sont passés à la tribune ce matin m'ont présenté comme un de ces fossiles qui s'est toujours opposé à la création d'un nouveau Parti, pour la réouverture du Parti. Alors, là, camarades, laissez-moi sourire, car, depuis une dizaine d'années, à l'occasion de chaque Congrès, je suis monté à la tribune du Parti pour demander que l'on ouvre le Parti. Et le dernier exemple, je peux le citer, il est présent à la mémoire d'un certain nombre d'entre vous sans doute, c'est celui du Congrès de janvier 1968, au cours duquel j'ai proposé, avec la fédération des Bouches-du-Rhône, ce que nous appelions "la fusion partielle", c'est-à-dire la fusion de la SFIO, de la Convention et des clubs.
Et on mesure aujourd'hui à quel point il est regrettable que nous n'ayons pas été suivis ce jour-là, car cela aurait évité sans doute les incidents du Congrès d'Alfortville et les difficultés que nous avons connues. Il ne faut pas oublier qu'en janvier 1968 nous avions le vent pour nous, le climat nous était favorable, il semblait qu'à chaque élection partielle nous gagnions des voix, et si à ce moment-là la fusion avait été faite, les problèmes qui se sont posés à Alfortville ne se seraient pas posés.
Je le dis en étant d'autant plus à mon aise que, si la fusion avait été faite en

janvier 1968, étant donné le courant politique que représentent les Conventionnels – comme un grand nombre de nos camarades des clubs –, il est probable que le candidat qui aurait été choisi aurait été, pour les élections présidentielles, un candidat favorable pour la candidature unique avec le Parti Communiste, et que par conséquent, si j'avais été candidat, j'aurais été écarté.
Si bien que quand on jette un coup d'œil sur le passé et qu'on analyse l'attitude de chacun de nous, je crois qu'il est vraiment difficile de proposer sérieusement, pour ceux qui ont suivi la vie de notre Parti ou la vie politique en France, de prétendre que je me suis opposé à l'ouverture du Parti, que j'ai été un de ceux qui ont essayé de fermer la SFIO sur elle-même, au lieu de chercher à l'ouvrir et de créer un nouveau Parti Socialiste en y accueillant nos camarades de la Convention et nos camarades des clubs.
Je voudrais dire aussi que – sans doute, il y a des camarades dont je ne parlerai pas, mais je m'adresse surtout à de jeunes camarades qui sont passés à la tribune ce matin – après tout, un homme politique doit être jugé sur ses actes. On dit de moi que je suis de tendance centriste. Or, chaque fois que j'ai eu des responsabilités, qu'elles soient gouvernementales ou qu'il s'agisse de prendre des positions publiques à l'occasion de certains événements – et il m'est arrivé d'être en désaccord avec des camarades qui sont des amis –, j'ai pris des positions qui sont des positions de gauche ; je m'excuse de le rappeler, au moment de la guerre d'Indochine, je suis monté à la tribune de l'Assemblée Nationale, pour combattre la solution Bao Daï, et j'ai encore le souvenir – Jules Moch se le rappellera peut-être – d'une convocation chez le Président de la République de l'époque, en présence d'un membre du gouvernement, lequel Président me faisait le reproche de combattre la solution Bao Daï et de dire que ce n'est que par un accord avec Ho Chi Minh que nous mettrions un terme à la guerre d'Indochine. Je vois que le camarade auquel je fais allusion acquiesce, car c'est un souvenir qu'il a gardé sans doute comme moi.
Au moment du gouvernement Guy Mollet, j'avais la responsabilité de la France d'Outremer. En plein accord avec Guy Mollet et les autres membres du gouvernement, j'ai fait une politique que j'ai proposée, je ne l'ai pas faite seul, bien entendu, mais j'aurais pu ne pas la proposer, et j'ai fait une politique qui a consisté à donner l'autonomie, pour les territoires d'Outremer, à créer des gouvernements, des assemblées, et aux territoires d'Outremer qui étaient sous tutelle, c'est-à-dire qui n'était pas régis par la constitution, je proposais de donner un statut qui était en vérité d'indépendance. Et ceux qui étaient présents au Conseil des ministres ce jour-là se rappellent que j'ai souligné que le statut qui était proposé par notre gauche, qui était quasiment un statut d'indépendance, serait rapidement revendiqué par les autres territoires d'Outremer. Et, pour que chacun puisse bien réfléchir à la question, mes souvenirs sont précis, j'ai demandé que la délibération du Conseil des ministres soit renvoyée d'une semaine, pour que chaque ministre puisse bien mesurer de quelle chose il s'agissait, c'est-à-dire puisse se rendre compte que c'était vers l'indépendance des territoires d'Outremer qu'on allait.
Et puis, à l'occasion de la guerre d'Algérie, j'ai pris des positions que j'ai eu de

la peine à faire accepter dans ma propre fédération, et qui ont été longtemps minoritaires dans le Parti.
Au moment de l'OAS – alors que maintenant un certain nombre de révolutionnaires en chambre me donnent des leçons de civisme, de courage – je n'ai pas mâché mes mots, et j'en ai subi les conséquences, et je savais que j'en subirais les conséquences en tenant les propos que je tenais, je savais que je serais plastiqué, je savais que je serais poursuivi par des hommes chargés de me tuer. Ils sont venus me voir, il n'y a pas si longtemps, depuis qu'ils sont sortis de prison, pour voir comment j'étais fait, et ils m'ont dit qu'ils avaient été chargés de me tuer. A ce moment-là, je n'ai pas entendu la voix de ces gauchistes s'élever contre l'OAS !.. Je ne les ai pas entendus faire des déclarations que j'ai cru devoir faire à ce moment-là, qui ne relevaient pas d'un courage civique tout particulier, qui relevaient d'une certaine conception politique. A ce moment-là, un certain nombre de ceux qui, aujourd'hui, me donnent des leçons, se sont tus prudemment, car tenir les propos que je tenais, si on avait la conviction qu'on devait les tenir, c'était évidemment courir un certain nombre de risques.
Alors, camarades, quand aujourd'hui j'entends certains me donner des leçons, je ne me mets pas en colère, je me contente de sourire, car je sais qu'à l'avenir il y aura encore des épreuves politiques, peut-être du même genre. Je sais que si Pompidou est élu nous connaîtrons sans doute des difficultés graves sur le plan social, des affrontements, qu'il faudra que les hommes politiques prennent leurs responsabilités, et nous verrons à ce moment-là ceux qui seront capables de les prendre et ceux qui auront le courage de les prendre ; et je serai heureux que les camarades qui sont montes à cette tribune pour me donner des leçons de Socialisme ce matin prennent alors leurs responsabilités, comme j'ai su prendre les miennes dans le passé et comme je pourrai les prendre à l'avenir, croyez-le.
Je voudrais maintenant en venir au problème de la candidature, et puis conclure, car je n'ai pas l'intention d'être long.
En ce qui concerne le problème de la candidature, il est incontestable qu'à Alfortville le Congrès était divisé, et que s'il y a eu des votes successifs, on peut dire qu'en gros le Congrès était divisé en deux parties quasiment égales. Si bien qu'au lendemain du Congrès j'ai été amené à réfléchir à cette situation – je ne suis pas un inconscient –. Et, quand la question de la candidature unique a de nouveau été posée après le Congrès d'Alfortville, je me permets de rappeler que j'ai déclaré publiquement, à Europe 1, moi aussi, – et cela a été reproduit dans "Le Monde" le lendemain, et cela a été reproduit de façon précise – que j'étais prêt à m'effacer si un accord était possible pour un candidat unique. Cette déclaration était une déclaration publique, cet engagement a été un engagement public. Et il faut souligner que c'est à ce moment-là le Parti Communiste qui a refusé et qui a pris la responsabilité d'écarter la candidature unique.

Dans la salle – Mais Mendès-France ?

Gaston Defferre – De Pierre Mendès-France, parfaitement !
Vous vous rappelez qu'après le Congrès d'Alfortville et tous les grands mots

qu'il avait suscité, un mouvement d'opinion avait semblé se produire, se manifester, autour du nom de Mendès-France. Et quand j'ai été interrogé, moi aussi, au téléphone, par un interlocuteur, à Europe 1, sur la question de savoir si j'accepterais de me retirer pour Mendès-France dans le cas où il pourrait réunir sous son nom tous les suffrages de la Gauche, c'est-à-dire être le candidat unique de la Gauche, j'ai répondu de façon affirmative et de la façon la plus claire.
Ce sont des Communistes, c'est Georges Marchais le lendemain, et Duclos le surlendemain, qui ont déclaré qu'en aucun cas le Parti Communiste n'accepterait.
Puis est venue la campagne électorale. J'ai essayé de faire une campagne sérieuse, sans démagogie, sans promettre tout à tout le monde, comme l'ont fait certains autres candidats. C'est peut-être une erreur pour une élection au suffrage universel sur le plan national. Peut-être aurait-il fallu tenir un autre langage. Je pense que quand on est un Socialiste on a le devoir d'essayer de poser les problèmes, d'essayer d'apporter des solutions, et pas seulement se contenter de démagogie ou de promesses faciles, comme l'ont fait un certain nombre d'autres candidats.
Et j'en viens maintenant à ma conclusion. Ce matin, un camarade a dit qu'il fallait que les anciens s'effacent. Eh bien ! Mes chers camarades, je tiens à dire que je n'ai pas attendu que ce camarade me fasse cette sommation pour déclarer à la tribune du Congrès, du Congrès précédent du Parti Socialiste – je l'avais faite à un Conseil national, pour un Congrès précédent, aussi – que le jour où le nouveau Parti serait constitué, – un certain nombre de camarades se le rappellent peut-être – je ne serais candidat à aucun poste dans la direction du nouveau Parti. Et je l'ai dit et répété, à plusieurs reprises, et je tiens à dire aujourd'hui que si, après cet échec, je suis intérieurement blessé, meurtri, comme peut l'être un camarade du Parti qui a subi la défaite que j'ai eu à subir, si je confirme que je n'aspire à occuper aucun poste de responsabilité dans le nouveau Parti, je n'en resterai pas moins un militant, et je n'en continuerai pas moins à ma place de militant, à prendre mes responsabilités sur le plan politique, surtout si les circonstances sont difficiles, et ce jour-là nous compterons les camarades qui se disent de gauche et qui sauront prendre, aux aussi, leurs responsabilités.
(Applaudissements)

Le président – La parole à Baraton, Charente-Maritime, ensuite à Pelvy, Tarn.
Il y a encore 10 orateurs inscrits, camarades, je vous invite à être aussi brefs que possible.
(Murmures)

Baraton (Charente-Maritime)

Chers camarades, pour le 2ème tour des présidentielles, d'abord, la fédération de Charente-Maritime s'est prononcée pour le soutien à Poher.
La section de La Rochelle, réunie l'autre jour, a décidé de ne pas coller d'affiches Poher ; elle va faire paraître un article dans la presse, expliquant

qu'on vote Poher pour la démocratie, mais on a décidé de ne pas coller d'affiches avec le nom de Poher, car enfin… Poher doit bien avoir ses équipes. Par contre, on collera des affiches avec les slogans pour la liberté de la presse, la radio, pour l'objectivité de la télévision, et contre les polices parallèles, etc.
Pour ce qui est d'Alfortville et du passé récent, il y a eu, je crois, quelque chose de très grave dernièrement : des camarades Socialistes ont voté, pour la plupart d'entre eux je crois, avec une certaine tristesse, que ce soit ceux qui ont voté pour le camarade Defferre par discipline – je ne dis pas que pour tous c'était simplement par discipline, mais il y en a – que ce soit ceux qui ont voté Poher, qui ont aussi voté avec tristesse, ou que ce soit ceux qui ont voté pour Duclos.
Ils ont voté avec tristesse parce qu'il y a eu un grand espoir chez eux après le référendum, espoir qui a été brisé par le Congrès d'Alfortville, semble-t-il, espoir de renouveau et espoir très important pour les petites fédérations, comme l'a dit Pierre Mauroy ce matin. Les petites fédérations, en effet, comptent beaucoup sur ses nouveaux adhérents. Par exemple, à La Rochelle, l'élan du référendum – et même avant cela, l'élan du nouveau Parti, la création de ce nouveau Parti – a amené 30 nouvelles adhésions. On enregistre quand même, à côté de ces 30 nouvelles adhésions, 20 démissions. Ces deux chiffres me semblent significatifs et importants. A l'Ile de Ré, où il y avait 35 adhérents, il y a eu 45 nouveaux adhérents.
Il ne faut pas briser cet élan, et s'il a été brisé c'est, je crois, parce qu'Alfortville a pris une décision qui n'était pas celle de la majorité du Parti. Là, je n'accuse personne de ne pas être démocrate dans le Parti, ce n'est pas le cas, mais cela est dû, je crois – et nous le pensons à la fédération de Charente-Maritime – à des erreurs d'inorganisation. C'est grave, je pense, pour la création du nouveau Parti. Il faut y réfléchir, il faut penser à l'organisation de ce Parti, c'est très important.
J'interviens là d'ailleurs en contradiction avec moi-même, car je suis contre les marathons oratoires. Je pense que nous sommes trop nombreux à nous succéder à cette tribune, et qu'il faut que ce soit la dernière fois. Je sais bien que cela paraît bizarre d'intervenir pour dire cela, mais je pense qu'avant le Congrès il faut que les motions soient communiquées, et qu'il y ait une Commission nationale, un groupe, des gens du Comité directeur, qui étudient ces motions, qui voient les points de convergence, les points de divergence, qu'on les regroupe par grandes tendances – ce qui n'empêcherait pas de présenter les divergences entre ces motions semblables – et qu'il y ait un orateur pour chacune de ces tendances. A la fin du Congrès, comme d'habitude, après vote indicatif, il y aura la Commission des résolutions pour une résolution finale.
Je pense que c'est absolument indispensable, car le marathon oratoire d'Alfortville a été ridicule ; je m'en excuse, mais je crois que c'est l'opinion de nous tous, en définitive.
D'autre part, je crois que le système de vote est à revoir. Certaines fédérations, comme celle de Charente-Maritime, tiennent compte de la minorité existante, et partagent leurs mandats. Ceci semble normal. D'autres fédérations, où l'on sait bien quand même qu'il doit y avoir une minorité, bloquent tous les mandats sur

la même motion, sur la même orientation. Je pense que c'est anormal, je pense qu'on doit tenir compte des minorités. En tout cas, toutes les fédérations doivent faire la même chose, et on fausse ainsi les votes qui ne représentent plus l'ensemble du Parti ; d'ailleurs, ce vote bloqué est fait essentiellement par les grosses fédérations, qui ont plus d'importance, et on n'entend plus parler des petites fédérations.
Au point de vue de la création du nouveau Parti, il faut donc penser à son organisation, et nous avons déjà localement créé une Commission chargée d'étudier des possibilités de règlement intérieur. Ces suggestions seront envoyées, bien sûr, et il faudra y penser très sérieusement.
Il faut, avant la deuxième session du Congrès constitutif, faire des avances publiques, nettes et claires, encore vers les Conventionnels, même s'ils écrivent des lettres très dures. Il faut encore prendre l'initiative publiquement d'un nouvel appel à tous, et nous verrons la réaction, car lors de la première session du Congrès d'Alfortville nous avions présenté une motion tendant à ce que les deux Congrès se retrouvent, cette motion devait également être présentée devant le Congrès de St-Gratien – car assistait à notre réunion de section, et ensuite au Congrès fédéral, Paul Bordier, qui fait partie de la Convention des Institutions Républicaines – et je ne crois pas que cela ait été fait. C'est bien regrettable, c'est une chance ratée.
Il faut que publiquement nous prenions de nouvelles initiatives. Si elles sont repoussées, n'ergotons pas, arrêtons de dénoncer, annonçons, mais il faut que ce soit net, et à ce moment-là tout le monde saura où se trouvent les responsabilités.
Il faut également que ce Congrès se réunisse en juillet, disons d'ici la mi-juillet. Je pense qu'il serait encore maladroit, avant ces nouvelles démarches publiques de fixer une date définitive. Mettons-y des formes, tant pis, faisons des avances, n'ayons pas peur de nous ridiculiser, tendons la main ; si on nous crache dedans, eh bien à ce moment-là cela se verra. De toute façon, je pense qu'il faut que ce Congrès ait lieu avant la mi- juillet, car après, avec les vacances, il y aurait un vide et ce n'est pas possible.
Voilà, chers camarades, ce que j'avais à dire.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Pelvy, du Tarn, et ensuite à Savary. Je signale que Joseph, du Pas-de-Calais, a renoncé à la parole, et je le félicite de cet exemple.
(Applaudissements)

Pelvy (Tarn)

Je vais vous donner lecture de la motion présentée par la fédération du Tarn et la commenter.
Je ne reviendrai pas sur l'analyse générale de la situation pour notre fédération, elle a été donnée à peu près correctement par Lamarque-Cando, et j'aurais pu faire mienne son intervention.
Sur le plan du nouveau Parti, il convient de dire toutefois que la situation dans le département est bonne et que les sections continuent à recruter encore parmi les

jeunes, mais c'est essentiellement parce que nous avons contesté les décisions d'Alfortville, qui ne nous ont pas paru apporter toutes les garanties et tout le soin qu'il fallait apporter à la création de ce nouveau Parti Socialiste.
La fédération du Tarn a décidé, en application de la décision de la Commission exécutive nationale, d'appuyer au 2ème tour de scrutin la candidature d'Alain Poher.
Le comité fédéral constate avec tristesse que la candidature de Gaston Defferre a été un échec complet pour le Parti Socialiste, et regrette que le Congrès d'Alfortville, à l'issue d'un scrutin que nous contestons, ait accepté cette candidature et refusé notre proposition de ne pas présenter de candidat.
Quand je dis que nous contestons la candidature de Gaston Defferre, ce n'est pas lui que nous visons particulièrement, mais c'est parce que nous étions un peu descendus sur la place publique, nous avions pris la température de l'électorat, et que nous savions que, malgré une campagne relativement correcte, Gaston Defferre aurait beaucoup de mal à faire un score honorable, comme tout autre candidat du Parti.
Je dois dire que s'il y a eu des difficultés pour la campagne de Gaston Defferre dans les premiers jours, par la suite la campagne et l'affichage ont été faits d'une façon relativement correcte.
Le comité fédéral du Tarn constate le mécontentement grandissant des militants de la base, et regrette qu'un fossé de plus en plus profond s'instaure entre la base du Parti et les instances nationales.
Il demande au Secrétariat général et à la Commission exécutive provisoire de tout mettre en œuvre afin de sauvegarder l'unité du Parti, gravement compromise par les erreurs commises récemment.
Il demande qu'après le coup de semonce du 1er juin, qui risque d'être lourd de conséquences, et pour la Parti Socialiste et pour la gauche non Communiste, on mette tout en œuvre pour créer ce courant unitaire nécessaire, indispensable pour la création du nouveau Parti Socialiste.
Il estime indispensable que de nouveaux contacts soient pris avec les responsables de la CIR, de l'UGCS, de l'UGRC et même du PSU.
Il demande que la première session du Congrès constitutif des 4, 5, et 6 juillet, soit reportée au mois de septembre ou octobre, afin de ne pas faire échouer une nouvelle fois la seule chance qui nous reste de créer le Parti nouveau sur des bases solides, et que chaque organisation et parti prenne ses responsabilités car les militants de la base sont disposés à tout mettre en œuvre pour faire ce nouveau Parti, qui est leur seule espérance.
Il exige que les responsables nationaux fassent de même.
La fédération du Tarn est fermement décidée à ne pas assister au Congrès de juillet s'il devait se dérouler dans les mêmes conditions que celui d'Alfortville, à savoir si toutes les familles n'étaient pas présentes. C'est pour cela qu'elle demande que ce Congrès soit reporté à une date ultérieure, afin que le Parti puisse prendre toutes les dispositions, saisir toutes les occasions et toutes les chances, et prenne tous les contacts nécessaires pour que ce Congrès se réalise dans des conditions de succès tout à fait convenables.

Collection Jean Poperen

Le comité fédéral adjure les responsables de prendre en considération l'opinion des militants de la base, dont le cœur déchiré et angoissé est particulièrement attaché à la création de ce nouveau Parti.
Nous craignons beaucoup pour l'avenir du Socialisme dans cette fédération qui fut la fédération de Jaurès.
Nous pensons que tout doit être mis en œuvre, nous pensons que tout doit être étudié avec le plus grand soin, avec la plus grande attention, avec la plus grande bienveillance, pour que ce nouveau Congrès constitutif du Parti ait vraiment le succès qu'attendent les militants et que souhaite l'opinion publique.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Savary, ensuite à Vauchères.

Alain Savary

Camarades, à ce moment de la discussion mes propos et mes remarques seront exclusivement tournés vers l'avenir, car je pense que c'est cela, et cela seul, qui importe.
Ce qui nous angoisse, ce qui nous fait question, c'est de savoir ce que doit être le Congrès, quand il faut le tenir, et comment le préparer, car nous savons bien, quel que soit le jugement que nous portons sur Alfortville, que l'édification de cette création continue qu'est le Parti dépend de ce Congrès, qui sera pour l'avenir, pour nos camarades et ceux qui attendent, le point de départ d'une grande entreprise, ou la fin d'une grande espérance.
Sur quoi ce Congrès doit-il se tenir ?
Incontestablement, sur des options politiques.
Nous n'avons pas joué avec la chance, et je dirai même que nous avons joué de malchance jusqu'à présent, car à chaque occasion où nous étions prêts à tenir nos assises, soit le référendum arrivait, soit demain les vacances.
Les options politiques, si elles avaient été clairement définies par le Parti, auraient évité les malentendus, les divergences, et la confusion. C'est donc exclusivement en fonction de ces options politiques, et non pas en fonction de telle ou telle personne, ou de telle ou telle querelle – que je qualifierai d'historique – entre des hommes qui ont joué des rôles importants dans les formations en voie de disparition, et qui se confondent dans le nouveau Parti, que nous devons affronter l'avenir, éventuellement diverger, mais être réunifiés dans la volonté de servir le Parti.
En second lieu, quand ce Congrès doit-il se tenir ?
Nous avons écouté avec beaucoup d'attention les représentants d'un certain nombre de fédérations qui nous ont dit leurs difficultés et leurs problèmes, et je crois que nous devons porter le plus grand soin à tenir compte des aspirations des nouveaux adhérents, à tenir compte aussi du fait que, dans certains départements, l'union s'est faite à la base, et que des camarades hésitent à toute action qui remettrait en cause cette unité.
Mais en même temps nous sommes conscients qu'il n'est pas possible qu'une organisation mérite ce terme si elle reste avec un comité exécutif provisoire et

Fondation Jean-Jaurès

des responsables expédiant les affaires courantes pendant encore un certain nombre de mois. Non seulement pour l'organisation elle-même, mais pour ses rapports avec l'extérieur, je ne crois pas que nous puissions passer ce cap de mois supplémentaires sans arriver à la décomposition la plus absolue, et c'est pourquoi je crois que nous devons essayer de concilier le désir de tout faire pour que la participation à ce Congrès soit aussi large que possible avec la nécessité de tenir le Congrès avant la dispersion des vacances.

Avec qui ?

Alors, camarades, on a, ce matin et cet après-midi, demandé qu'on fasse le silence et que l'on n'entretienne pas la polémique avec ceux des autres organisations qui avaient parrainé le nouveau Parti. J'en suis d'accord, et je ne pense pas que le Livre Blanc soit un élément de polémique, mais il me paraît un élément nécessaire de mise au point. On peut exiger de nous tous patience, silence, mais à force de ne jamais répondre nous apparaissons, dans cette affaire, comme ceux qui ont manipulé, qui n'ont pas été de bonne foi, alors que je crois que tous ceux qui, depuis des années, ont travaillé à cette entreprise, peuvent porter le témoignage que, dans les grandes lignes, nous avons les uns et les autres, que ce soit à l'ex-SFIO, ou à l'ex-UCRG, mené l'entreprise avec le plus grand esprit de compréhension, et sans jamais chercher à en tirer des avantages de situation ou des avantages personnels.

(Applaudissements)

Je sais, camarades, qu'il y a parmi nos partenaires, en général à la base, et parfois au sommet, des camarades d'une parfaite loyauté et d'une parfaite bonne foi, mais je sais aussi, et je le dis, qu'il y a également beaucoup de publicité et beaucoup d'arrogance, et que si les choses n'ont pas été aussi vite que nous le voulions, c'est bien souvent parce que d'autres ont évité la confrontation démocratique qui eut été le jugement de la base pour le choix des options et le choix des responsables.

(Applaudissements)

Ceci, camarades, je crois qu'il faut le dire, parce que ne jamais répondre – et ici, ce n'est pas une réponse publique – est un signe de faiblesse, et finalement accentue le désarroi chez nos propres camarades, chez ceux qui attendent de savoir ce qui va se passer, et au sein même de ces formations accentue la tendance à croire que, d'un côté, il n'y a que des vilains, et de l'autre côté que des âmes pures, qui ont été trompées par les vieux appareils ou les jeunes requins !

Camarades, ce n'est pas la réalité, et nous devons être prêts à en discuter avec ceux qui nous attaquent.

Ceci étant, je pense, et quelle que soit l'appréciation de fond que je porte sur la sincérité réelle de ceux qui prétendent vouloir avec nous ce Parti nouveau dans une unification très large, qu'il faut tout faire, encore maintenant, pour ne laisser aucune chance échapper qui puisse permettre la clarification des choses.

À ce propos, je voudrais proposer que le comité exécutif, qui ne devait se tenir que le 18 juin, se tienne la semaine prochaine, car nous avons eu ce débat très important et qui était fait pour que nous entendions les représentants des

fédérations et il faut que, quelle que soit la précarité de nos responsabilités à ce comité exécutif provisoire, nous en tirions les leçons et les conséquences. Attendre le 18 juin serait trop tard pour qu'on puisse le faire utilement, et peut-être, si le comité exécutif en était d'accord, à la suite d'une réunion de cette semaine pourrait-on prévoir une nouvelle démarche, à condition qu'elle ne mette pas en cause un calendrier qui s'impose pour tous ceux qui veulent véritablement la création du nouveau Parti, à condition aussi que tout ce qui sera fait permette la consultation authentique et réelle de la base.
Ceci suppose que les sections puissent délibérer des motions anciennes ou nouvelles, que des réunions fédérales puissent se tenir, et que le Congrès puisse avoir lieu à la date prévue.
Sans doute, sera t-il plus commode de ne le tenir que les 10, 11, 12 juillet au lieu du 4, et à tous je voudrais dire, à ceux qui sont ici ou dehors, qu'en fait des motions étaient déjà déposées, que, donc, des options politiques sont proposées aux militants et qu'en un mois on peut, par des voies démocratiques, faire en sorte que dans la clarté le Parti se prononce.
Dans la clarté et par quelle méthode ?
Alors, là, je voudrais lancer un appel aux représentants des grandes fédérations et des moyennes fédérations ; je ne suis pas du tout de ceux – et je ne l'ai jamais été – qui contestent la valeur de ces grandes fédérations, bien au contraire. Qu'il y ait de fortes fédérations, nous devons nous en réjouir et souhaiter que dans les autres départements avec des conditions géographiques, historiques différentes, le Parti se développe davantage, afin de ne pas laisser le monopole de la puissance à quelques grandes fédérations. Ce qui me parait très important et décisif, au delà même des résultats du prochain Congrès, c'est que l'on sente et que l'on sache qu'au sein de ces grandes fédérations le courant de la discussion politique passe dans les mêmes conditions que dans les petites fédérations.
Parce que, camarades, dans ces petites fédérations, il y a quelquefois le sentiment d'une immense lassitude on compare les résultats qu'un débat politique peut avoir par rapport au nombre de mandats et on s'aperçoit que, quelque soit le sérieux, quelle que soit la loyauté de la discussion, ceci n'a finalement aucune importance, parce que d'autres fédérations, et je ne mets pas en cause les trois grandes, car l'analyse du vote d'Alfortville, dans quelque sens que ce soit, démontre que des moyennes fédérations ont suivi la même habitude de bloquer leurs mandats.
Ceci, camarades, bien au delà du verdict du prochain Congrès, me parait être une condition de la renaissance de l'espoir dans le Parti. Et à cet égard, je dois dire qu'à Alfortville, nous avons été heureux de constater que de très grandes fédérations, le Nord et le Pas-de-Calais, pour les citer, avaient laissé jouer en leur sein la règle de la démocratie et qu'il y avait eu des votes différenciés suivant les options...

Gaston Defferre – Tu permets, Savary, j'indique que si les Bouches-du-Rhône ont été unanimes, c'est sans doute pour une raison de caractère sentimental, mais que jamais à la fédération des Bouches-du-Rhône, nous n'avons appliqué le

système du vote bloqué et que dans la plupart des Congrès les votes de la fédération se sont répartis en plusieurs tendances. Nous discutons, nous votons et nous reportons au Congrès les votes tels qu'ils sont exprimée à la fédération ; nous n'appliquons pas le système du blocage, nous ne l'avons jamais appliqué.

Alain Savary – Je me réjouis, Gaston, que pour l'avenir…

Gaston Defferre – Je parle du passé…

Alain Savary – Mais nous sommes un Parti nouveau, sans passé.
(Applaudissements)
Je prends note avec joie de ta déclaration et je voudrais aussi justement répondant à ce mot "sentimental" que tu as employé, que nous fassions tous l'effort, dans le choix de nos options, de désentimentaliser nos discussions.
(Applaudissements)
Nous pouvons rester amis, je crois que nous l'avons prouvé, que nous le prouverons à l'avenir, mais que l'on sente que notre Parti, un parti politique, se détermine en fonction d'options politiques et non pas en fonction d'un homme, car il faut en finir avec cette régionalisation dans le mauvais sens du terme, que le Parti tendrait à connaitre, s'il y avait des bastions dans lesquels l'air ne circule pas et où on se détermine en fonction du sentiment et non pas de la raison politique.
A l'avenir, c'est la responsabilité qu'ensemble nous devons tenter d'assumer de briser les vases clos et de faire un Parti à vocation nationale où il n'y ait pas de Socialistes du Nord ou de l'Aude, ou des Bouches-du-Rhône avec des caractères spécifiques, mais qu'il y ait des courants politiques qui, avec les tempéraments de chaque région, permettent, avec des clivages non permanents et se retrouvant sur des problèmes déterminés, de faire en sorte que l'on sente qu'à nouveau le Socialisme est à la conquête de toutes les fédérations en France, de tous les départements français et de tout ce qui est disponible.
Car, en effet, camarades, l'atmosphère de cette discussion est un peu lourde, non pas seulement en fonction de ce qui vient de se produire, mais parce que nous mesurons la tâche qui nous attend. Mais je pense que si nous nous imposons ces conditions, options politiques claires, démocratie totale et absolue, et démocratie qui doit entrainer la discipline, et je voudrais dire à Chandernagor – je ne sais pas s'il est encore là – que je n'ai pas été satisfait de son explication ce matin, parce que, Chandernagor, nous avons pris une décision au comité exécutif, qui était de demander aux camarades de ne pas être présents sur la tribune à côté d'Alain Poher. Or, si j'en crois le Monde, non seulement toi, mais des camarades qui sont absents aujourd'hui, étaient derrière lui, alors vous viciez par cette méthode le vote non politique et non pohériste que nous voulons émettre, car nous le faisons contre Pompidou et nous ne le faisons pas pour Poher !
(Applaudissements)
Alors, nous avons appliqué sans récriminer la décision d'Alfortville, quelles qu'aient été les confusions dans le vote, mais l'autre jour, il n'y a pas eu de

confusion à notre débat du comité exécutif, tu as eu l'occasion de t'en expliquer longuement, il s'en est dégagé une décision très claire.
Or, camarades, je crois que pour l'avenir, il est important que notre organisation traduise une discipline démocratique, mais absolue, et surtout pour ceux qui ont des postes de responsabilité, qu'ils soient parlementaires ou qu'ils soient responsables du Parti à tous les degrés, sans quoi nous allons arriver devant les confrontations très dures dans des conditions d'effritement et de faiblesse et nous lasserons les militants, et nous irons à des échecs considérables.
Je ne suis pas pour autant, quelle que soit mon anxiété, pessimiste. Je pense que si nous tenons notre prochain Congrès sur ces bases, avec la volonté de réaffirmer ce que nous sommes et de refaire ce Parti avant toute chose, car les alliances, c'est un problème qui vient après, il vient quand on existe, et nous ne sommes pas en l'état à l'heure actuelle de raisonner dans des conditions de force suffisante ou même d'existence suffisante pour savoir ce que nous ferons avec les uns ou les autres.
Je ne peux pas préjuger de la discussion politique ; bien entendu, répudiation de tout ce qui est option centriste, mais ceci étant, pour le reste, nous ne pourrons parler que si nous sommes et dans le mois qui vient, il nous reste encore assez de temps pour redonner confiance à notre base, avec ses nouveaux adhérents, et démontrer à une prochaine occasion que le renouveau – et j'en rends hommage aux camarades de l'ancienne SFIO qui ont fait un effort considérable pour certains d'entre eux en s'adaptant à un rythme dont ils avaient parfois perdu l'habitude et, au fond, de sacrifier ce qui était très important pour eux pour aller vers une aventure dont ce qui se passe pourrait pour certains justifier qu'elle était dangereuse, à nos yeux nous ne pensons pas que c'est une aventure dangereuse, nous pensons qu'elle est bénéfique pour nous tous – est en cours et qu'à travers nos discussions, nos affrontements, il doit passer un courant unitaire d'abord entre nous, afin que nous puissions aborder les problèmes de l'unité avec les autres, en ayant fait, et vite, cet amalgame, cette organisation forte, dynamique et puissante que je crois encore, camarades, à la mesure de nos moyens.
(Applaudissements)

Le président – Chandernagor ayant été mis en cause a le droit de répondre.

André Chandernagor

Camarades, je remercie Savary de m'avoir mis en cause avec autant de sérénité et je voudrais lui répondre de la même façon.
Je crois que personne d'entre vous n'a jamais eu jusqu'à présent à m'accuser du moindre acte d'indiscipline ; depuis des années que je me bats, et moi aussi souvent dans la minorité, je me suis toujours plié aux décisions qui ont été vôtres.
Je pourrais rappeler, comme Gaston Defferre tout à l'heure, que c'est vrai qu'au premier tour des fédérations entières ont demandé le vote Poher et qu'il n'y a pas eu la moindre protestation, je pourrais rappeler encore d'autres choses et

remarquer que personne n'a rien dit. Je puis dire que, personnellement, j'ai pris part à la bataille pour notre camarade Gaston Defferre dans mon département et nationalement et je vous prie de croire que rue Caumartin nous n'étions pas nombreux… mais j'y ai été pratiquement pendant toute la durée de la campagne, de la bataille

Alors, le comité exécutif, oui, c'est vrai, l'autre jour, a envisagé le problème du soutien à Poher ; il l'a envisagé dans des conditions que je voudrais rappeler : je souhaitais, c'est vrai, que nous soyons engagés de plus près dans cette bataille. J'ai dit pourquoi. Je l'ai dit ce matin, je ne veux pas le rappeler.

Nous avons fait 5% des voix ; je suis d'accord avec Guy Mollet pour dire que cela ne représente pas nos voix, elles sont plus nombreuses que cela fort heureusement, sinon ce serait à désespérer de tout... Je crois qu'il faut que nous les retrouvions dimanche soir quelque part et pour cela je crois qu'il faut qu'il soit dit pendant la durée de cette campagne que nous sommes dedans et que nous allons les retrouver au bout, et que ce soit dit aussi à la constatation des résultats.

C'est pourquoi je pense qu'il faut avoir des moyens de s'exprimer ; et alors quand on me dit : tu n'auras qu'à faire des réunions chez toi, tout seul… c'est, je m'en excuse, camarades, un peu irréel ! Ou Poher est le candidat de la défense de la République ou il ne l'est pas. S'il l'est, alors il faut montrer par un moyen ou par un autre que nous sommes à ses côtés, on n'entre pas dans la vie à reculons...

Je lisais dans un papier de Mauroy : "On ne parle pas au peuple à demi-mots, les hommes de gauche n'ont que faire de l'exercice en clair-obscur...", j'ai l'impression que le comité exécutif l'autre jour, avec toute la déférence que je lui dois, a un peu travaillé dans le clair-obscur …(murmures)… si vous permettez que j'achève… je crois que j'interviens avec beaucoup de sérénité, mais laissez moi achever ma pensée !

Ce que craignait le comité exécutif, c'est que cela signifie une orientation nouvelle et différente du Parti.

Or, à cet égard, je crois que les positions sont claires, je les ai manifestées il n'y a pas si longtemps dans ma propre fédération avec un papier qui a été signé et que je crois une partie de la presse – pas toute hélas – a reproduit.

Quel est ce papier ? Papier que j'ai signé, que nous avons été un certain nombre dans la région à signer ?

Nous disons que le scrutin de dimanche prochain est la suite logique et complémentaire de celui que nous avons fait le 27 avril avec la majorité des français et nous entendons ne pas nous déjuger et rester fidèles à notre "non" ; nous voterons pour Poher, parce qu'il offre pour le moins, mais réellement, l'assurance du respect de la constitution, du fonctionnement normal des institutions, etc., suit ce qui concerne et uniquement la défense de la République.

Nous voterons pour M. Poher, parce que c'est voter pour la République, et nous ajoutons, et cela tout simplement, parce que, comme disait Jaurès, sans le Socialisme, la République est vide, sans la République, le Socialisme est impuissant.

Fondation Jean Jaurès

Voilà quelle est la position. Est-ce que vous ne croyez pas qu'elle gagnerait à être expliquée un peu dans le pays ? Enfin, voyons ! De quels organes d'expression disposons-nous ? Le Populaire, actuellement – je suis bien obligé de le constater – n'est guère cité par la presse ; or, c'est une sorte d'agence de presse qui n'a de valeur que dans la mesure où elle informe des militants, certes, mais où elle est répercutée par le reste de la presse, elle ne l'est pas.
La décision que nous avons prise l'autre jour, un peu hâtivement, – parce que j'ajoute que nous ne savions pas quelle serait la position du Parti Communiste à ce moment-là et nous ne pensions absolument pas qu'il allait s'abstenir dans cette affaire, ce qui nous obligerait à un certain combat – en réalité nous met, à mon sens, en quelque sorte, hors jeu, dans l'incapacité d'expliquer notre position, alors que je pensais que puisqu'il s'agissait d'un combat pour la République, on se devait de le conduire hardiment, sans peur, sans faiblesse.
Un camarade me disait l'autre jour, "il ne faut pas confondre" et me rappelait cette phrase : aller à l'idéal sans comprendre le réel… Mais, camarades, la défense de la République, est-ce que ce n'est pas un idéal permanent ?
Alors, moi aussi, de caractère, j'aime le combat, je me suis livré à ce combat, c'est vrai, j'ai pris des engagements, je les tiendrai, à vous ensuite de dire… (murmures)… à vous ensuite de dire, camarades, si vous me condamnez.
J'ai pris un certain nombre de responsabilités, j'en ai pris parce que, au fond de moi-même, je crois qu'il était difficile que nous soyons absents du combat. Je serais désolé, alors, qu'on n'a condamné personne jusqu'à présent, que le Parti, au moment où il va se lancer en avant sur les positions qui sont les siennes – et c'est celles-là que j'entends défendre – cherche en ma modeste personne une sorte de bouc émissaire à la fin de cette journée !
(Applaudissements)

Vauchères (Haute-Garonne)

Mes camarades,
La situation en Haute-Garonne, pour le nouveau Parti, est très simple.
Le nouveau Parti est constitué depuis le 20 Avril ; il a été vite constitué. Je vous signale que la SFIO l'a constitué mais que nous avons reçu, par ailleurs, une fin de non-recevoir de nos partenaires qui ont essayé de noyauter nos militants. Devant cette attitude, il n'y a plus qu'une attitude à prendre : attendre qu'ils viennent.
Alors, il est nécessaire qu'un nouveau Congrès se tienne le plus rapidement possible ; pourquoi ? Parce que je crois que les militants en ont assez de ces discussions qui durent depuis des années. Pensez-vous que ceux qui auraient voulu venir au Parti n'y seraient pas déjà venus s'ils en avaient eu vraiment envie ? En Haute-Garonne, nous sommes décidés à ce que le Congrès se tienne les 4, 5 et 6 Juillet, avec les Conventionnels ou non, avec les clubs ou non. De toute façon, le nouveau Parti a été créé ; il n'y a pas à y revenir. Ceux qui voudront venir au Congrès adhéreront au nouveau Parti. Ce qui a été fait a été fait, et a été bien fait.
J'en viens maintenant aux résultats du premier tour des élections. En Haute-

Garonne, ce n'est pas brillant : 25% à peu près pour le Parti Socialiste au premier tour.
Les raisons ? On en a parlé tout au long de la journée ici. La discipline, de la base au sommet. S'il n'y avait que les électeurs qui étaient passés à la désertion, ce ne serait pas grave, mais beaucoup de nos militants ont voté Poher ou Duclos. Je me demande si vous en prenez bien conscience…(murmures - mouvements divers). Que fait-on chez nous, sans arrêt ? Que va-t-on faire ? On continue à discuter, à palabrer. Alors, faites ce Congrès, prenez des décisions, n'ayez pas peur d'en prendre, des décisions fermes, envers ceux qui sont indisciplinés, mais faites en une fois pour toutes.
Ce matin, on prenait l'exemple du Parti Communiste ; on disait que c'était une grande famille ; je le veux bien, mais chez eux, quand quelqu'un ne va pas bien, ils n'hésitent pas ! C'est ce qui fait leur force. Chez nous, on essaie toujours d'arranger les choses, d'arrondir les angles, mais à force de les arrondir, c'est nous qui sommes arrondis, j'en ai l'impression !
(Brouhaha)
Mes camarades, je ne vais pas poursuivre plus longtemps. Je pense avoir dit tout ce que je voulais dire. En Haute-Garonne, on estime que le Congrès des 5, 6 et 7 juillet doit se tenir. Il ne doit pas y avoir de presse ; nous devons faire notre lessive ensemble.
Il y a une question supplémentaire qu'on se pose en Haute-Garonne : pourquoi n'y a-t-il jamais un journaliste du "Populaire" qui assiste aux confrontations à la télévision ? Nous aimerions bien que le Parti Socialiste soit présent à ces discussions politiques. J'attends la réponse.

Le président – Je crois que la réponse est la suivante : il y serait allé, et il irait volontiers, s'il y était invité !

Dans la salle – Il faut constamment contester !

Vauchère – Je pense qu'on ne conteste pas assez !

Le président – La parole est maintenant à Lussot, d'Indre et Loire. Ensuite, à Fleury, de la Seine-Saint-Denis,

Lussot (Indre-et-Loire)

Camarades,
La fédération d'Indre-et-Loire est une de ces petites fédérations dont il a été très souvent question aujourd'hui.
Dans cette Journée d'information, nous avons jugé nécessaire de nous exprimer et si nous pensions, avant de venir ici, que notre position était un peu isolée, nous avons pu constater depuis ce matin que très nombreux sont les départements dans lesquels la position est voisine de la nôtre, ou identique à celle-ci.
Dans notre département, les créations à la base des sections et de la fédération

Coll. Fondation Jean-Jaurès

ont constitué un profond renouvellement, et une augmentation très notable des effectifs Socialistes organisés.
Le Congrès d'Alfortville, en ce qui nous concerne, n'a pas été reconnu comme constitutif du nouveau Parti, en raison des conditions unilatérales de sa convocation et de sa composition non représentative, dans de nombreux cas, des fédérations du nouveau Parti.
Les délégués des sections, réunis hier soir, ont néanmoins estimé que notre présence ici aujourd'hui était nécessaire, car nous estimons que, dans le débat démocratique, toutes les informations doivent être recueillies.
En ce qui concerne la deuxième session d'Alfortville, comme on l'appelle, prévue pour les 4 et 5 Juillet, nous pensons qu'elle ne pourra se tenir que si des réponses précises sont données à deux questions : pourquoi faire ? et ensuite : avec qui ?
Les délégués des sections d'Indre-et-Loire m'ont demandé de vous informer que notre volonté était constante d'obtenir la formation du nouveau Parti. Dans cette intention, depuis le 4 Mai, nous avons maintenu les contacts avec toutes les familles. La fédération d'Indre-et-Loire a approuvé l'appel du CERES. Elle a approuvé la base d'accord proposée par l' UGCS et elle a donné son adhésion au Comité national pour un nouveau Parti Socialiste, à partir de la base.
Notre fédération, rejetant les querelles passées, refusant que de nouveaux débats soient l'occasion unique de plaidoyers intéressés, demande instamment que tout Congrès soit uniquement consacré à l'avenir structurel et politique du nouveau Parti.
Les choix politiques, s'ils sont clairs, les choix structurels, s'ils garantissent l'expression et la décision de la base militante, seront suffisants pour la construction d'un Parti enfin nouveau, et réellement Socialiste.
Dans cet esprit, la fédération d'Indre-et-Loire estime que la seule voie offerte au Parti Socialiste, tel qu'il est issu d'Alfortville, est définie par les points suivants : refus de toute polémique avec les familles Socialistes et notamment annulation de la parution du livre blanc sur les conditions de la formation du nouveau Parti.
Nous estimons que ce geste est un de ceux qui sont nécessaires, même si le débat du prochain Congrès doit revenir sur ces questions.
Nous proposons également l'adoption de la base d'accord proposée par l'UGCS et si Pierre Mauroy a rappelé ce matin que nous ne pouvions pas proposer à des adhérents ce qui devrait devenir la charte du futur Parti, nous nous étonnons, car c'était le manifeste que nous avons proposé à l'adhésion des futurs adhérents ; pourquoi ce manifeste n'a-t-il pas été soumis à Alfortville ?
Enfin, nous vous demandons qu'il y ait communication – c'est un souhait très largement unanime – par des moyens à déterminer, publics ou non, ceci importe peu, du fait que le Parti actuel est prêt à accepter les conditions d'organisation du Congrès constitutif fixé par toutes réunions de conciliation, et peut-être, en particulier, par la réunion du 22 juin dont on a déjà parlé, du comité pour un nouveau Parti Socialiste.
La fédération d'Indre-et-Loire demande que les responsables départementaux

reconnaissent que les événements que nous avons connus du 4 mai au 1er juin, font que, pour être Socialiste, il nous faut d'abord constater l'évidence des faits, et à partir de ceux-ci, faire tout pour que l'union des Socialistes, en un vrai parti, soit déterminée par tous les Socialistes.
La fédération d'Indre-et-Loire, en ce qui la concerne, ne pourra pas participer au prochain Congrès constitutif s'il ne réunit pas l'ensemble des Familles concernées par cette formation.
En ce qui concerne la date, nous souhaitons que cette date soit aussi rapprochée que possible, mais nous pensons que si un report au mois d'octobre peut permettre de sauver ce qui doit être sauvé, il sera nécessaire de le décider.
(Applaudissements)

Le président – Camarades, un certain nombre de communications, brèves.
Notre camarade Mélite – je ne me rappelle pas à quel moment – a, paraît-il, été mis en cause. La fédération de la Haute-Garonne me demande de vous dire que, dans le canton de Maillou qui est le canton, je pense, où Mélite est conseiller général, Defferre a été nettement en tête ; c'est le seul canton de la Haute-Garonne qui ait mis Defferre nettement en tête. Par conséquent, Mélite se lave ainsi des accusations qui ont dû être assez modérées d'ailleurs, qui ont été portées contre lui.
Par ailleurs, un certain nombre de fédérations me demandent de lire leurs textes. Si je commence à lire des textes, j'en ai 20 derrière …(protestations)... Nous avons pris une décision sur laquelle il me paraît difficile de revenir.
Enfin, les fédérations de Saône-et-Loire et Indre me font simplement dire qu'elles sont pour la tenue du Congrès début juillet. Ceci, c'est bref, cela peut se dire en quelques mots.
Maintenant, la parole est à Fleury, de la Seine-Saint-Denis…

Dans la salle –Combien reste-t-il d'orateurs ?

Le président – Quatre, et Mauroy répondra.

Fleury (Seine-Saint-Denis)

Le 4 mai, à Alfortville, j'avais terminé mon intervention, en vous faisant part de mon inquiétude.
Je vous avais dit : craignez qu'un jour, on ne vous appelle les fossoyeurs du Socialisme !
Rassurez-vous, le Socialisme n'est pas mort. Quel que soit le cumul de nos fautes, nous ne parviendrons pas à l'achever, mais le bel outil que nos anciens avaient forgé pour le combat Socialiste, le Parti, taxent de subir une rude épreuve. Il est temps, plus que temps, si nous ne voulons pas le voir disparaître, entraîné dans la chute par quelques entêtés, de réagir durement, et sans détours.
Nous ne sommes pas ici pour régler des comptes. Il est vrai que certains camarades devraient comprendre que la retraite, la retraite totale, n'est pas le privilège des autres, mais entre nous, il ne suffirait pas de faire le procès des

Fondation Jean Jaurès

leaders pour que nous puissions sortir d'ici blanchis.
Il s'est trouvé, une fois de plus, dans ce Parti, une majorité pour courir le risque d'une politique qui ne pouvait pas être comprise par les travailleurs. Il faut donc que chacun d'entre nous cesse de se laisser bercer par les chimères ou de rejeter la responsabilité sur les autres, et que reprenne enfin, sur de nouvelles bases, la lutte pour le Socialisme.
Je voudrais examiner avec vous, si vous le voulez bien, les causes de l'effondrement de la Gauche Socialiste, sans d'ailleurs chercher par plaisir à en aggraver l'importance.
La Gauche Socialiste est divisée. Depuis des années, elle s'efforce de s'unir par des discussions au niveau des états-majors. Devant l'échec de telles négociations, elle s'est efforcée de régies les problèmes au niveau de la base ou plus exactement des états-majors départementaux, en vain, car les mêmes problèmes se renouvelaient, posés 50, 60 ou 90 fois plutôt qu'une.
La Gauche est divisée parce que s'affrontent en elle au-delà des différences de choix, de tactiques ou de stratégies, deux conceptions opposées du Parti :
-l'une tend à réunir tous ceux qui veulent la destruction du régime capitaliste, quels que soient leurs choix quant aux moyens d'y parvenir,
-l'autre entend juger la qualité des Socialistes à leurs choix stratégiques et tactiques, et ne réunir que ceux qui sont admis à cet examen difficile.
Cette seconde conception, plus satisfaisante peut-être d'un point de vue intellectuel, aboutit nécessairement à la constitution de clans rivaux et à l'aggravation de la division de la Gauche.
Ajoutez à cette cause essentielle de division l'absence de solidarité de la Gauche, face à l'ennemi commun, le manque de discipline scandaleuse de beaucoup de ses responsables, la méfiance réciproque des hommes que les polémiques incessantes animent de rancœur, ajoutez le vieillissement et l'usure des cadres politiques, je refus pour certains de se soumettre de bon gré à l'avis démocratique intérieur, et le mépris qu'ils éprouvent vis-à-vis de leur propre organisation.
J'avais, moi aussi, été surpris de lire, dans "Le Monde" l'annonce d'une réunion à Marseille, tenue par notre camarade Chandernagor. J'attendais un démenti. On ne prête qu'aux riches... Le démenti n'est pas venu.
J'avoue que je crains que, dans ces conditions, on ne puisse créer un véritable parti efficace.
Ajoutez aussi, sans doute, le manque de combativité interne de la base militante, et aussi l'impuissance à s'exprimer des petites fédérations.
Et vous aurez ainsi expliqué la crise la plus récente de la Gauche Socialiste, celle qui s'est ouverte par la décision, le 28 avril au matin, des Conventionnels de refuser de reconnaître l'existence du Parti, et qui s'est terminée le 4 mai, à Alfortville et à Saint-Gratien, dans les conditions que vous connaissez.
Mais la division de la Gauche n'est pas la cause primordiale de cet échec. Elle expliquerait peut-être qu'il n'y ait pas eu de progrès notables, mais elle ne justifierait pas le discrédit dans lequel se trouve aujourd'hui jeté le Parti Socialiste.

Ce qu'il nous faut comprendre enfin, ce sont les raisons de l'échec politique du Parti Socialiste.
Depuis vingt ans, le Parti n'a pas su proposer à l'opinion publique et aux travailleurs une politique sans équivoque et maintenue sans détour. Cette absence de ligne politique, elle s'est manifestée à l'égard des problèmes du centrisme, par les rivalités internes au Parti, entre les réformistes et les partisans de la révolution, mais plus encore, à l'égard du problème de la participation ou du soutien au gouvernement dit républicain, dans le but toujours réaffirmé de sauver la République. Elle aboutit à ce que les travailleurs ne croient plus à la volonté Socialiste d'un parti qui, par de nombreux gestes contradictoires aux déclarations d'intention, donne l'apparence de rechercher toujours l'ouverture au centre.
Cette absence de ligne politique se manifeste également par une absence de clarté et de courage dans les relations internes à la Gauche, qui aboutit à des déclarations contradictoires vis-à-vis du problème Communiste et permet au Parti Communiste de souligner un jour nos prétendues périodes de rapprochement et, le lendemain, nos périodes de prétendu anticommunisme.
La SFIO avait compris le danger ; depuis son 54ème Congrès, elle s'était fixé une orientation, combattue sans cesse par Defferre et ses amis, mais dont la permanence avait permis de renouveler le crédit du Parti, mais la décision d'Alfortville, contre toute logique, puisqu'elle ne pouvait satisfaire ceux qui voulaient placer Poher en bonne position dès le premier tour, ni ceux qui voulaient maintenir la politique d'union de la Gauche, la décision d'Alfortville a ruiné dans l'opinion tout le crédit que nous avions accumulé.
Lassés de nos incertitudes, de nos mots d'ordre contradictoires, de nos querelles intestines, nos électeurs ont repris leur liberté vis-à-vis de notre Parti. Ils se sont dispersés selon leurs préférences et le phénomène de radicalisation bien connu, un tiers, un tiers, un tiers, après avoir touché nos rangs, a détruit notre électorat.
Nous nous sommes ainsi préparé quelques années de pleurs et d'amertume, peut-être, mais il faut reprendre la lutte où nous l'avions laissée avant que n'intervienne la divine surprise d'Alfortville.
Que faire ? Reconstruire l'unité de la Gauche ? Certes. Mais l'unité de la Gauche Socialiste se mérite. Il faut, avant tout, reconstruire un Parti Socialiste digne de ce nom. Point n'est besoin, pour ce faire, d'accroître nos divisions par des querelles de procédure et des procès d'intention. L'urgent, l'indispensable, est de rendre à ce Parti une politique dans laquelle la Gauche Socialiste tout entière pourrait se reconnaître, ce qui suppose l'étude approfondie des conditions concrètes du passage au pouvoir, une stratégie brève, la définition d'une attitude claire et courageuse à l'égard du PC, la définition d'un programme concret qui remédie aussi bien aux aliénations passées qu'aux aliénations modernes, l'initiative de propositions d'action aux directions des masses ouvrières et le développement de nos relations avec les centrales syndicales, mais ce qui suppose, surtout et avant tout, le refus affirmé, confirmé, dans les actes du ministérialisme, de toute forme de compromis ou de compromission avec les formations de droite et du Centre.

Puisque Chandernagor a cité tout à l'heure Jean Jaurès, je voudrais rappeler l'éloquent avertissement de Jules Guesde, condamnant la politique de compromis avec la bourgeoisie, et qui reste actuel.
Jules Guesde déclarait :
Les travailleurs organisés se considérant comme dupés, les uns prêteront l'oreille à la propagande par le fait ; ils se diront : puisqu'il en est de même de mon parti de classe comme des autres partis politiques et que nous sommes condamnés à faire la courte échelle à quelques-uns qui se servent de nos épaules pour se hisser au pouvoir, adressons-nous aux choses, n'ayant rien trouvé du côté des hommes. Et on aura ainsi recruté pour l'anarchie.
Quant aux autres, n'espérant plus rien, même de l'alchimie révolutionnaire, ils rentreront chez eux, décidés à se désintéresser de tout et de tous, et à laisser faire, puisque plus ça change, et plus c'est la même chose pour eux.
Et alors, écoutez, rappelait Jules Guesde, vous qui vez cru par la participation d'un Socialiste au gouvernement bourgeois, sauver la forme républicaine sous prétexte que c'est dans le moule républicain que se coulera la société Socialiste de demain, savez-vous ce que vous aurez créé ? Le plus grand péril qui ait jamais existé, pour l'idée et pour la forme républicaine. Dégoûtées de la politique Socialiste, comme elles se sont dégoûtées de la politique opportuniste, et pour les mêmes raisons, les masses laisseront passer le premier sabre venu, comme après l'avortement, dans le sang de juin, de la République de 1848, elles ont laissé passer le 2 décembre de M. Louis-Napoléon Bonaparte.
La leçon de Jules Guesde était dure, elle mérite d'être répétée et retenue. C'est à cette seule condition que nous pouvons retrouver les chances de réunifier la Gauche Socialiste et la Gauche toute entière. Pour atteindre cet objectif essentiel et permanent que représente l'unité de la Gauche, il faut un parti Socialiste qui retrouve son dynamisme, et surtout son crédit. Finies les combinaisons subtiles et très intelligentes, mais que les travailleurs ne peuvent pas suivre, il faut des options Socialistes sans bavure et une attitude sans équivoque ; c'est ainsi que les jeunes qui savent que le Socialisme est à l'ordre du jour nous feront confiance pour mener la lutte. C'est ainsi qu'ils nous rejoindront dans nos sections, en insufflant une nouvelle activité militante et surtout une vie démocratique plus active, seuls remèdes contre la sclérose. Un parti Socialiste dans lequel la Gauche pourrait se reconnaître serait l'axe de cette unité de la Gauche Socialiste, unité, non pas organique – ce n'est peut-être plus ou pas encore le moment –, mais unité d'action. Un parti Socialiste qui retrouverait ainsi la confiance des travailleurs serait en meilleure position pour discuter avec ses partenaires et pour poser clairement au Parti Communiste les questions qui nous inquiètent.
L'avenir de la Gauche, camarades, dépend encore de nos décisions. Il est temps de s'en apercevoir. Il est temps surtout de mériter cette responsabilité. Seule une politique sans détour pourra rendre au Parti son crédit. Mais il est évident, camarades, que pour reconquérir ce crédit ou cette crédibilité, si vous préférez, il faut qu'une telle politique soit mise en œuvre par une nouvelle équipe dirigeante. J'espère qu'elle sortira enfin de nos rangs.

Fondation Jean Jaurès

Le président – La parole est à Thierry Pfister, de la Loire.

Thierry Pfister

Mes chers camarades,

Il n'existe donc plus de Parti Socialiste. Il existe un certain nombre d'organisations Socialistes, parmi lesquelles je citerai, sans ordre de préférence, le PSU, la Convention, le Parti Socialiste en gestation. Ce qui importe maintenant, c'est de recréer enfin cette force Socialiste qui seule peut sortir la Gauche de l'ornière. Car le monopole de la représentation de la Gauche, actuellement exercé par le Parti Communiste, n'est pas plus rentable que le ghetto d'hier. Dans les deux cas le Parti Communiste se trouve incapable d'offrir une alternative à la Droite seule, et la Gauche, par la même paralysée, se trouve incapable aussi de s'affronter à la Droite, qu'elle soit dans sa forme gaulliste ou dans une autre.

Cette force Socialiste, il ne sert à rien de vouloir continuer à la mettre en place dans l'ambiguïté.

Alfortville a été – cela, on ne peut pas l'ignorer, on ne peut pas revenir dessus – a été un échec. La Gauche Socialiste doit reprendre le chemin de l'unité, avec la volonté sincère et réelle de parvenir très vite à l'unité de l'ensemble de toute la Gauche. Mais, de grâce, qu'on en finisse avec la précipitation, l'improvisation, et les pseudo-changements, Alfortville bis sera un échec, et celui-là, plus définitif que le premier, s'il n'est pas sérieusement préparé.

La fédération de la Loire a réuni sa Commission exécutive. Unanimement nous nous sommes prononcés pour le report de la deuxième session d'un Congrès constitutif qui n'a pas vraiment eu lieu. Il n'y a pas pour nous, là, un bien, car il hypothèque l'avenir. Attendons donc la rentrée, attendons donc octobre, et préparons-nous. J'entends par "préparation" non pas la création de tendances institutionnalisées qui compliqueraient encore plus la situation, non pas les litanies doctrinales, surtout de la part de ceux qui n'ont plus aucun droit – car enfin, camarades, de quel droit certains camarades pourraient-ils nous donner des leçons de Socialisme, eux qui au premier tour ont voté pour la Droite, pour Poher ? –. Ayant, au nom de ma fédération, voté contre la candidature de Gaston Defferre à Alfortville, j'ai jugé correct de participer à sa campagne, ne serait-ce que pour préserver la situation du Parti. Regrettons que tous les militants, même de rang important, n'en aient pas fait autant, et préféré se cantonner dans le silence. Donc nous refusons désormais, pour notre part, les leçons. Ce Parti Socialiste se fera en dehors des clivages internes à l'ex-SFIO, ou il ne se fera pas. Ce Parti Socialiste, vous le savez bien, il existe, mais il passe à travers plusieurs organisations, il passe par la Gauche de la SFIO et la droite du PSU, en englobant la Convention, l'UCRG, l'UGCR, d'autres Clubs ; le voilà dessin il reste à le bâtir. Bâtissons-le tous avec nos camarades du PSU, de la Convention, de l'UGCR, et, déjà, de l'ex-nouveau Parti Socialiste.

Maintenant, ce Parti que nous construirons en octobre, il faut l'orienter sans ambigüité. Seule l'unité de la Gauche correspond à nos options. Toute opération

de Centre-gauche tend à rejeter à droite une large fraction des classes moyennes car il exacerbe les revendications sociales ; dès lors le mouvement Socialiste en sort divisé.
L'union dans l'action, sur la base d'un programme commun de gouvernement est la seule orientation acceptable. La doctrine joue actuellement le rôle d'alibi, comme la Tchécoslovaquie, dans la bouche de camarades qui lancèrent Potier. On verra clairement qui se bat pour les options de gauche le jour où nous mettrons enfin à jour le programme fondamental. Programme, c'est-à-dire stratégie, passage au Socialisme, et surtout programme de gouvernement, c'est-à-dire conception que les Socialistes ont de la participation au pouvoir en régime bourgeois.
Bien plus, il faut dépasser le stade des slogans et définir le Socialisme sans nier la réalité delà société d'abondance occidentale.
En conclusion, la fédération de la Loire, qui a conservé en ses rangs les militants des quatre familles d'hier, qui entretient d'excellentes relations avec le PSU, qui est proche des syndicalistes, en particulier de ceux de la CFDT, a, à cause de cette ouverture et de cette participation profonde à la vie de tous les éléments de la Gauche Socialiste, adhéré au comité pour la création d'un Parti Socialiste à la base, et elle souhaite voir naître enfin une force Socialiste capable de placer le problème d'opinion de toute la Gauche sous un éclairage différent.
La fédération de la Loire a été profondément choquée de voir le groupe parlementaire de l'ex-FGDS, en particulier les sénateurs, profiter de l'absence de direction politique pour bafouer la politique Socialiste.
Nous adhérons à la motion présentée par les militants de Paris. Encore une fois je suis obligé d'attaquer le camarade Chandernagor sur l'attitude vis-à-vis du meeting de Marseille. Au nom de la défense de la République, combien de trahisons furent enregistrées ! Tout à l'heure on a souvent répété que nous avions déconsidéré le Socialisme sous la 4ème République, au nom de la défense de la République, précisant même qu'il fallait en tirer les conclusions, mais aujourd'hui, nous votons Poher, et pourquoi ? Encore une fois, justement, au nom de la défense de la République, après avoir voulu geler les voix Socialistes au 1er tour. N'y a-t-il pas contradiction ?
Compte tenu de ces réalités, la fédération de la Loire n'attend le salut du nouveau Parti Socialiste, ni de l'action des ex-Etats-majors ni de celle des élus, mais de la profonde volonté unitaire des militants, de leur désir de travailler dans une organisation jeune et dynamique, mais surtout démocratique.
Sur ce point particulier, je tiens à m'associer à ce qui a été dit à propos des grosses et petites fédérations, il faut un Parti démocratique, mais aussi authentiquement Socialiste.

Le président – La parole est à Parrat (Haute-Marne)

Parrat (Haute-Marne)

Camarades,
C'est une petite fédération qui vous parle, peut-être la plus petite de France.

Après avoir été formée, de nombreux espoirs étaient permis, car un courant s'était formé vers le nouveau Parti, principalement venant des membres du corps enseignant, dont le secrétaire du SI.
Mais une ombre a plané dès la veille du Congrès d'Alfortville. De plus, les nouveaux arrivés, avec leurs bulletins Socialistes, ne comprirent pas le triple vote d'Alfortville. Il est possible que certains délégués n'aient pas compris le sens du vote. Ce triple vote a jeté le discrédit sur la candidature de notre camarade Defferre. Guy Mollet ne voulait pas que l'on revienne sur le vote.
En Haute-Marne, des militants avertis, même, semblent vouloir se désintéresser du nouveau Parti qui leur semble peu démocratique dans ses décisions. De plus, il est inconcevable que certaines fédérations accaparent, pour servir leurs idées, la totalité des mandats qui sont à leur disposition. Tout ceci explique en grande partie le peu de chaleur des militants pour mener une campagne en faveur de la candidature du camarade Defferre.
Malgré tout, les camarades sont venus nous aider dans cette campagne. De fait, un membre du Bureau national de la CIR, ainsi que des membres d'Horizon 80. Mais ces camarades se refusent encore pour le moment à former des sections nécessaires à la bonne marche du nouveau Parti. Une seule section est formée en Haute-Marne, celle de Saint-Dizier. Durera-t-elle ? Il faut l'espérer. Les membres de la CIR attendent, avec les nouveaux adhérents, avant de se prononcer, des décisions réfléchies, excluant toute cuisine électorale, comme ils disent. Comme nous, ils désirent une autre représentation dans les Congrès, pour permettre aux petites fédérations d'apporter un concours non négatif dans les décisions, par exemple, par une représentation dégressive des mandats, ou tout autre système.
Compte tenu des résultats obtenus au cours de la précédente élection, confirmant éclatement de notre électorat, il ne faut plus louvoyer. Finies les combinaisons et les majorités de complaisance ! Il est nécessaire de tout faire pour qu'un climat de confiance soit créé, permettant, sans brusquer les événements, de rallier enfin tous ces Socialistes qui se cherchent. Partant de ce creuset, déployant toute notre énergie, ne nous engageons plus dans de vaines discussions avec
un Parti Communiste qui se sert de nous pour se présenter à l'opinion avec un visage de bon démocrate, pour nous torpiller. C'est à nous qu'il appartient de créer cette voie, et non pas en allant vers le citoyen Duclos qui, débonnairement, nous invite à voter pour lui pour sauver notre Parti. Cela laisse rêveur et mérite des réflexions. Ce n'est que quand nous serons réunis, c'est-à-dire puissants, que nous pourrons être prêts pour poser aux Communistes le problème de la démocratie Socialiste.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Maillard (Maine-et-Loire).

Maillard (Maine-et-Loire)

Chers Camarades,
Je ne veux pas être long, je ne suis d'ailleurs pas orateur. Mais on m'a désigné

comme secrétaire de la fédération du Maine-et-Loire, et je suis obligé de me présenter, car la situation n'est pas belle, là. C'est pour cela sans doute qu'on m'a fait passer le dernier.
Le cas du département est-il particulier ? Il est tout un tas de questions qu'on se pose chez nous et que mon intervention va essayer d'éclaircir avant la fin de la soirée.
Je voudrais savoir si sur le plan national le même cas se révèle que celui de mon département. Si oui, pourquoi a-t-on laissé continuer si longtemps les pourparlers avec les CIR ? Sinon, que faut-il faire.
C'est la lettre que je viens d'écrire à Pierre Mauroy, et il va me répondre sans doute aujourd'hui car la lettre est arrivée un peu tard, et je suppose que je vais ramener dans mon département quelque chose pour me soutenir. D'ailleurs cette lettre révélait bien notre inquiétude, il y a quelques jours, qui se confirmera par les articles qui paraissent constamment dans la presse, avec l'UGCS d'un côté, là CIR de l'autre. J'ai écrit quelques lettres à la CIR dans les semaines précédentes ; ils ne répondent plus à mes lettres. Car, ces articles, tenez-vous bien, nous éliminaient carrément, nous la SFIO, de tout ce qu'il y a dans le département.
Fallait-il ne pas répondre à ces articles ? C'est une question que l'on s'est posée. Surtout concernant le premier qui, alors que l'on avait constitué un comité de défense de Gaston Defferre, demandait, en pleine campagne électorale, aux électeurs, de ne pas voter pour Defferre, en aucun cas. Les articles sont en ma possession.
J'y ai donc répondu. Fallait-il, chaque fois que parait un article, ne rien dire ? Cela, vous me le direz ce soir, et je me renseignerai.
Apprenant des réunions fréquentes qui se tenaient entre eux – quand je parle de réunions fréquentes, c'est 2 ou 3 fois par semaine – entre CIR et UGCS, à notre insu, et auxquelles j'ai surgi plusieurs fois incidemment, en vue de la formation du nouveau Parti Socialiste, encore une question : fallait-il ne pas bouger ?
Ils n'ont jamais, depuis le 12 décembre où j'ai pris contact avec eux, voulu prendre aucune carte, ni verser un centime de cotisations. Ils nous demandent maintenant de verser 5F, sur le plan du Maine-et-Loire, mais dans leur caisse à eux. Ils n'ont donc jamais versé les cotisations, ne voulant pas être contrôlés. Ils n'ont jamais voulu, ni nommer un secrétaire, ni nommer un trésorier du collectif départemental, nous ayant fait discuter à 18 réunions.
Je poursuis donc. Voyez-vous tout ce qui s'est passé dans ce Congrès, nous en sommes fatigués.
Mais, ce n'est pas plus beau. Attendez ! Aujourd'hui même, 8 juin, ils se permettent de convoquer la deuxième session du Congrès départemental, à notre insu. Et, pour ne pas se faire prendre par la section du Maine-et-Loire, qui se trouve à Angers, ils font leur Congrès à Chalet. C'est là que se trouve le gros du Parti travailliste. Alors, vous comprenez, camarades, pourquoi on se pose des questions.
Je pourrais vous lire les articles, je les ai, mais je ne peux pas perdre de temps, surtout que Pierre Mauroy doit nous répondre et que j'attends fermement la

réponse.

Dreyfus-Schmidt – Je voudrais la parole pour une motion d'ordre.

Le président – Mais du l'auras après.

Maillard – Cela va être fini, mon gars, t'inquiète pas.

Le président – Mais une fois qu'il aura fini, tu parleras, car je ne peux pas laisser interrompre l'orateur. La parole est à Maillard.

Maillard – Il est nécessaire que quelqu'un descende dans le Maine-et-Loire, pour nous aider, nous le demandons instamment. Nous demandons du secours, parce que nous ne savons plus quoi faire. Nous suivrons la décision prise aujourd'hui à Suresnes. Tous les camarades de la fédération, je vous le confirme aujourd'hui, sont derrière moi, unanimes. Pour le Congrès d'Alfortville, nous l'avons reconnu également unanimement – ce n'est pas la majorité – et nous demandons à ce que le Congrès se passe les 4, 5 et 6 juillet. Merci.

Le président – La parole est à Dreyfus-Schmidt, pour une motion d'ordre.

Dreyfus-Schmidt - J'ai des excuses à faire au Congrès, je l'ai quitté quelques instants pour aller au bar, et, par hasard, il m'a été donné d'entendre les représentants de la presse dicter pour leur journal un communiqué. Cela me parait très grave. Déjà, ce matin, je dois dire que j'avais été frappé de voir des panneaux, peut-être un peu voyants, alors qu'il était bien entendu que la presse et les auditeurs ne seraient pas admis, qu'on nous avait fait venir pour nous entendre, qu'il était souhaitable qu'il n'y ait pas de publicité. Je n'ai pas poussé l'indiscrétion jusqu'à lire jusqu'au bout ce communiqué, mais j'ai vu qu'on disait : "Les représentants des fédérations ont entendu Gaston Defferre, sont appelés à voter... etc."...
Or, nous n'avons dit que ce que nous avions à dire à des amis, entre nous, pour que l'exécutif nous entende, nous n'avons rien dit qui puisse ou doive être publié. Je pense qu'il ne doit pas y avoir de communiqué, et qu'en tout cas il serait bon que le Conseil en décide.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

Mes chers camarades,
Je voudrais d'abord faire plusieurs constatations, à la suite de cette journée.
Je crois que l'importance des débats, leur qualité – sans doute ont-ils été quelquefois un peu lourds, comme on l'a souligné – ont montré tout de même que cette décision du comité exécutif de faire cette réunion a été une bonne

Fondation Jean Jaurès

chose.
Je voudrais tout de même souligner qu'une petite vingtaine de fédérations ne sont pas là. Si 5 ou 6 fédérations se sont excusées, et ont par conséquent des problèmes techniques qui les empêchent d'être ici, il y a une petite dizaine de fédérations qui n'ont pas pris la peine de venir. Cela traduit tout de même un manque d'intérêt qui est peut-être le commencement de ce que j'avais appelé ce matin la contagion de l'irresponsabilité.
Alors, prenons garde, et sur ce plan là je suis tout à fait d'accord avec beaucoup d'orateurs qui sont venus à cette tribune, prenons garde, en repoussant interminablement les délais, de nous trouver devant le vide, là où nous attendions un nouveau Parti fort et puissant !
C'est pourquoi tous ceux qui sont intervenus pour qu'il y ait des assises au mois de juillet – et je crois qu'ils étaient, de beaucoup, les plus nombreux – ont eu raison.
4 fédérations sont observateurs, et vous l'avez remarqué. Plusieurs fédérations se sont exprimées ici, elles sont contestataires, et je crois que la dernière intervention qui vient d'être faite par notre ami Dreyfus-Schmidt montre bien qu'elles sont contestataires vis-à-vis du Congrès d'Alfortville. Elles se sont exprimées rudement, mais je crois que tout le monde est d'accord pour dire qu'il nous fallait, qu'il nous faut cette franchise.
Alors, certaines absences, les fédérations observateurs, les contestataires, traduisent certainement un climat psychologique qui reste difficile. Je demande aux grandes fédérations, qui ne connaissent pas ces problèmes, de prendre conscience tout de même de ces difficultés. Le Parti Socialiste a besoin d'une large implantation dans les départements de tradition, mais aussi, certainement, de fédérations actives dans les départements difficiles.
En ce qui concerne nos débats, je crois qu'ils ont été clairs, encore qu'il y ait eu de nombreuses contradictions, et que ces contradictions, certainement, traduisent la grande diversité des situations dans les départements. Il nous faut pourtant dégager des lignes générales, et c'est ce que je voudrais faire, mais permettez-moi d'ajouter que ce sentiment profond d'unité organique de constitution du nouveau Parti, à ce point puissant, est encourageant, mais qu'il existe comme une espèce de romantisme de ce nouveau Parti. Eh bien, ce nouveau Parti Socialiste, il ne suffit pas de le vouloir ici, avec tous ceux qui sont ici, il faut également que nos partenaires le veuillent, autrement nous risquons de prendre nos désirs pour des réalités !
En ce qui concerne les débits je voudrais dire un mot de l'analyse qui a été faite par Rougeron ; d'ailleurs, je regrette qu'il n'ait pas poursuivi cette analyse jusqu'au bout, parce qu'elle était excellente, encore qu'elle ait été, je crois, par trop pessimiste. Je réponds à Rougeron, lorsqu'il nous dit que finalement les partis, c'est un peu comme des corps collectifs, il y a la naissance, il y a la jeunesse, il y a l'âge mûr, et il y a le vieillissement, que nous avons tous été d'accord pour faire cette analyse, que ce n'est pas une nouveauté, puisque tous ensemble, et déjà dès 1963, nous nous sommes engagés dans la voie de la novation et dans la voie du regroupement.

Nous disions, en 1963 : procéder aux transformations nécessaires de notre langage, des méthodes, des structures, et je veux tout de même montrer tout ce qui a été fait par la suite, pour souligner que nous avons bonne conscience devant ceux-là mêmes qui font des difficultés pour nous rejoindre.
Après ce Congrès de 1963, cela a été le colloque Socialiste, avec, vous le savez, la participation de nombreuses personnalités de la Gauche. Cela a été la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, et nous avons tous été derrière le président François Mitterrand dans des combats qui ont été des combats communs. Et puis, cela a été la création de ce nouveau Parti Socialiste. La création et la mise en route de ce nouveau Parti Socialiste, cela a été des délibérations sans fin de la commission d'octobre, où après avoir discuté de nombreux points, finalement nous étions arrivés à 18 points d'accord, et tout de même, je le souligne, à deux points de désaccord, dont vous avez gardé le souvenir.
Le premier : la nécessité de passer un contrat-motion entre la Convention de l'UGCS et la majorité du Parti Socialiste SFIO d'alors. Nous avons refusé.
Le deuxième : passer un accord pour finalement choisir les hommes et décider de la direction de ce nouveau Parti Socialiste. Nous avons refusé.
Ensuite, on s'est tous retrouvés pour dire : eh bien, dans ces conditions, le Parti nouveau, nous allons le faire à la base. Nous avons repris des discussions, nous avons refait des négociations, je serai même incapable de dire le nombre de réunions que nous avons tenues les uns et les autres pour arriver – il faut d'ailleurs le souligner – à un résultat positif, puisqu'à la fin du mois d'avril nous étions d'accord – il restait encore quelques petites difficultés – pour tenir notre Congrès constitutif les 9, 10 et 11 mai.
Et puis, j'ai souligné ce matin qu'après les résultats du référendum il y a eu le télescopage entre la création de ce nouveau Parti Socialiste et les élections présidentielles.
Eh bien, malgré tout ce qui s'est passé, le premier geste, la première décision du comité exécutif issu du Congrès d'Alfortville a été d'envoyer une lettre à la Convention, à l'UGCS, pour leur dire : nous sommes d'accord pour reprendre les contacts.
Et puis maintenant, alors qu'un pamphlet est distribué dans les fédérations, dans les sections, qu'on vous dit dans ce pamphlet que nous sommes des tricheurs, que nous sommes des gens malhonnêtes, nous répondons par un livre blanc où personne ne trouvera un trait de polémique, mais simplement la trame des faits, de ce qui a été dit, de ce qui a été décidé.
Eh bien, vraiment, je dis, à partir de l'analyse que Rougeron faisait, que les difficultés que rencontraient le Parti Socialiste et le Socialisme, nous les partagions, nous les connaissions, mais que nous sommes allés jusqu'au bout de la nuit, jusqu'au bout de la terre – maintenant il faudrait sans doute dire dans la lune – pour essayer de trouver une solution, pour essayer, avec nos partenaires, de créer ce nouveau Parti Socialiste. Je le dis, nous ne pouvons tout de même pas participer à je ne sais quel masochisme, nous avons ici bonne conscience, parce que vraiment, nous avons peut-être commis des erreurs, mais nous avons

été d'une bonne volonté évidente, et nous avons, au long des mois et des mois, multiplié et les occasions et les possibilités, dans tous les cas, de contact.
Cela, je tenais tout de même à le souligner.
Ensuite – et je crois qu'au cours de tous ces débats on a anticipé, mais c'était une nécessité, on a anticipé sur ce que sera notre prochain Congrès – je crois qu'il est clair que ce nouveau Parti Socialiste se fera sur des options de gauche, ou il ne se fera pas. C'est évident. Il suffit d'entendre les représentants des fédérations où il y a de nombreux nouveaux venus, et il suffit d'entendre surtout nos partenaires, pour, sur ce plan-là, avoir une idée très précise. Eric Hintermann, avec talent, a clairement fait l'ouverture, lui, vers le centrisme, il a été suivi dans l'après-midi par quelques autres, mais je crois vraiment que c'est sur des options de gauche que ce nouveau Parti Socialiste se fera.
La nécessaire capacité gestionnaire des Socialistes ne doit signifier en aucun cas le retour à ce qu'il est convenu d'appeler une troisième force, et puis enfin, nous voulons faire un Parti Socialiste, notre raison d'être c'est, bien sur, d'être Socialistes, et pour cela il y a deux exigences :
Instaurer une démocratie Socialiste avec le concours des travailleurs ; cela me paraît quelque chose de fondamental.
Une autre exigence, c'est qu'actuellement plusieurs organisations politiques ont, comme la nôtre, parmi leurs raisons d'être, la lutte contre le capitalisme. Cette division est préjudiciable à l'efficacité du combat des travailleurs pour une société Socialiste. Le Parti ne peut se résigner à cette situation, c'est une de ses tâches prioritaires que d'y mettre fin, autrement nous ne serions plus le Parti Socialiste, autrement nous serions en train de faire tout autre chose qu'un Parti Socialiste. Or, je crois que ce que nous voulons, et ce que veulent ceux qui souhaitent nous rejoindre, c'est constituer un Parti Socialiste.
La solution centriste, on l'a vu, est donc un facteur de durcissement interne du Parti Communiste, c'est évident, et de renforcement électoral du Parti Communiste. L'alliance avec les centristes, nécessairement dominée par des aspects électoraux – et cela, on ne peut pas l'éviter – conduira progressivement à la dégénérescence de l'organisation interne du Parti, et ceci d'autant mieux que les résultats électoraux deviendront de plus en plus mauvais, surtout avec un régime de caractère présidentiel.
Et puis alors, j'ajoute qu'au cours de la discussion qui a eu lieu tout au long de cet après-midi, certains orateurs ont beaucoup parlé du Parti Communiste, des centristes... mais pourquoi nous définir par rapport au Parti Communiste et aux centristes ? Soyons d'abord nous-mêmes ! Nous en avons besoin ! Constituons d'abord la force Socialiste, essayons peut-être – et c'est une idée qui, au cours de nombreuses réunions que nous avons organisées avant le référendum, ici et là, avait la faveur des camarades et des auditoires – d'établir des rapports nouveaux avec des syndicats qui sont d'inspiration Socialiste, qui défendent des idées de caractère Socialiste, peut-être même, demain, tentons une approche vers le PSU... En tous les cas, constituons la force Socialiste, cela me paraît quelque chose d'indispensable.
Et alors, vis-à-vis du Parti Communiste, chacun le sait bien, il faut établir un

rapport de forces. C'est cela l'essentiel. Ensuite, il faut sans doute garder une volonté de départ, et puis aussi – il faut l'ajouter – il faut tout de même avoir le souci de l'examen des comportements et des attitudes des Communistes face à l'événement. Nous ne pouvons nous satisfaire d'équivoques dans l'appréciation de faits aussi graves que l'intervention soviétique, par exemple, en Tchécoslovaquie.

Voilà, par conséquent, les problèmes qui seront ceux de notre prochain Congrès, mais la nécessité, certainement, est d'aller vers les options Socialistes.

Je reviens sur les élections présidentielles. On en a parlé longuement, les orateurs sont revenus sur ce thème ; cela a été une péripétie importante, mais je crois que la constitution de notre nouveau Parti Socialiste est quelque chose de plus important, et que par conséquent nous devons la réussir. Je voudrais tout de même ajouter que quelques-uns ont souligné des indisciplines lors du 1er tour, ou un manque de combattivité.

En ce qui me concerne, en ce qui concerne l'équipe nationale, le Secrétariat, nous avons tout fait pour mettre le Parti à la disposition du candidat, pour faire en sorte que tout le Parti anime le combat qui était celui des présidentielles, et je pense que Gaston Defferre nous en a donné acte. Je dois même indiquer que depuis vingt ans que je suis dans le Parti, ici et là j'ai trouvé des camarades qui, sans doute, n'étaient pas "chauds", qui, sans doute, ne voulaient pas faire ceci ou ne voulaient pas faire cela, et que je leur ai dit chaque fois : ce n'est pas comme cela que nous avons été élevés, que nous avons été éduqués dans le Parti, une fois qu'une décision est prise et que l'on a un candidat, eh bien on se bat pour ce candidat ! Je dois d'ailleurs souligner qu'après quelques remous, bien compréhensibles, au lendemain d'Alfortville, eh bien, finalement – et les camarades l'ont dit à cette tribune – dans tous les départements on a fait la campagne pour Gaston Defferre. En tout cas, presque au lendemain d'Alfortville, j'ai, avec les camarades du Secrétariat, téléphoné dans les 95 départements pour que le Parti puisse mettre en ordre le représentant à la candidature de Gaston Defferre, et je peux dire que dans tous les départements on m'a répondu d'accord, et on m'a donné le représentant à la candidature.

Voilà, par conséquent, comment on a réagi dans les départements.

Je souligne – c'est d'ailleurs ce qu'on a dit aux journalistes tout à l'heure, mais j'y reviendrai – qu'il faudra se battre pour le 2ème tour. Mais je dis à Chandernagor, et sur ce plan-là je partage l'inquiétude d'un certain nombre de camarades, que la décision qui a été prise par le comité exécutif est extrêmement claire.

Au comité exécutif, la question a été posée – je crois d'ailleurs que c'est toi qui l'a posée – de la participation à des réunions avec les centristes. Il y a eu une discussion, et finalement la décision du comité exécutif a été la suivante : pas de participation aux réunions avec des centristes. Voilà la décision qui a été prise, elle n'est, par conséquent, pas du tout équivoque, et je crois qu'il est inutile d'ajouter des indisciplines à nos difficultés actuelles, nous devons, au contraire, montrer que nous avons le sens de ce que doit être un parti. Cela me paraît indispensable.

Ceci est d'autant plus important que dans les jours qui vont venir, dans la dernière semaine avant le 2ème tour, nous aurons tout de même l'occasion de dire ce que nous pensons de l'abstention des Communistes. Eh bien, nous serons d'autant plus forts pour dénoncer cette abstention des Communistes et pour leur dire ce que nous en pensons si nous ne participons pas à des réunions avec les centristes, et si nous menons notre combat Socialiste pour la République, pour la démocratie.
(Applaudissements)
Enfin, j'ajoute qu'il ne faut tout de même pas tomber non plus dans le masochisme, et que quelquefois on a peut-être exagéré tout au long de cette journée. Notre échec est grave, nous devons y faire face, c'est sûr, mais la confusion et les contradictions dans les attitudes, le résultat auquel nous sommes parvenus, finalement résultent autant d'une situation que d'une candidature, ou d'un candidat, qui a fait une campagne honnête et courageuse, il l'a dit lui-même.
Le Parti Communiste, Defferre l'a souligné, d'autres orateurs aussi, a sa part de responsabilité, et c'était utile de rappeler tout de même qu'au lendemain du Congrès d'Alfortville, à la demande de Gaston Defferre, nous sommes allés, représentants du Secrétariat, voir Waldeck-Rochet ; vous connaissez la réponse, c'est dans le livre blanc. De la même façon, je crois que Gaston Defferre a eu raison de souligner qu'il était prêt à se retirer si la candidature de Mendès-France pouvait rassembler toute la Gauche : on a encore le souvenir des déclarations de Georges Marchais.
Je tenais tout de même à le souligner pour que, si nous prenons acte, bien sûr, des difficultés qui résultent sans doute des choix qui ont été les nôtres, on ne tombe pas dans un masochisme excessif, parce que d'autres ont aussi des responsabilités dans les événements que nous avons connus lors de ces derniers mois.
J'en arrive maintenant à la constitution du nouveau Parti Socialiste.
Au fond, il y a un blocage, et puis il y a des problèmes politiques et psychologiques qui se posent, et assez curieusement les problèmes psychologiques ont plus d'importance, dans cette affaire, que les problèmes politiques.
Le blocage, c'est Alfortville. Des camarades se sont succédés à cette tribune pour nous dire : mais pourquoi donc avez-vous avancé ce Congrès pour le tenir à Alfortville, ce Congrès qui était prévu les 9, 10 et 11 ?
Eh bien, pour une raison simple, c'est que le lendemain du référendum, quand nous nous sommes retrouvés au collectif national d'organisation – voyez le livre blanc – nous nous sommes trouvés devant la proposition de la Convention, devant le double d'une lettre qu'Estier avait envoyée au Parti Communiste, au PSU, au Parti Radical Socialiste, et qu'il avait envoyée non pas à nous, collectif national d'organisation, mais à chacune des organisations membres de ce collectif national d'organisation. Il proposait que ces organisations puissent se réunir pour désigner un candidat unique de la Gauche.
C'est cela que nous n'avons pas accepté. Nous avons dit qu'il était absolument

indispensable que la tactique et le candidat soient désignés par le nouveau Parti Socialiste, avec la participation des sections et des fédérations.
Mais une fois que vous acceptez cela, comment fallait-il faire ? La seule solution c'était de dire : il faut tenir un Congrès, les sections se réuniront avant, les fédérations se réuniront dus le cadre départemental, et nous aurons ensuite un Congrès.
Un Congrès de quoi, puisque le nouveau Parti était constitué au niveau des sections, au niveau des départements, mais n'existait pas sur le plan national ?
Nous avons dit : on se réunira en Congrès et le premier acte sera de considérer que ce Congrès sera le Congrès du nouveau Parti Socialiste. Point Final. Etant entendu que toutes les autres questions, toutes les questions relevant du caractère constitutif de ce Congrès, c'est-à-dire les statuts, les orientations et la nouvelle direction seraient reportées à un autre Congrès, au lendemain des élections présidentielles, et on était tous d'accord là-dessus.
Voilà comment nous nous sommes réunis à Alfortville et comment nous avons été amenés à ratifier la déclaration de principes.
Alors, je crois vraiment qu'il est inutile de revenir à perte de vue sur cela ; l'essentiel, c'est de se retrouver dans les prochaines assises qui seront constitutives du nouveau Parti et je crois que là il y a certainement un geste à faire ; ce geste, j'ai senti, à travers toute cette journée, que les camarades sont d'accord pour le faire, encore que ce soit le comité exécutif mercredi prochain qui devra prendre une décision, c'est de changer de lieu et, sans doute, de changer de date même, mais je crois que sur ce plan là on peut faire ce geste, qui, je le crois, sera considéré comme un geste de détente.
Voilà, en ce qui concerne le blocage, les problèmes qui résultent d'Alfortville.
Voyons maintenant les problèmes politiques. On devrait pouvoir les résoudre. D'après ce que j'ai entendu toute la journée, d'après ce que nous sentons sur l'évolution à travers ce Parti, tout le monde sent bien que ce nouveau Parti Socialiste se fera sur des options de gauche et c'est finalement ce que nous demandent nos partenaires, mais je crois que de la même façon que nous n'avons pas été d'accord pour faire un arrangement d'état-major pour se partager la direction de ce nouveau Parti Socialiste, il n'est tout de même pas possible de faire un arrangement d'état-major pour fixer la ligne politique de ce nouveau Parti Socialiste.
C'est tout de môme une décision importante qui relève des sections, des fédérations et du Congrès. Mais je dis que, compte tenu de ce qu'on a entendu ici toute la journée, ce doit être possible à Jean Poperen, non pas en tant que Secrétaire général de l'UGCS, mais en tant que militant de la 5ème section où il est, et je dis la même chose de Claude Astier, peut-être moins à titre de secrétaire de la convention que comme membre de la 18ème section, de parler, de discuter, de se mettre d'accord sans doute sur une motion, car nous ne pouvons pas faire autre chose que de rédiger une motion pour la présenter au Congrès constitutif, et nous ne pouvons pas préjuger de la décision du Congrès.
Eh bien, si les camarades, sur le plan politique, veulent rejoindre les camarades qui pensent comme eux et sont actuellement dans ce nouveau Parti Socialiste, il

suffit de se voir, il suffit de discuter, il suffit de signer, à l'intérieur du nouveau Parti Socialiste.
Et maintenant les problèmes psychologiques ; ce sont, bien sûr, les plus difficiles, mais tout le monde sent bien que nous ne pouvons pas reculer sans cesse.
Si nous étions certains finalement qu'après avoir encore fait des gestes, nous pourrions nous retrouver, mais personne ne peut nous donner cette garantie et tout le monde sent bien la nécessité de faire le plus rapidement possible le nouveau Parti Socialiste.
Je crois qu'il faut à tout prix maintenant préparer notre Congrès et le tenir en juillet, comme le souhaitent la plupart des camarades qui se sont succédé à la tribune.
Sur ce point, si les camarades, politiquement, discutent à l'intérieur du Parti avec nous, s'ils signent des motions avec nous ou des motions parallèles, peut-être que pour l'organisation du Congrès, on pourra trouver une solution. Je ne pense pas que le comité exécutif – mais c'est lui qui décidera – puisse retenir la suggestion qui a été faite, à savoir que le comité exécutif, issu d'Alfortville, disparaisse et que ce soit le collectif national d'organisation qui revienne à la surface. Ce n'est pas possible. Cela signifierait que la SFIO, que l'UCRG reparaissent, alors que, manifestement, nous sommes, nous, dans ce nouveau Parti Socialiste, dans le Parti Socialiste.
Ce n'est pas possible, mais ce qui est possible, c'est que le comité exécutif, restant ce qu'il est – et je crois que ce qui a été dit par le président et par ceux qui se sont succédé à la tribune montre que c'est un organisme dont on voit bien les limites, mais qui est précaire et que nous souhaitons, le plus rapidement possible, qu'une autre direction élue vienne se substituer à lui – si nos partenaires en étaient d'accord, mette en place une commission d'organisation du Congrès, étant entendu qu'on aurait tous décidé, préalablement, de se réunir dans un même lieu et à une même date, ce qui est tout de même fondamental si on veut faire ensemble un nouveau Parti.
Que, pour préparer la tenue du Congrès, il puisse y avoir une commission d'organisation, limitée à l'organisation de ce Congrès ou – ce serait normal si les Conventionnels décidaient de venir ainsi que l'UCGS – il puisse y avoir, à côté de ceux qui étaient hier à la SFIO, à l'UCRG, des Conventionnels et des camarades de l'UGCS, ce serait sans doute possible, mais on ne peut pas davantage.
Enfin, je voudrais souligner qu'il sera nécessaire au delà de cette réunion, d'avoir sans doute des assemblées régionales et je pense que vous serez d'accord pour que, lorsque les fédérations le souhaiteront, il puisse y avoir, au cours des prochains week-ends des assemblées régionales.
D'autre part, j'émets cette idée que, faisant suite au Congrès que nous devons tenir en juillet au cours duquel on ne réglera pas tous les problèmes, car on a un ordre du jour très vaste, on puisse – certains l'avaient suggéré, c'est une idée qui avait été reprise dans plusieurs motions – tenir avant la fin de l'année, ou au début de l'année prochaine, un nouveau Congrès, non pas un Congrès pour

décider encore d'une nouvelle direction, mais pour traiter de tous les problèmes qu'on n'aurait pas pu régler en Juillet.
Je crois que cet ensemble de mesures devrait vraiment donner satisfaction et devrait par conséquent permettre de nous rassembler tous.
Je crois que, maintenant, l'heure est venue de prendre nos responsabilités et que l'heure est venue également pour nos partenaires de prendre les leurs. Ce n'est plus possible de tergiverser. Je crois que les derniers gestes que nous sommes en train de faire sont véritablement les derniers et que maintenant nous devons nous retrouvez au mois de juillet pour la tenue du Congrès constitutif du nouveau Parti.
Nous avons choisi d'être Socialistes, nous avons choisi de faire ensemble le nouveau Parti Socialiste. Eh bien, je crois que pour être pleinement Socialistes et pour pouvoir faire ensemble ce nouveau Parti Socialiste, il y a maintenant une nécessité qui s'impose à tous, c'est d'être tous au rendez-vous du mois de juillet !
(Applaudissements)
Pour répondre à la question de Dreyfus, je dois souligner que les journalistes n'ont pas été invités à participer à cette réunion et c'est ainsi que, tout à l'heure – et c'est justement ce qu'incriminait Dreyfus – j'ai été lire un rapide communiqué dont la fin est la suivante...

Dans la salle – Il faut le lire en entier !

Mauroy – Volontiers. Je précise que c'est une déclaration et pas un communiqué.
La discussion qui s'est développée au cours de la réunion des représentants des fédérations Socialistes qui vient de s'achever a mis en évidence l'attachement des militants du Parti à l'idéologie Socialiste, leur fidélité à la lutte contre le capitalisme dont l'abolition reste, pour eux, la condition nécessaire de la …(inaudible)… des hommes.
Cet attachement les amène à rejeter toute solution centriste ou recours à une troisième force et à rechercher les moyens d'une politique d'union de la Gauche dans la franchise et dans la clarté.
Elle a mis également en évidence leur volonté de construire avec tous le nouveau Parti Socialiste, un Parti Socialiste puissant, indispensable à l'équilibre de la Gauche française, et qu'il est nécessaire de lui donner dans les délais les plus courts des structures, des organisations responsables, des orientations politiques.
C'est pourquoi les responsables des fédérations Socialistes demandent au comité exécutif d'organiser les prochaines assises du Parti dans un lieu qui reste à fixer et, en toute hypothèse, dans la 1ère quinzaine de juillet.
Pour le présent, les représentants des fédérations Socialistes confirment la décision du comité exécutif : à propos de l'élection présidentielle, ils expriment à Gaston Defferre leurs remerciements pour la campagne courageuse qu'il a menée ; ils invitent les citoyennes et les citoyens à faire, dimanche prochain,

Collection Jean-Jaurès

échec à M. Pompidou en votant pour M. Poher afin de garantir le cadre démocratique dans lequel peut se développer le combat Socialiste.

Le président – Camarades, je crois que nous pouvons tirer quelques leçons de cette réunion : en ce qui concerne les leçons politiques, je crois que votre devoir maintenant est d'avertir nos camarades de fédérations et de sections des diverses tendances qui se sont manifestées aujourd'hui de façon à ce que nos sections, nos fédérations puissent se prononcer et que nous ayons, sur des motions d'orientation différentes, un vote extrêmement clair au prochain Congrès.
D'autre part, nous devons essayer de réunir le maximum de nos camarades, qu'ils appartiennent à une organisation ou à une autre ou que ce soit de nouveaux adhérents mais à deux conditions : la première, c'est qu'on ne demande pas de renier tout le travail qui a été fait jusqu'à présent car cela aboutirait en fait à retarder notre prochain Congrès dans des conditions qui sont aujourd'hui imprévisibles et pour un résultat que nous ne pouvons pas prévoir ; la seconde, c'est qu'il faut aussi que ce Congrès soit ouvert à tout camarade qui voudra y participer dans la légalité Socialiste ou qui voudra, tout au moins, participer aux discussions préliminaires.
Je pense que, sur ces bases, nous pourrons réaliser un large accord. Je suis moi-même secrétaire d'une petite fédération où j'ai des problèmes très voisins de ceux qui ont été évoqués au cours de la journée par les secrétaires fédéraux, il s'agit d'y faire face et je ne pense pas que ce soit aussi difficile que certains le disent.
Je vous demande de retourner dans vos sections, dans vos fédérations et de préparer sérieusement ce Congrès capital pour l'avenir du Parti.
J'ai cru comprendre que vous étiez tous d'accord pour qu'il ait lieu dans la 1ère quinzaine de juillet, en laissant au comité provisoire le soin d'en fixer la date et le lieu.
Nous sommes d'accord sur cette interprétation ?
Bien. Comité exécutif mercredi, à 15 heures.

Un délégué – Je voudrais une précision ? Le texte que nous a lu Pierre Mauroy, est-ce un communiqué émis par le Congrès ou une déclaration ?

Pierre Mauroy – Une déclaration.

Le délégué – Je veux que ce soit précisé : est-ce une déclaration personnelle du secrétaire du comité exécutif ?

Le président – Nous n'avons rien voté, nous n'étions d'ailleurs pas qualifiés pour voter ; ce n'est pas une motion soumise à l'assemblée, c'est le secrétaire provisoire qui, devant la presse, explique ce qui a été fait au cours de cette journée. Cela n'engage la responsabilité de personne.

Fondation Jean Jaurès